

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

LE REPOS HEBDOMADAIRE

LOI DU 13 JUILLET 1906

ÉTABLISSANT LE REPOS HEBDOMADAIRE

en faveur des employés et ouvriers

Du rôle des Syndicats professionnels dans l'application de la loi

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

le vendredi 23 juillet 1909, à 2 heures

PAR

Félix PELLENC

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE LYON

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

PAR M. J. J. J. J.

DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

DE LA UNIVERSITÉ DE PARIS

PRÉSENTÉE

PAR M. J. J. J. J.

LE 15 JANVIER 1900

PAR M. J. J. J. J.

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, C. *, I. ☞, Doyen honoraire, correspondant de l'Institut.

MABIRE, *, I. ☞, professeur honoraire.

THALLER, *, I. ☞, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. ☞, professeur honoraire.

FLURER, I. ☞, doyen, professeur de Droit civil.

GARRAUD, I. ☞, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. ☞, professeur de Droit romain.

COHENDY, O. *, I. ☞, professeur de Droit commercial.

PIC, I. ☞, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), I. ☞, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. ☞, professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, I. ☞, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, I. ☞, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSEMERAND, I. ☞, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.

BROUILHET, A. ☞, professeur d'Économie politique.

HUVELIN A. ☞, professeur de Droit romain.

LÉVY, A. ☞, professeur de Droit civil.

GONNARD, A. ☞, professeur d'Histoire des Doctrines Économiques et d'Économie politique.

BOUVIER-BANGILLON, I. ☞, professeur de Procédure civile.

BECQ (J.), I. ☞, secrétaire.

MEMBRES DU JURY :

Président : M. PIC, professeur.

Assesseurs : MM. BROUILHET, professeur.

LÉVY, professeur.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

LE REPOS HEBDOMADAIRE

LOI DU 13 JUILLET 1906

ÉTABLISSANT LE REPOS HEBDOMADAIRE

en faveur des employés et ouvriers

Du rôle des Syndicats professionnels dans l'application de la loi

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

le vendredi 23 juillet 1909, à 2 heures

PAR

Félix PELLENC

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE LYON



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909

A MES PROFESSEURS

DE LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

BIBLIOGRAPHIE

- Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale*, années 1900 à 1908.
- Bulletin de l'inspection du travail et de l'hygiène industrielle*, années 1890 à 1908.
- Recueil des actes administratifs de la préfecture de police*, années 1906 à 1907.
- Périodique de Dalloz*.
- Journal officiel*, années 1900 à 1908.
- Recueil des arrêts du Conseil d'Etat*, années 1906, 1907 et 1908.
- Lois nouvelles*, années 1906, 1907 et 1908.
- Comptes rendus des différents congrès sur le repos du dimanche*.
- Annuaire de législation étrangère*.
- Annuaire de législation du travail*.
- Bulletin de l'office du travail français*.
- Revue de droit public*, année 1907.
- Répertoire de Dalloz*.
- Pandectes françaises*.
- Paul Pic.** — *Législation industrielle*, 3^e édition, 1909.
- Voltaire.** — *Questions*.
- Levasseur.** — *Histoire des classes ouvrières en France avant 1789*.
- Duruy.** — *Histoire des Grecs*, tome I.
- R. Jay.** — *La protection légale des travailleurs*.
- Bonnefoy.** — *Le repos hebdomadaire*, Paris, 1907.
- Revillon.** — *Le repos hebdomadaire*, Lyon, 1908.
- Marais.** — *Les syndicats professionnels et la jurisprudence*, Paris, 1908.
- Dodu.** — *La loi du 13 juillet 1906*, Paris, 1907.
- A. Estève de Bosch.** — *Le repos hebdomadaire*, Paris, 1908.
- Bruneau.** — *Le repos hebdomadaire*, 1907.
- Levasseur.** — *Questions ouvrières et industrielles en France sous la 3^e République*, 1907.

- Lagrange.** — Physiologie des exercices du corps.
- A. Chauveau.** — Le travail musculaire et l'énergie qu'il représente, 1891.
- A. Knoderer.** — La législation allemande et le repos du dimanche pour les employés de commerce, Paris, 1906.
-

LE REPOS HEBDOMADAIRE

INTRODUCTION

Longtemps la législation ouvrière française s'est confinée exclusivement dans le domaine de l'industrie manufacturière. Pendant ces dernières années, les Chambres, surtout la Chambre des députés, ont montré qu'elles étaient décidées à s'occuper aussi des travailleurs de l'industrie commerciale. Elles ont voté de nombreuses lois par lesquelles se manifeste très nettement cette nouvelle orientation.

Citons, entre autres, la loi du 29 décembre 1900 fixant les conditions du travail des femmes employées dans les magasins, la loi du 11 juillet 1903 sur l'extension aux établissements commerciaux des prescriptions de la loi de 1893 sur l'hygiène et la sécurité des ateliers, la loi du 12 avril 1906 qui étend la législation des accidents du travail aux entreprises commerciales, et enfin la plus importante de toutes : la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire applicable à tous les établissements industriels et commerciaux.

Cette loi réalise une réforme éminemment utile, atten-

due avec impatience par tous les travailleurs, surtout par les employés de commerce, appelée par les vœux des hygiénistes et des moralistes. Le large mouvement d'opinion publique qui l'a préparée, les longs débats auxquels elle a donné lieu devant le Parlement, les critiques qui lui ont été adressées, les modifications actuellement proposées sont autant de questions de nature à intéresser ceux qui s'occupent de législation sociale.

Nous nous proposons de les étudier dans cet ouvrage, dans lequel nous traiterons aussi du principe même du repos hebdomadaire, de son histoire et de son application dans les législations étrangères. Nous serons amenés, en raison des progrès sans cesse croissants du syndicalisme, à consacrer un chapitre spécial au rôle des syndicats professionnels dans l'application de la loi du 13 juillet 1906.

CHAPITRE PREMIER

NÉCESSITÉ DU REPOS HEBDOMADAIRE.

La nécessité du repos hebdomadaire s'établit surtout par des arguments d'ordre physiologique. Tous les médecins ou hygiénistes qui ont étudié la question ont montré que le travail prolongé au delà de certaines limites entraîne les conséquences les plus fâcheuses pour la santé de l'individu.

Certes, nous ne venons pas prétendre ici que le travail est funeste à l'homme ; nous considérons au contraire que la loi du travail est juste et nécessaire, et volontiers nous disons avec le poète :

Mes enfants, il faut qu'on travaille ;
Il faut tous, dans le droit chemin,
Faire un métier vaille que vaille,
Ou de l'esprit, ou de la main.

Quelle satisfaction plus profonde que celle d'avoir accompli sa tâche et d'avoir ainsi servi non seulement son intérêt personnel, mais aussi celui de l'humanité tout

entière ! Quelle joie pour le travailleur de manger le pain qu'il a légitimement gagné !

Mais si le travailleur s'éténue à la besogne, si les journées sont trop longues, les repos insuffisants, alors c'est le surmenage, c'est le travail accompli sans entrain, c'est la déchéance physique et morale qui guette le malheureux rivé à sa tâche comme le forçat à sa chaîne.

Il a été scientifiquement établi que le corps humain besoin de repos, comme la machine a besoin d'huile. Le travail physique entraîne, en effet, d'une part, l'usure des matériaux fournis par les aliments et par l'oxygène de l'air et, d'autre part, la formation de substances toxiques, produit de l'activité cellulaire.

L'oxygène joue dans notre organisme un rôle important. Il soumet à une sorte de combustion les matières que le sang veineux fait affluer aux poumons, et les substances nuisibles séparées, par cette combustion même, des substances utiles, s'échappent avec l'air que nous respirons.

Nous pouvons facilement remplacer les matériaux qui nous sont fournis par les aliments en mangeant davantage ; mais il n'en est pas de même de l'oxygène qui ne se renouvelle que par la respiration.

Or, pendant les heures de repos, l'homme absorbe plus d'oxygène qu'il n'en dégage ; pendant le travail, au contraire, il en dépense plus qu'il n'en absorbe. Cette dépense est considérable : les expériences de deux physiologistes

célèbres, MM. Pettenkofer et Voit, ont démontré que la déperdition journalière d'oxygène n'est pas compensée par une nuit de repos, lorsque le travail a été trop prolongé ou trop fatigant.

Le Dr Hægler, se basant sur les expériences et les chiffres de Pettenkofer et Voit, démontre à l'aide d'une courbe que chaque jour amenant un déficit qui s'ajoute à celui des jours précédents, il faut hebdomadairement 24 heures de repos pour combler ce déficit, c'est-à-dire pour récupérer la quantité d'oxygène nécessaire à assurer les combustions journalières qui, par le fait d'un travail exagéré et malgré le repos de chaque nuit, mettent chaque jour l'organisme en déficit.

Les expériences de M. Bougoslawsky ont montré que si l'on travaille pendant huit jours de suite, ce travail s'accomplissant même dans des conditions de repos tout à fait normales, le huitième jour donne une diminution notable de la force musculaire, ainsi que de la quantité du travail mécanique fourni. Ainsi le huitième jour, il a été produit 38 0/0 par la main droite et 34 0/0 par la main gauche de moins que la moyenne des autres jours (1).

De plus, à la suite d'un travail prolongé, l'accumulation des déchets de combustion devient tellement considérable qu'ils ne peuvent être détruits ou éliminés avec la rapidité nécessaire. Les substances toxiques exigent, en

(1) SACHNINE, *Influence de la durée du travail quotidien sur la santé générale de l'adulte*, Thèse médicale, Lyon, 1900, p. 175.

effet, pour être éliminées hors de l'organisme un temps assez long. Ainsi, d'après des observations (1), 12 et même 24 heures sont quelquefois nécessaires pour l'élimination des déchets par l'urine.

Ajoutons que l'excès de travail physique produit des effets même sur les centres nerveux. Les expériences physiologiques et les recherches histologiques (2) sont unanimes à démontrer que, dans la fatigue musculaire, il y a non seulement la fatigue des muscles, mais encore celle du cerveau. Au cours du travail corporel, la cellule cérébrale se trouve intimement associée à l'activité de la fibre musculaire et cela, même lorsque le travail se fait automatiquement.

C'est ainsi qu'on a constaté que les longues marches retentissaient sur la vision et sur la mémoire ; or, les mouvements de la marche sont de tous les actes musculaires ceux qui deviennent le plus facilement automatiques.

Le travail physique ne peut donc se prolonger indéfiniment sans conséquences graves pour l'organisme. Il faut que ce dernier répare les pertes qu'il a subies par le travail, les compense par des acquisitions nouvelles et se débarrasse des produits toxiques. Il faut aussi que les centres nerveux ne soient pas surmenés par une excitation continuelle.

(1) LAGRANGE, *Physiologie des exercices du corps*, p. 105-115.

(2) H. CHAUVÉAU, *Le travail musculaire et l'énergie qu'il représente*, 1891, p. 330.

Si du travail physique nous passons au travail intellectuel, nous voyons que la nécessité du repos est la même. Les centres nerveux se fatiguent pendant le travail physique, à plus forte raison pendant le travail intellectuel. Pour appliquer son intelligence à un but quelconque, il faut de l'attention et tout le monde sait que l'attention est toujours accompagnée d'un sentiment d'effort et de fatigue qui est en raison directe de sa durée et de la difficulté à la maintenir.

Il a été reconnu que le travail intellectuel intense, l'effort d'attention prolongé supposent dans certaines parties du système nerveux une suractivité qui a nécessairement pour conséquence une période de fatigue et d'impuissance.

Les faits d'observations journalières, dit Lagrange, aussi bien que les déductions tirées de la physiologie, nous autorisent à conclure qu'une étroite analogie rapproche les effets de la fatigue intellectuelle de ceux de la fatigue musculaire (1).

L'état de surmenage créé par l'excès de travail apparaît comme très dangereux non seulement à cause de ses conséquences directes, mais aussi parce qu'il laisse l'organisme affaibli et fatigué devenir la proie de l'ennemi du dehors, c'est-à-dire de toutes les maladies infectieuses qui le guettent. Pour la plupart des médecins, l'action exclusive du microbe ne suffit pas à tout expliquer dans la genèse de la

(1) LAGRANGE, *Physiologie des exercices du corps*, p. 332.

maladie infectieuse. Pour qu'un microbe germe et pullule dans l'organisme, il faut encore un terrain propice à son développement. Or, ce terrain, dans le cas de surmenage physique, est créé par l'auto-intoxication de l'organisme surmené.

Ajoutons qu'à la fatigue causée par un travail pénible viennent se joindre les conditions en général très désavantageuses dans lesquelles il s'effectue. L'air de l'usine ou du magasin est trop souvent vicié ; l'ouvrier doit manier des substances dangereuses, des produits malsains. Neuf fois sur dix, la besogne à laquelle il se livre est anti-hygiénique.

Autant une vie active, des exercices physiques modérés, en plein air, sont favorables au développement du corps, autant des travaux excessifs, des fatigues exagérées dans l'air confiné de la mine, de l'atelier ou de la manufacture lui sont préjudiciables.

Les statistiques nous fournissent à cet égard des résultats concluants : Ce sont les ouvriers boulangers qui, surmenés, enfermés dans des fournils surchauffés comptent, d'après Brouardel, 70 0/0 de tuberculeux qui n'ont pas 45 ans.

Ce sont les serruriers, les marbriers, les tailleurs de pierre qui ont, dès l'âge de 30 ans, une mortalité par tuberculose bien supérieure à celle de toutes les autres catégories.

Ce sont les employés du Métropolitain à Paris que la vie souterraine anémie avec une rapidité telle que la com-

mission d'hygiène créée par la compagnie et qui siège en permanence en réforme une dizaine tous les mois.

Ce sont les ouvriers briquetiers qui enfournent des briques sous 80 degrés de chaleur et qui sont décimés par le ver intestinal et par les maladies des voies respiratoires.

Ce sont les ouvriers des industries à production textile qui, d'après Dementieff, s'épuisent rapidement et accusent de la déchéance sénile dès l'âge de 40 ans, à partir duquel ils sont incapables de fournir un travail pénible.

Aussi, pour permettre à l'ouvrier de combattre le surmenage, les maladies professionnelles qui le guettent, faut-il lui accorder largement le repos dont il a un si pressant besoin.

En première ligne se place le repos quotidien. Nous n'avons pas à l'étudier ici et à nous demander si les trois huit qui sont la plus légitime des aspirations de la classe ouvrière seront bientôt réalisées. Qu'il nous suffise de dire que ce repos est insuffisant, parce qu'il est absorbé en grande partie par le sommeil et par les repas, et que, en outre, il ne permet pas aux travailleurs de regagner les forces perdues. Il doit être complété par le repos périodique.

« Tout être qui travaille, déclarait le docteur Neumann au Congrès national du repos du dimanche de 1892, doit s'imposer un repos périodique s'il ne veut pas perdre prématurément ses forces et marcher plus ou moins rapidement à la déchéance physique. »

Le repos périodique nécessaire est le repos hebdoma-

daire, c'est-à-dire d'un jour complet par semaine. Nous verrons, au cours de notre étude historique, que, de tout temps et dans tous les pays, on a retrouvé, plus ou moins vivace, la règle du repos hebdomadaire. Cette règle ne peut être l'effet d'un caprice du hasard, elle correspond évidemment à un besoin. Tous les médecins et hygiénistes établissent, en effet, que le repos hebdomadaire est le repos minimum que l'homme doit s'accorder s'il veut vivre une vie normale.

C'est le docteur Massey, des Etats-Unis, qui déclare que, par les observances du repos hebdomadaire, on prolonge la vie en moyenne de 7 années sur 50.

C'est le docteur Garnier en France qui constate que, au bout de 10 ans, les employés de magasin qui ne prennent pas de repos hebdomadaire sont, dans la proportion de six sur vingt, obligés d'abandonner le travail, épuisés avant l'âge.

Le repos hebdomadaire est donc une nécessité physique pour l'homme; c'est une loi d'hygiène et de salubrité dont le respect s'impose dans l'intérêt de la race humaine. Il faut aller plus loin encore et dire qu'il est aussi une condition de la bonne exécution du travail. L'ouvrier qui se repose régulièrement s'acquitte de sa tâche avec plus de zèle que s'il était surmené.

Une statistique fournie par les Trade-Unions d'Angleterre montre que, en prenant deux ouvriers de même valeur,

l'un travaillant toute la semaine, l'autre se reposant un jour, la moyenne du travail fourni par celui qui a produit pendant sept jours est moins considérable que celle obtenue par celui qui a pris un jour de repos. La statistique ajoute que la qualité du produit est bien supérieure dans le dernier cas.

Le repos hebdomadaire comme la diminution des heures de travail est donc bien loin de porter atteinte à la richesse d'un pays.

L'Angleterre l'observe depuis longtemps et cela ne l'a pas empêchée, alors qu'elle avait à lutter contre des Etats qui ne l'appliquaient pas encore, d'affirmer nettement sa supériorité industrielle et commerciale.

Loin d'affaiblir l'industrie nationale, il ne fait qu'en accroître la puissance ; loin d'appauvrir un pays, il l'enrichit ; car il lui donne un prolétariat plus sain et plus apte au travail, avec moins de non-valeur à la charge du fonds social.

Enfin le repos hebdomadaire répond non seulement aux besoins physiques de l'homme et à l'intérêt bien entendu de l'industrie ; il répond aussi aux besoins moraux et intellectuels du citoyen. Un travailleur n'est pas une machine, c'est un être conscient qui ne doit pas être perpétuellement à la tâche. Il a en général une famille, un foyer, et il n'est pas trop d'un jour par semaine pour qu'il puisse jouir de la présence de sa femme et de ses enfants et remplir auprès de ces derniers le rôle d'éducateur qui lui incombe.

A côté des besoins moraux, il y a aussi des besoins intellectuels non moins pressants. De nos jours, l'Etat a compris que c'était un devoir pour lui de relever le niveau général de la nation et de donner à tous les citoyens un minimum d'instruction indispensable dans un régime démocratique. L'instruction donnée par l'Etat est insuffisante, elle a besoin en tous cas d'être entretenue une fois que le prolétaire est sorti de l'école. Le repos hebdomadaire présente l'avantage de laisser au travailleur le temps nécessaire pour cultiver son cerveau, s'initier à la connaissance des questions sociales et professionnelles, qui prennent de jour en jour plus d'importance et ne peuvent plus le laisser indifférent.

Ainsi, il arrache l'homme aux servitudes matérielles, il lui permet la libre réflexion et les aspirations supérieures qui le font passer du rang de chose ou de machine à celui de personne. Il est donc par lui-même un principe de progrès moral pour l'individu et pour la nation.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur ses bienfaits, ne serait-ce qu'au point de vue de la lutte contre l'alcoolisme. On a remarqué que les ouvriers, qui observent le repos hebdomadaire, paient un tribut considérablement moins élevé que les autres à ce terrible fléau. Moins surmenés, ils n'ont pas la tentation de chercher au fond des petits verres une surexcitation factice, une vigueur illusoire. Plus souvent dans leur foyer, ils le rendent plus confortable et le préfèrent au cabaret.

Nous pensons avoir établi suffisamment quelle est, au

regard des intérêts de la classe populaire comme au regard de ceux de l'humanité tout entière, la nécessité impérieuse du repos hebdomadaire et combien son application doit être à cœur à tous les hommes de bien que préoccupent à juste titre les destinées de leurs semblables.

CHAPITRE II

HISTOIRE DU REPOS HEBDOMADAIRE.

L'habitude de se reposer à intervalles réguliers a une origine religieuse, quoiqu'elle réponde à une nécessité purement physique. De tout temps, les religions ont été dans l'obligation de retenir leurs adeptes par l'observance de pratiques extérieures fréquemment répétées. Dans ce but, elles ont consacré à la divinité des jours spéciaux, pendant lesquels les fidèles doivent abandonner leurs occupations habituelles pour participer à certaines cérémonies, assister à la célébration de certains rites.

Nous allons étudier dans le présent chapitre l'organisation du repos chez les différents peuples de l'antiquité, puis en France jusqu'à la loi du 13 juillet 1906.

SECTION I. — Le repos hebdomadaire dans l'antiquité.

Juifs.

Le repos hebdomadaire a été observé de tout temps chez les Juifs. Un jour par semaine, le samedi, était exclusivement consacré à la divinité et tout travail était interdit ce jour-là, même le travail des animaux domestiques. Chez ce peuple qui prétendait tenir sa constitution de Dieu,

l'institution du sabbat était à la fois une loi religieuse et une loi civile. Sa transgression était punie des peines les plus rigoureuses.

Dans l'Ancien Testament, Moïse fait connaître les recommandations qu'il a reçues de l'Eternel touchant le sabbat et qu'il transmet ainsi aux enfants d'Israël : « Outre cela, vous garderez mes sabbats, car c'est un signe entre moi et vous dans vos âges afin que vous sachiez que je suis l'Eternel qui vous sanctifie. Gardez donc le sabbat, car il vous doit être saint. Quiconque le violera sera puni de mort, même quiconque fera aucune œuvre en ce jour-là sera retranché du milieu de ses peuples... Ainsi les enfants d'Israël garderont le sabbat pour célébrer le jour du repos dans leurs âges par une alliance perpétuelle. C'est un signe entre moi et les enfants d'Israël à perpétuité, car l'Eternel a fait en six jours les cieux et la terre et il a cessé au septième et il s'est reposé (1). »

Jésus-Christ devait soulever de violentes colères chez le peuple juif en refusant d'observer le sabbat dans toute sa rigueur. Au dire de saint Marc, il n'aurait pas hésité à guérir un malade le jour du sabbat, pour montrer aux Pharisiens que tous les jours se valent pour accomplir une bonne action (2).

Grecs.

Chez les Grecs, le repos hebdomadaire n'existait pas,

(1) Ancien testament, Exode, chapitre XXXI.

(2) Evangile selon saint Marc, chapitre III.

mais il y avait un grand nombre de fêtes et de solennités religieuses pendant lesquelles tout travail était interdit. Elles servaient à marquer les grandes phases de l'existence nationale de ce peuple, comme les phénomènes de la vie naturelle et morale qui lui semblaient un bienfait, un conseil ou une menace des dieux.

Platon trouve pour ces solennités, à côté de la raison religieuse, le motif social : « Les dieux, dit-il, touchés de compassion pour le genre humain que la nature condamne au travail, lui ont ménagé des intervalles de repos par la succession régulière des fêtes instituées en leur honneur (1). »

A Athènes, plus de 80 jours de l'année étaient consacrés à des fêtes. Chaque ville avait d'ailleurs des fêtes particulières et, dès que le service du dieu commençait, les affaires de la cité étaient suspendues : les tribunaux se fermaient, on ajournait les paiements, l'exécution des débiteurs ou des coupables et à Sparte, même les décisions qui importaient le plus à la sûreté de l'Etat.

Démosthène cite dans un de ses plaidoyers (2) une loi d'Athènes qui punissait la violation du repos des jours fériés et transformait en crimes contre l'Etat les délits commis envers ceux qui, ayant un rôle officiel dans ces fêtes, y portaient la couronne, signe de l'autorité publique.

Parmi les fêtes célèbres à Athènes, il faut citer la fête

(1) Lois, II, 4.

(2) Contre Timocrate, 29.

de Dionusios, les grandes Panathénées qui étaient les fêtes de la guerre et de l'agriculture, les fêtes des fleurs, etc.

Romains.

A Rome, les jours de fête étaient fort nombreux, principalement les jours de *forum*, les temps fériés qui revenaient aux époques des vendanges et des moissons. Pendant ces jours de fêtes, en général religieuses, le peuple ne pouvait s'occuper d'aucune affaire ; le travail des esclaves lui-même était suspendu.

Avec l'établissement du christianisme, le repos dominical fait son apparition non seulement dans les usages, mais encore dans la loi. Les empereurs chrétiens rendirent à plusieurs reprises des constitutions destinées à faire respecter le repos du dimanche. Elles sont rapportées dans le Code justinien (1) et dans le Code théodosien (2). Elles stipulent que, le jour du Seigneur, les affaires de tous les hommes seront suspendues, aucune dette ni publique ni privée ne sera recouvrée, aucun jugement ni public ni privé ne sera rendu et tout contrevenant sera poursuivi comme sacrilège. Valentinien va jusqu'à ordonner la fermeture des théâtres et des cirques le dimanche et les jours de fêtes des chrétiens, afin que leur esprit ne soit pas détourné du culte divin (3).

(1) Code justinien. III, 12, 3.

(2) Code théodosien, II, 8, III, 8.

(3) Code théodosien, V, 15, 5.

SECTION II. — Le repos hebdomadaire en France jusqu'à la loi du 13 juillet 1906.

Ancien régime.

En France, les rois, fidèles exécuteurs des règles de l'Eglise, ont toujours veillé à l'application du repos du dimanche. La législation de l'ancien régime en cette matière est des plus touffues.

Un décret de Childebert I^{er} rendu en 552 ordonne d'observer le repos du dimanche et défend tout travail autre que la préparation des aliments. Un édit de Dagobert I^{er} rendu en 630 contient à peu près les mêmes prescriptions.

Un édit de Charlemagne du 22 mars 789 défend toute espèce de travail le dimanche, même dans l'intérieur des maisons. Louis le Débonnaire, dans un capitulaire de 827, énumère les œuvres serviles auxquelles il est interdit de se livrer le dimanche. Il fait mention du labourage, de la culture de la vigne, de l'abatage des bois, du jardinage, de la tonte des moutons, des approvisionnements de guerre ; mais l'industrie n'y figure que par la bâtisse et par des travaux réservés aux femmes, tels que tissage, couture, blanchissage.

Aux dimanches il faut ajouter de nombreuses fêtes. Il y a des fêtes particulières à chaque corporation. Les boulangers, par exemple, comptent dans leurs statuts, outre les dimanches, vingt-six jours fériés et la fête du patron du métier.

Dans le xii^e siècle, le privilège commence à s'introduire

à côté de la règle. Pendant que, les dimanches et les jours de fêtes religieuses, les professions les plus utiles aux besoins de la vie sont astreintes au chômage, on permet aux orfèvres, aux chapeliers de feutre, aux drapiers, aux pourpointiers d'avoir, à tour de rôle, une boutique ouverte ; les chaussetiers en ont trois et les fabricants de barils et de hauberts continuent tous à travailler librement sous le prétexte que leur métier intéresse les hommes nobles.

Au xvi^e siècle, un grand nombre d'ordonnances réglementent le travail, les dimanches et les jours de fêtes :

L'ordonnance d'Orléans rendue par Charles IX en 1560 défend à tous juges de permettre que, aux jours de dimanches et fêtes annuelles et solennelles, aucun marché et foire soient tenus, ni danses publiques faites, et leur enjoint de punir tous ceux qui y contreviendraient. La même ordonnance fait défense aux cabaretiers, tenanciers et maîtres de jeux de paume de recevoir pendant les heures de service divin. L'ordonnance de Blois rendue par Henri III en 1579 prévoit des pénalités contre les joueurs de farces, bateleurs, cabaretiers, maîtres des jeux de paume et d'escrime qui exerceraient leur métier le dimanche ou les jours de fête. Une ordonnance de police du 12 décembre 1644 punit les infractions à la règle du repos du dimanche et des jours de fêtes par une amende de cent livres parisis et la prison et de plus par la saisie et la confiscation de tous les ouvrages, marchandises, outils, chevaux, bateaux, etc. Une ordonnance de police du 8 juin

1764 confirme les défenses des précédentes ordonnances et prescrit des peines très sévères contre tous ceux qui se livreront à un trafic quelconque les dimanches et jours de fêtes. Enfin on peut encore citer comme légiférant sur la matière une ordonnance du 30 avril 1778.

On voit avec quel luxe de réglementation la monarchie française a toujours veillé à l'application du repos du dimanche et des jours de fêtes. Dans cette tâche, elle a été inspirée surtout par des considérations d'ordre religieux. Gouvernement de droit divin, elle tenait à consolider une religion qui lui prêtait le plus ferme appui et elle n'y pouvait mieux réussir qu'en obligeant la masse des citoyens à abandonner le travail pendant les jours consacrés aux pratiques religieuses. Il semble d'ailleurs que ses efforts dans ce sens n'eurent pas tout le succès désiré, surtout pendant le dernier siècle. L'excès de réglementation et les peines sévères infligées aux contrevenants nous permettent de penser, en effet, que le repos dominical ne devait plus être rigoureusement observé, à une époque où l'affaiblissement des idées religieuses commençait à se manifester.

Il est curieux de constater que la classe modeste était en général hostile à l'observation des jours de repos. Elle se plaignait d'être obligée de chômer, non seulement à l'occasion du dimanche, mais aussi à l'occasion des innombrables jours de fêtes instituées par la religion catholique. Voltaire, qui a raillé impitoyablement les abus de son époque, s'est fait un écho de ces plaintes dans une

lettre, de sa composition, qu'il suppose adressée par un ouvrier de Lyon aux membres d'une commission établie à Paris pour la réformation des ordres religieux. Nous jugeons à propos de la reproduire ici comme constituant un précieux document historique :

« Messieurs,

« Je suis ouvrier en soie à Lyon depuis 19 ans. Mes journées ont augmenté insensiblement et aujourd'hui je gagne 35 sous. Ma femme, qui travaille en passements, en gagnerait 15 s'il lui était possible d'y donner tout son temps ; mais comme les soins du ménage, les maladies de couches ou autres la détournent étrangement, je réduis son profit à 10 sous, ce qui fait 45 sous que nous apportons journellement au ménage. Si l'on réduit de l'année 82 jours de dimanche ou de fêtes, l'on aura 284 jours profitables, qui à 45 sous font 639 livres. Voilà mon revenu.

« Voici les charges :

« J'ai huit enfants vivants et ma femme est sur le point d'en accoucher d'un onzième, car j'en ai perdu deux. Il y a 15 ans que je suis marié. Ainsi, je puis compter annuellement 24 livres pour frais de couches et de baptême, 108 livres pour l'année de deux nourrices, ayant communément deux enfants en nourrice, quelquefois même trois. Je paye de loyer, à un quatrième, 57 livres et d'imposition 14 livres. Mon profit se trouve donc réduit à 436 livres ou à 25 sous 3 deniers par jour, avec lesquels il faut se vêtir, se meubler, acheter le bois, la chandelle et faire vivre ma femme et six enfants.

« Je ne vois qu'avec effroi arriver des jours de fête. Il s'en faut de peu, je vous en fais ma confession, que je ne maudisse leur institution. Elles ne peuvent avoir été instituées, dirai-je, que par les commis des aides, par les cabaretiers et par ceux qui tiennent les guinguettes.

« Mon père m'a fait étudier jusqu'à ma seconde et voulait à toute force que je fusse moine, me faisant entrevoir dans cet état un asile assuré contre le besoin, mais j'ai toujours pensé que tout homme doit son tribut à la société et que les moines sont les guêpes inutiles qui mangent le travail des abeilles. Je vous assure pourtant que quand je vois Jean C., avec lequel j'ai étudié et qui était le garçon le plus paresseux du collège, posséder les premières places chez les prémontrés, je ne puis m'empêcher d'avoir quelques regrets de n'avoir pas écouté les avis de mon père.

« Je suis à la troisième fête de Noël ; j'ai engagé le peu de meubles que j'avais, je me suis fait avancer une semaine chez mon bourgeois, je manque de pain ; comment parer la quatrième fête ? Ce n'est pas tout, j'en entrevois encore quatre autres dans la semaine prochaine. Grand Dieu, huit fêtes dans quinze jours, est-ce vous qui l'ordonnez ?

« Il y a un an que l'on me fait espérer que les loyers vont diminuer par la suppression d'une des maisons des Capucins et des Cordeliers. Que de maisons ont-ils dans le centre d'une ville comme Lyon, les Jacobins, les dames de Saint-Pierre ! Pourquoi ne pas les écarter dans les faubourgs, si on les juge nécessaires ? Que d'habitants plus nécessaires encore prendraient leurs places.

« Toutes ces réflexions m'ont engagé à m'adresser à vous, Messieurs, qui avez été choisis par le roi pour détruire les abus. Je ne suis pas le seul qui pense ainsi ; combien d'ouvriers dans Lyon et ailleurs, combien de laboureurs dans le royaume sont réduits à la même nécessité que moi ? Il est visible que chaque jour de fête coûte à l'Etat plusieurs millions. Ces considérations vous porteront à prendre à cœur les intérêts du peuple qu'on dédaigne un peu trop (1). »

La Révolution devait balayer toutes les vieilles institutions de la monarchie et on peut se demander si, comme par une ironie des choses, la classe ouvrière, devenue plus nombreuse à la suite du développement de l'industrie et astreinte à un travail plus intensif allant jusqu'au surmenage, ne tarderait pas à regretter le temps où elle avait à se plaindre de l'excès des jours de repos.

Période révolutionnaire.

Le gouvernement révolutionnaire supprime le calendrier grégorien et le remplace par le calendrier républicain. Le décret du 5 octobre 1793 divise l'année en douze mois égaux de trente jours chacun ; restaient cinq jours supplémentaires que le décret du 24 novembre suivant baptisa du nom de sans-culottides. Les mois sont divisés en décades dont les jours reçoivent les noms suivants :

(1) Voltaire, *Questions, jours de fêtes.*

primidi, duodi, tridi, quartidi, quintidi, sextidi, septidi, octidi, nonidi et décadi, celui-ci remplaçant le dimanche. Un décret du 18 floréal an II institue les fêtes décadaïres et un autre décret du 3 brumaire an IV établit sept fêtes nationales et annuelles.

Le peuple s'habitua difficilement à ce nouveau calendrier et des protestations se firent entendre quand le gouvernement voulut prendre des mesures sévères pour obliger au respect du calendrier républicain. Deux lois sont votées dans ce but : la loi du 17 thermidor an III et la loi du 13 fructidor an IV. Des peines d'amende et, en cas de récidive, des peines d'emprisonnement étaient prévues contre les contrevenants. Ces lois furent appliquées au début avec assez de sévérité. L'historien Vandal écrit qu'on obligeait les gens à quitter leurs habits de fête le dimanche et à s'endimancher le décadi (1). A Strasbourg, on interdit ce jour-là aux ouvriers de travailler, même dans leur domicile, et, au moindre bruit suspect, les agents envahissent la maison et dressent procès-verbal si l'on y travaille.

Malgré ces rigueurs, la Révolution ne put triompher dans sa lutte contre une tradition vieille de quinze siècles et le gouvernement revint bientôt à une conception plus raisonnable du droit du pouvoir. Il donne des instructions à ses agents de fermer les yeux sur les violations des décadis. Par la suite, interviennent les deux arrêtés du 7 thermidor an VIII par lesquels le gouvernement, tout

(1) Albert Vandal, *L'avènement de Bonaparte*, p. 36.

en ne reconnaissant comme jours fériés que les décadis, n'impose l'obligation de les observer qu'aux autorités constituées, aux fonctionnaires publics et aux agents salariés du gouvernement ; ces décrets abolissent, d'autre part, le système des mariages décadaires qui obligeait les mariés villageois à de longs trajets pour comparaître, les décadis seulement, devant les officiers publics et pour faire célébrer leur union dans le temple du chef-lieu de canton.

Du Concordat à la loi du 13 juillet 1906.

La loi organique du Concordat du 18 germinal an X substitue le dimanche aux décadis. Elle se borne à stipuler que le repos des fonctionnaires est fixé au dimanche sans l'imposer aux autres citoyens.

Le 21 fructidor an XIII, Napoléon supprime par un sénatus-consulte le calendrier républicain à partir du 10 nivôse an XIV.

La Restauration allait reprendre un projet de Portalis qui n'avait pas été accepté par Napoléon. Ce projet devient la loi du 18 novembre 1814 sur le repos du dimanche et des fêtes religieuses.

L'article 1 de la loi de 1814 décide que les travaux ordinaires seront interrompus les dimanches et jours de fêtes reconnues par l'Etat. Plus spécialement, les travaux extérieurs et les ventes publiques sont interdits pendant les jours de repos. Un certain nombre de dérogations sont apportées au principe posé par la loi, en faveur des mar-

chands de comestibles, des pharmaciens, des usines dont le travail ne peut être interrompu sans dommages, des armateurs pour le chargement des navires marchands, etc.

L'article 3 interdit, dans les villes et villages de moins de 5.000 habitants, aux aubergistes, traiteurs, cafetiers et débitants de boissons, de servir à boire et à manger pendant le temps des offices.

Enfin toute contravention est punie d'une amende de 5 francs et, en cas de récidive, d'une amende de 15 francs ou bien de 1 à 5 jours de prison.

La loi de 1814 est inspirée surtout par des motifs d'ordre religieux. Elle fait, en somme, revivre les ordonnances de l'ancienne monarchie. Elle vise surtout à interdire toute apparence extérieure de travail et à favoriser l'assistance aux cérémonies du culte catholique. Cette loi, qui viole la liberté de conscience au profit des seuls catholiques, est, en outre, des plus vexatoires pour les petits commerçants obligés de fermer leur boutique le dimanche et pour les agriculteurs qui ne peuvent faire aucun travail même urgent, ce jour-là, sans autorisation de la municipalité. Etrangère à toute idée d'hygiène, elle est inapplicable aux travaux ne se révélant par aucun indice extérieur et ne protège pas suffisamment les intérêts des travailleurs.

En 1830 intervient la nouvelle charte qui ne reconnaît aucune religion d'Etat. La question se posa alors de savoir si la loi de 1814 n'était pas implicitement abrogée ; la jurisprudence se prononça pour la négative.

En 1848, une circulaire de Ledru-Rollin déclare que la

loi de 1814 est abrogée comme contraire à la liberté et à l'égalité des cultes. Sous le second Empire et pendant les premières années de la République, les Cours et les tribunaux se prononcèrent pour l'application de cette loi. En réalité elle était à peu près lettre-morte, soit en raison de l'hostilité du public, soit en raison de l'indifférence des autorités appelées à la faire respecter.

Peu à peu la conception religieuse du repos hebdomadaire allait laisser la place à une conception plus moderne, inspirée surtout par des idées d'hygiène et le désir de soulager la classe ouvrière menacée par le fléau du surmenage.

Dans cet ordre d'idées, il faut citer la loi du 22 mars 1841 relative au travail des enfants de moins de 16 ans employés dans les manufactures, usines et ateliers, qui oblige les patrons à leur accorder le repos du dimanche et des jours de fête.

La loi du 22 février 1851 sur l'apprentissage décide que, les dimanches et les jours de fêtes légales, les apprentis ne peuvent être tenus vis-à-vis de leurs maîtres à aucun travail de leur profession.

La loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie, consacre dans son article 5 le droit au repos hebdomadaire pour les enfants âgés de moins de 16 ans et les filles âgées de moins de 21 ans. Le dimanche est choisi comme jour de repos. Cette loi, la première des lois ouvrières de la République,

est nettement inspirée par des considérations sociales et hygiéniques. Son rapporteur, M. Tallon, vint soutenir devant la Chambre l'utilité du repos hebdomadaire ; il déclara que ce repos est utile à la santé de l'ouvrier et que les sentiments de famille trouvent également leur avantage à grouper, chaque dimanche, les enfants autour du père et de la mère.

Le 12 juillet 1880, le Parlement abroge la loi du 18 novembre 1814 comme contraire à la liberté de conscience ainsi que toutes les lois et ordonnances rendues en matière de repos hebdomadaire, tout en réservant pourtant l'article 57 de la loi organique du 18 germinal an X sur le repos des fonctionnaires et la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie.

La loi du 2 novembre 1892 abroge la loi du 19 mai 1874, mais en reprend les dispositions principales afin de les étendre et de les compléter. Elle contient, entre autres réglementations, celle du repos hebdomadaire des enfants, des filles mineures et des femmes employés dans les établissements industriels. L'article 1^{er} est ainsi conçu :

« Le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé, laïque ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, est soumis aux obligations déterminées par la présente loi. »

Ce texte est plus large que celui de 1874 et ne laisse en dehors de l'action de la loi que la famille, le père et la mère travaillant avec leurs enfants.

Les autres articles de la loi réglementent les conditions et la durée du travail. L'article 5 organise le repos hebdomadaire :

« ART. 5. — Les enfants âgés de moins de 18 ans et les femmes de tout âge ne peuvent être employés dans les établissements énumérés à l'article 1^{er} plus de 6 jours par semaine, ni les jours de fêtes reconnues par la loi, même pour rangement d'atelier ; une affiche apposée dans les ateliers indiquera le jour adopté pour le repos hebdomadaire. »

Cette disposition donna lieu à de très vives discussions. De nombreux députés et sénateurs insistèrent pour mettre dans la loi l'obligation du repos du dimanche. Ils invoquèrent les traditions, les habitudes de la vie sociale, l'exemple des législations étrangères. Entre autres, M. Le Guen, sénateur, fit valoir que, pour combattre l'influence pernicieuse de la dispersion dans les ateliers, il fallait que, au moins un jour tout entier par semaine, les enfants puissent se réunir et se grouper autour du père et de la mère.

« Si, dit-il, l'enfant se trouve avoir un jour de liberté, qui ne soit pas celui de ses frères et sœurs ni celui de ses parents, s'il trouve la maison déserte, qu'arrivera-t-il ? Privé du bienfait de la réunion de famille, quelles distractions peut-être malsaines ira-t-il chercher ? Il est du plus

pressant intérêt des familles d'ouvriers et, par une conséquence nécessaire, de la société, que les membres de ces familles aient tous le même jour de liberté ; or ce résultat peut être obtenu directement, du moins pour les enfants, mais à la condition que la loi fasse sentir son action. Seule, elle peut établir l'unité là où la volonté mobile des individus, des chefs d'industrie, amènerait des divergences (1). »

Malgré des observations si fondées, le Parlement repoussa l'obligation du repos du dimanche au nom de la liberté de conscience. La majorité républicaine ne crut pas possible de voter une disposition qui lui semblait en contradiction avec la loi de 1880. Pourtant cette dernière n'avait pas touché à la loi de 1874 et avait laissé subsister le repos dominical au profit des incapables. Nous verrons, en étudiant les travaux préparatoires de la loi de 1906, que le ministre du commerce d'alors, M. Dubief, n'hésita pas à braver le reproche de cléricalisme pour engager le Sénat à voter le repos du dimanche.

Sous l'empire de la loi de 1892, le choix du jour de repos était laissé à l'accord entre chaque chef d'établissement et ses ouvriers. La pratique démontra très rapidement que les ouvriers ne pouvaient que subir, sur ce point-là comme sur tant d'autres, la volonté du patron.

L'application de la loi fut défectueuse. Les inspecteurs chargés de signaler les contraventions avaient beaucoup de peine à les constater parce que les jours de repos variaient et que le roulement rendait le contrôle très difficile.

(1) Sénat, Séance du 28 novembre 1889.

Signalons après la loi de 1892 celle du 17 mars 1896 qui accorde le repos hebdomadaire aux ouvriers et employés aux travaux de l'exposition de 1900. Cette loi qui laisse aux entrepreneurs la faculté d'accorder le repos par roulement n'a pu être appliquée faute de contrôle suffisant.

Enfin il faut citer, pour compléter cet historique, les décrets Millerand du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'Etat, des départements, des communes et des établissements de bienfaisance. D'après ces décrets, si les entrepreneurs traitent avec l'Etat, ils doivent accorder un certain nombre d'avantages à leurs ouvriers et employés, notamment les faire bénéficier d'un jour de repos par semaine. Si les entrepreneurs traitent avec les départements, les communes ou les établissements publics, ils ne sont tenus de faire bénéficier leur personnel de ces avantages qu'en vertu de clauses spéciales insérées dans les cahiers des charges. Ces clauses sont facultatives pour les départements, les communes et les établissements publics.

CHAPITRE III

LE REPOS HEBDOMADAIRE ET LA LOI.

Si l'utilité du repos hebdomadaire pour les travailleurs est admise sans contestation par tous ceux qui ont écrit sur la question, il n'en est pas de même du point de savoir si ce repos doit être institué sous la forme d'obligation légale ou laissé au contraire à la libre initiative de chacun. C'est le problème du rôle de l'Etat qui se pose et qui met aux prises les partisans de l'intervention légale et les non-interventionnistes.

Une autre difficulté se présente : Si on admet l'obligation, la loi devra-t-elle établir le repos hebdomadaire collectif et à jour fixe ou le repos par roulement ?

Ces questions, qui ont été agitées au moment du vote de la loi du 13 juillet 1906, sont encore d'actualité à l'heure où de vives critiques sont dirigées contre cette loi ; aussi leur consacrerons-nous la première partie de ce chapitre.

Dans une seconde partie nous serons amenés à faire l'étude des législations étrangères pour montrer que les principes dont nous nous réclamons ont reçu leur application dans la plupart des pays civilisés.

SECTION 1. — **De l'intervention du législateur en matière de repos hebdomadaire.**

A l'heure actuelle on ne rencontre plus guère, même parmi les partisans les plus intransigeants de la liberté du travail, des adversaires irréductibles de toute protection légale des travailleurs. L'histoire du xix^e siècle a montré quels sont les résultats d'un régime de libre concurrence absolue coïncidant avec un développement considérable de la grande industrie. On a vu les ouvriers livrés à une exploitation sans frein, obligés de fournir les tâches les plus pénibles dans les conditions d'hygiène les plus défectueuses et pour des salaires de famine ! on a vu les enfants et les femmes surmenés par des patrons sans scrupule, désireux de se procurer une main-d'œuvre au rabais ! on a même vu des industriels, qui auraient voulu donner plus de bien-être à leur personnel, obligés d'imiter leurs concurrents pour arriver à produire au même prix !

Aussi, dans tous les pays, les législateurs ont-ils compris qu'il était de leur devoir d'intervenir pour sauvegarder les intérêts des faibles, femmes et enfants, même ceux des adultes trop souvent victimes de la liberté du travail. Le mouvement en faveur de la protection légale des travailleurs a gagné et gagne de jour en jour du terrain, sans avoir jamais subi le moindre recul et sans qu'on puisse prévoir quand il s'arrêtera.

Les faits ont exercé une influence incontestable sur les

théories : Les économistes contemporains sont en grande majorité partisans de l'intervention ; l'école libérale elle-même n'a pas hésité à faire certaines concessions à l'interventionnisme, par exemple en admettant l'intervention légale en faveur des enfants. Est-ce à dire que la cause de la protection légale des travailleurs soit définitivement gagnée ? Ce serait une erreur de le croire, car dès qu'il s'agit de limiter le travail des majeurs, hommes ou femmes, l'école libérale se montre hostile à toute intervention législative. Un certain nombre de ses représentants en France, parmi lesquels il faut citer M. Paul Leroy-Beaulieu, n'ont pas hésité à combattre très vivement le principe de l'intervention législative en matière de repos hebdomadaire. Dernièrement encore M^e Revillon, avocat à la Cour d'appel de Lyon, s'est employé à démontrer dans une thèse (1) consacrée au repos hebdomadaire qu'il est inutile et en tous cas contraire à la liberté de consacrer par une loi le principe de ce repos.

L'Etat, disent-ils, n'a pas le droit de limiter le travail des personnes libres et d'intervenir pour régler les contrats de travail ou autres que passent entre eux des majeurs jouissant de la plénitude de leur capacité et de leurs droits.

Ces objections sont-elles fondées ? — Nous répondons que, si l'Etat intervient, c'est justement pour protéger la liberté des ouvriers. Cette liberté serait illusoire si

(1) André Revillon, *Le repos hebdomadaire*, 1908.

elle n'était pas protégée ; car les ouvriers sont le plus souvent dans l'obligation d'accepter les conditions qui leur sont faites par le patronat, s'ils ne veulent pas mourir de faim, et les patrons ont sur eux l'avantage, que leur donne le capital, de pouvoir attendre, les bras croisés, les offres de travail qui ne manquent pas de se produire aux conditions exigées par eux.

Les ouvriers, dira-t-on, peuvent se grouper pour soutenir avec plus de succès leurs revendications. Nous ne le contestons pas et nous sommes les premiers à reconnaître que, dans bien des cas, les ouvriers sont arrivés par l'action syndicale à améliorer leur situation. Mais il ne faut pas s'exagérer les résultats obtenus : souvent les syndicats ouvriers succombent dans les luttes qu'ils engagent contre les syndicats de capitaux. D'ailleurs ils sont loin d'englober la majorité de la classe ouvrière.

C'est protéger la liberté des travailleurs que d'obliger ceux qui les emploient à leur accorder le repos qui leur est indispensable. C'est la thèse que soutenait M. Raoul Jay, professeur à la Faculté de droit de Paris, quelques années avant le vote de la loi du 13 juillet 1906 :

« Il faut, disait-il, reconnaître au législateur le droit d'intervenir toutes les fois que les institutions privées se montrent impuissantes à protéger les droits des individus ou des familles, inaptes à sauvegarder efficacement les intérêts généraux et permanents de la société. L'ouvrier a le droit de vivre. Nous n'entendons pas par là seulement le droit de ne pas mourir de faim, mais aussi

le droit de mener une vie humaine. Il arrive que les conditions de travail que l'ouvrier est obligé d'accepter sont celles qu'il doit renoncer à mener cette vie humaine. Il arrive, par exemple, qu'un travail excessif et ininterrompu, qu'un salaire insuffisant ne permettront pas à l'ouvrier la réparation de ses forces physiques, rendront impossible l'exercice des droits, l'accomplissement des devoirs découlant pour lui, soit de sa qualité d'être intelligent doué d'une âme comme d'un corps, soit de la situation qu'il occupe dans la famille, dans la société civile et politique. N'est-il pas évident que, dans des cas pareils, la justice sociale exigera impérieusement l'intervention de la loi (1) ? »

Nous sommes donc en droit de dire que le législateur, en intervenant pour assurer à tous les travailleurs le repos hebdomadaire, loin de porter atteinte à la liberté, sauvegarde au contraire celle des opprimés.

Les adversaires de l'intervention légale soutiennent encore qu'une loi sur le repos hebdomadaire est inutile et que l'initiative privée peut, avec moins de contrainte, arriver aux mêmes résultats. Les faits se chargent de leur opposer un démenti formel. Nous verrons, en étudiant à la fin de ce chapitre les législations étrangères, qu'elles sont presque unanimes à reconnaître la nécessité de la loi.

En France, une campagne très active a été menée par l'initiative privée en faveur du repos hebdomadaire. Il

(1) Raoul Jay, *Protection légale des travailleurs*.

est intéressant de la retracer dans ses grandes lignes et d'examiner quels ont été ses résultats. Nous verrons alors s'il suffit de compter sur la bonne volonté des citoyens pour assurer à tous les travailleurs le repos qui leur est nécessaire.

Le mouvement en faveur du repos hebdomadaire a commencé en France après la guerre de 1870. De nombreuses ligues religieuses ou laïques se sont fondées pour répandre dans le public l'habitude du repos du dimanche. La plus célèbre est la ligue populaire pour le repos du dimanche qui se livra à une propagande des plus actives.

D'importants congrès se sont réunis pour délibérer sur les moyens de faire triompher le repos hebdomadaire. Le congrès de Paris de 1889 marque une date mémorable dans l'histoire de ce mouvement. Il fut tenu sous la présidence de M. Léon Say, avec le concours de nombreux savants, tant économistes que médecins. La question du repos hebdomadaire fut envisagée à tous ses points de vue : hygiénique, social et industriel.

Après une discussion très approfondie et des rapports très remarquables, le congrès émit un certain nombre de vœux parmi lesquels les plus importants sont ainsi formulés :

1^o Un jour entier et commun de repos hebdomadaire est généralement nécessaire pour la santé et la vigueur du corps et de l'esprit ; c'est une condition essentielle d'aptitude au travail et de vie prolongée, un gage de prospérité

matérielle et de progrès moral pour les individus, pour les familles et pour les nations.

2° L'homme, pour se conformer à sa nature morale, doit passer par certaines alternatives de travail physique et de loisir qui lui permettent de faire succéder aux préoccupations matérielles les préoccupations supérieures.

3° Le minimum de loisir qu'en principe un homme devrait avoir est d'un jour par semaine. Nous entendons par là le dimanche, car ce qu'il faut à l'homme, ce n'est pas un jour de désœuvrement isolé mais de véritable communion morale avec ses semblables.

4° Le repos hebdomadaire, assurant l'intimité des époux et les rapprochant de leur famille, favorise l'union morale des ménages et l'éducation des enfants.

Citons encore le congrès de l'exposition universelle de 1900 qui se prononça dans le même sens.

La ville de Lyon ne devait pas rester en dehors du mouvement ; elle fut le théâtre de nombreuses manifestations en faveur du repos hebdomadaire. Le 24 mars 1900, M. Isaac, président de la chambre de commerce, s'en affirmait le partisan convaincu dans un discours prononcé devant le public lyonnais.

Il exposait à ses auditeurs que, dans l'industrie manufacturière à Lyon, le chômage dominical était généralement observé, mais que la question était loin d'avoir reçu une solution complète dans le commerce de détail et, faisant justice de toutes les objections contraires, il établis-

sait que le repos hebdomadaire, est un des éléments de la productivité et de l'intensité plus grande du travail, avec cette observation qu'il y a, ce jour-là, très peu de travaux véritablement urgents. Enfin, quoique se déclarant partisan du libéralisme économique, il affirmait que le repos dominical, loin de porter atteinte à la liberté, lui apparaissait au contraire comme un corollaire de la liberté individuelle.

C'était, sans faire appel à l'intervention législative, en reconnaître la nécessité. Cette intervention était d'ailleurs réclamée par la majeure partie de l'opinion publique en présence des résultats plutôt négatifs auxquels avaient abouti tant de ligues, congrès ou conférences organisés par l'initiative privée.

Les patrons eux-mêmes se déclaraient partisans d'une loi. C'est ainsi que nous voyons l'Union commerciale des patrons de Saint-Quentin adopter un rapport dans ce sens. Nous en extrayons le passage suivant qui vient à l'appui de notre démonstration :

« Certains ont prétendu qu'une loi n'était pas nécessaire. A notre avis, c'est une grave erreur, car seule une réglementation peut trancher la question. A Saint-Quentin, depuis plusieurs années, la presque totalité des commerçants ont voulu prouver leur désir d'arriver à une entente en fermant leurs magasins le dimanche, tout au moins l'après-midi. Naturellement, comme cela était facultatif, les villes des environs et les commerçants de notre ville, qui n'avaient pas voulu fermer, ont pu profiter à leur aise

des affaires perdues par les autres. Il est donc bien certain que, sans la loi précise que nous demandons, le repos hebdomadaire sera toujours une chimère, les intérêts en jeu ne permettant jamais une entente unanime dans tout le pays. »

Saint-Quentin n'était pas la seule ville où l'on avait pu constater l'échec du mouvement. Les ligues avaient bien réussi à obtenir dans certaines localités la fermeture de quelques magasins ; mais, en général, elles avaient eu peu de prise sur le petit commerce. Souvent l'entente réalisée par leurs soins avait été des plus précaires : Au Mans elle avait duré trois mois, de même à Alger. A Lille l'accord avait été d'une saison et pourtant les patrons avaient décidé d'infliger une amende à tous ceux qui manqueraient à l'engagement consenti.

Au moment de la mise en discussion de la loi du 13 juillet 1906, la majorité des employés de commerce ne jouissait pas du repos hebdomadaire et rien ne permettait d'espérer qu'ils puissent arriver à l'obtenir. Il est intéressant de consulter à ce sujet un rapport très documenté et très impartial de M. Besse, président d'une union d'employés de commerce et d'industrie. M. Besse s'exprime ainsi au sujet de la durée du travail des employés :

« Le travail imposé aux employés de vente au détail est certainement le plus pénible par sa durée et par sa nature et, de tous les emplois du commerce en général, c'est le moins rétribué.

« Il ressort de notre enquête que 11 heures de travail quo-

tidien est le chiffre moyen, chiffre la plupart du temps dépassé et allant jusqu'à 13 et parfois 15 heures.

« Les employés à la vente en gros, dont la situation se rapproche à certains points de vue de celle des employés de bureau et d'industrie, ont une situation bien préférable qui tient surtout à ce qu'ils ne sont pas en contact direct avec la clientèle ; la durée de leur travail oscille entre 8 et 10 heures par jour. De plus, pour tous les employés de gros, le repos hebdomadaire fixé au dimanche est complet.

« Tous ces avantages manquent aux employés de détail et, parmi les moins favorisés, il faut encore faire une distinction entre l'employé du grand magasin et l'employé du petit magasin dont les situations diffèrent sensiblement.

« Dans les grands magasins la durée du travail pour chaque saison est fixée d'une façon régulière et uniforme. Le repos de la moitié du dimanche est presque partout accordé. De plus, dans ces maisons, se généralise, depuis 5 à 6 ans, la pratique d'accorder à chaque employé, à tour de rôle, pendant les périodes moins actives de l'année « les mortes-saisons » une demi-journée en semaine. En outre, dans ces maisons, le nombre du personnel permet d'établir à l'avance un roulement pour que chaque employé puisse s'en aller à l'heure fixée et même obtienne huit jours de vacances payés, par an.

« Chez le petit commerçant, l'employé est soumis d'une façon beaucoup plus étroite aux caprices du patron et aux exigences de la clientèle ; c'est là que nous trouvons des

journées de treize à quatorze heures de présence active au magasin, et la durée générale du travail est subordonnée à la fantaisie du patron et aux nécessités de la vente.

« Le repos du dimanche a certainement recruté des adhérents depuis quelques années dans le petit commerce, mais c'est là que se rencontre le plus fréquemment l'absence complète de repos pendant toute la semaine et par suite pendant toute l'année, car la catégorie d'employé du petit commerce obtient très difficilement des vacances.

« On arrive à cette constatation qui doit faire réfléchir l'économiste et le philanthrope : des hommes et des femmes travaillant 12 heures au moins par jour pendant 365 jours de l'année, nous disons 365 jours sans interruption.

« Flagrante inégalité entre l'employé et l'ouvrier pour qui vont se généralisant les prescriptions de la loi et dont la durée de travail dans les usines où sont concurremment employés des femmes et des enfants est limitée à 11 heures, durée qui, dans un délai très court, sera graduellement amenée à 10 heures avec un repos d'une journée entière par semaine (1). »

Une telle situation justifiait de façon plus que suffisante la nécessité d'une loi sur le repos hebdomadaire et, à l'encontre des arguments invoqués par certains membres de l'école libérale, nous sommes en droit de dire que l'his-

(1) Rapport du président de l'Union fraternelle des employés de commerce et d'industrie de Lyon à la suite de l'exposition universelle de 1900 (*Questions pratiques*, année 1901).

toire de la campagne entreprise en France en faveur du repos hebdomadaire prouve une fois de plus que, en matière de réformes sociales, rien de solide, rien de durable ne peut être établi sans la loi.

Le principe de la loi une fois admis, il nous reste à étudier de quelle façon doit être réglementé le repos hebdomadaire. Tout d'abord nous estimons que le repos hebdomadaire doit être collectif et à jour fixe. Il faut, pour qu'il remplisse son but, qu'il réunisse un jour par semaine les membres de la famille ouvrière trop souvent dispersés et qu'il permette au travailleur de goûter les joies fortifiantes et saines du foyer.

Qui ne comprend les effets désastreux de la liberté pour le patron de choisir à sa guise le jour de repos de ses ouvriers : Le mari obligé de se reposer pendant que sa femme travaille et trop facilement tenté d'abandonner sa maison déserte pour le cabaret, les enfants laissés sans surveillance et libres de leur temps, pendant que les parents sont à leur travail !

L'homme ne vit pas seulement en famille, il vit aussi en société. Les ouvriers, plus que les autres citoyens, doivent s'unir et se grouper pour améliorer leur situation et, pour cela, il faut qu'ils puissent se rencontrer en toute liberté, en dehors de l'atelier, de l'usine ou du magasin.

Enfin le repos hebdomadaire et à jour fixe a encore un autre avantage : il peut être facilement contrôlé, ne serait-ce que par le public, tandis que au contraire, dans l'hypothèse du repos individuel, les patrons ont le droit de gar-

der, tous les jours de la semaine, une partie de leur personnel et sont ainsi incités à violer la loi.

On objecte contre le repos collectif et à jour fixe que certains travaux ne peuvent subir aucune interruption, par exemple les moyens de transport qui doivent fonctionner toute la semaine. A cela nous répondons qu'il n'est pas de règle sans exception et nous sommes les premiers à en admettre non seulement pour les établissements industriels qui ne peuvent fermer sans dommage, comme par exemple les usines à feu continu, mais aussi pour les chemins de fer, tramways, théâtres, cafés, restaurants, etc... Nous ne demandons pas que le jour de repos devienne un jour lugubre, sans distractions possibles pour le travailleur, et que celui-ci soit obligé de se reposer dans la tristesse et dans l'ennui.

Enfin nous pensons que le jour qui doit être consacré par la loi au repos hebdomadaire ne peut être que celui qui a déjà été adopté par les mœurs. Rien ne sert de légiférer contre les traditions séculaires d'un pays et l'échec des décadis révolutionnaires en est l'exemple le plus frappant.

Il est impossible de choisir un autre jour que le dimanche sous peine de rompre avec nos mœurs et avec toutes les habitudes de notre vie sociale. Depuis longtemps déjà, en France, le dimanche a reçu de la loi elle-même un caractère tout spécial. Ce jour là, pas de procédure, pas de significations ; aucune exécution des décisions de justice n'est admise ; toutes les administrations chôment, les bu-

reaux sont fermés. Ce jour-là, les citoyens sont appelés à prendre part au gouvernement de leur nation en déposant dans les urnes leur bulletin de vote.

Nos mœurs, nos habitudes impriment au dimanche un caractère spécial. C'est le jour où l'on jouit de la vie de famille, où l'on cultive les relations de parenté et d'amitié ; c'est le jour des distractions qui varient suivant les milieux et le degré d'éducation. Tout le désigne pour être consacré au repos, sans qu'on puisse opposer un argument sérieux contre son choix.

Dira-t-on que ce choix porte atteinte à la liberté de conscience ? Ce reproche n'est pas fondé : Si les catholiques se font un devoir de consacrer ce jour-là à leur culte, les libres-penseurs n'ont aucune raison de s'en formaliser et, pour notre part, nous ne voyons aucun inconvénient à ce que certains citoyens puissent remplir leurs devoirs religieux le dimanche pourvu que les autres ne soient pas obligés de les imiter.

SECTION II. — Les législations étrangères.

Nous allons passer en revue les législations des principaux pays d'Europe en matière de repos hebdomadaire. Cette étude nous montrera que la France est une des dernières nations à avoir adopté le principe de la loi pour assurer le repos des travailleurs.

Allemagne.

La question du repos hebdomadaire commença à être

agitée en Allemagne vers 1860. Le Code industriel de 1869 s'exprime ainsi dans son paragraphe 105, alinéa 2 :

« Personne n'est obligé de travailler les dimanches et jours de fête, exception faite des conventions qui peuvent intervenir en cas d'urgence. »

Cette disposition n'avait aucune portée pratique et ne reçut jamais aucune application.

En 1871 se constitua au Reichstag la fraction dite du centre qui eut une influence décisive sur le repos du dimanche et qui ne cessa, avec une opiniâtreté qu'explique une cause aussi juste, de prêter son concours éclairé et tenace à la défense de cette grande idée. Un certain nombre de projets furent, à différentes reprises, déposés sans succès soit par des députés du centre, soit par des socialistes démocrates. Ils furent toujours combattus par le gouvernement.

La conférence de Berlin allait transformer les dispositions du Reichstag. Elle avait été provoquée par le Conseil fédéral suisse et devait se réunir à Berne. Guillaume II intervint et obtint que la Suisse se retirât pour lui permettre de devenir seul promoteur de la conférence. Les représentants des différents Etats eurent à résoudre un certain nombre de problèmes de législation ouvrière. Ils adoptèrent, en ce qui concerne le repos hebdomadaire, les conclusions suivantes :

« Il est désirable, sauf les exceptions et les délais nécessaires, dans chaque pays :

a) Qu'un jour de repos par semaine soit assuré aux personnes protégées.

b) Qu'un jour de repos par semaine soit assuré à tous les ouvriers de l'industrie.

c) Que le jour de repos soit fixé au dimanche pour les personnes protégées.

d) Que le jour de repos soit fixé au dimanche pour les ouvriers de l'industrie ».

Ce vote exerça une heureuse et importante influence sur l'esprit des membres du Reichstag et fut la cause déterminante qui amena plus d'un député à rompre avec les hésitations ou errements passés pour se rallier au repos hebdomadaire. Bismarck, qui s'était montré particulièrement hostile au repos dominical légal, avait cédé sa place, au ministère du commerce, au baron de Berlepsch dont les tendances bienveillantes à l'égard des réformes sociales s'étaient déjà affirmées. Aussi, le 6 mai 1890, le gouvernement proposait-il aux délibérations du Reichstag un projet de loi sur la protection des travailleurs.

Ce projet devint la loi du 1^{er} juin 1891 (1). Un certain nombre d'articles de cette loi assurent le repos du dimanche et des jours fériés aux ouvriers et employés du commerce et de l'industrie.

Industrie.

Le paragraphe 103 *bis*, alinéa 1, de la loi, est ainsi conçu :

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 21^e année, p. 170 ; Knoderer, *La législation allemande et le repos du dimanche pour les employés de commerce*.

« Les ouvriers ne peuvent être occupés les dimanches et jours de fêtes dans les mines, salines, établissements de transformations minières, carrières, forges, fabriques et usines, entreprises de charpente et autres travaux de construction, chantiers, tuileries ainsi qu'aux différents genres de construction. Les travailleurs devront obtenir un repos d'au moins 24 heures chaque dimanche et jour de fête, de 36 heures pour un dimanche et un jour de fête qui se font suite, de 48 heures pour les fêtes de Noël, de Pâques et de la Pentecôte. Le repos se compte à partir de minuit et doit se prolonger jusqu'à 6 heures du soir du second jour, si un dimanche et un jour de fête se suivent. Dans les établissements, qui marchent régulièrement de jour et de nuit, le repos se compte au plus tôt à partir de 8 heures du soir du jour de travail précédent, ou plus tard à partir de 6 heures du matin du dimanche ou jour de fête, à condition que l'entreprise chôme les 24 heures qui suivent le début du repos ».

Un certain nombre d'exceptions sont établies par la loi pour les travaux urgents, les inventaires, les nettoyages, etc. D'autres exceptions sont accordées par le Conseil fédéral pour certaines industries, en particulier pour celles dont les travaux n'admettent ni interruption, ni remise, pour celles qui, par leur nature, sont limitées à certaines époques de l'année, pour celles qui font preuve d'une activité exceptionnelle à certaines époques. Enfin certaines exceptions sont accordées par les autorités administratives supérieures, d'autres par les autorités administratives

inférieures, par exemple quand il y a nécessité qu'on ne pouvait prévoir à faire travailler les ouvriers les dimanches et jours de fête pour éviter un dommage considérable.

Les dispositions relatives aux ouvriers de l'industrie sont entrées en vigueur le 1^{er} avril 1895.

Commerce.

Dans le commerce, défense est faite d'occuper les employés, apprentis, ouvriers, d'aucune façon, les jours de Noël, Pâques, Pentecôte, et plus de cinq heures les autres dimanches et jours de fête. Par décision réglementaire d'une commune ou d'une association de commune, cette occupation peut être restreinte ou supprimée pour certaines branches ou pour le commerce en général.

Le décret du 28 mars 1892 a fixé le 1^{er} juillet 1892 comme date d'application des dispositions de la loi concernant le repos du dimanche dans le commerce.

Les municipalités ont usé volontiers de leur pouvoir de réduire les heures de vente. La ville de Dresde se signale par un repos dominical complet sauf aux environs de Noël et à l'époque des grandes foires. Dans beaucoup de villes, la plupart des magasins ferment à 9 heures du matin.

Quel a été l'accueil fait à la loi par l'opinion publique ? Au début, la loi fut très attaquée, comme allait l'être plus tard en France la loi du 13 juillet 1906. Une violente campagne de presse fut menée contre elle ; des pétitions furent adressées au Parlement. Un débat s'engagea au

Reichstag qui fut d'avis que certaines modifications aux lois des Etats seraient utiles pour faire taire des plaintes justifiées, mais que le texte de la loi impériale devait être rigoureusement appliqué. Cette attitude et quelques améliorations par les Etats particuliers brisèrent net le mouvement de la réaction.

A l'heure actuelle, la loi est bien appliquée et l'opinion publique aurait plutôt des tendances à la trouver insuffisante. Les syndicats d'employés protestent contre la diversité du repos dominical et contre les exceptions beaucoup trop nombreuses. Ils réclament l'application du repos dominical complet.

En 1898, un député du Reichstag, M. Lingens, a demandé au secrétaire des postes de faire bénéficier les employés des postes du repos du dimanche. Celui-ci a répondu qu'il allait s'efforcer de réaliser cette réforme. Des efforts très sérieux ont été faits dans ce sens. Depuis le mois de novembre 1906, les postes allemandes ne livrent plus les lettres chargées et ne paient plus les mandats-poste à domicile les dimanches et jours fériés. Tout permet d'espérer que bientôt le gouvernement arrivera à établir le repos dominical complet pour les employés des postes.

Signalons que la loi sur l'industrie allemande a été modifiée le 30 juin 1900 (1). Quelques-unes des dispositions de la nouvelle loi ont trait au repos hebdomadaire et apportent des modifications de détail au régime antérieur.

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 30^e année, p. 127.

Angleterre.

L'Angleterre est un des pays où le repos du dimanche est le mieux observé. Il faut en voir les raisons dans les habitudes religieuses du peuple anglais ainsi que dans son respect inné de toutes les traditions.

Le dimanche anglais est à bon droit renommé pour sa tristesse et l'impression d'ennui incurable qu'il donne aux étrangers qui se hasardent, ce jour-là, dans les rues d'une grande ville. C'est que toute manifestation extérieure d'activité cesse et c'est non seulement la vie de travail, mais aussi la vie de plaisir qui est suspendue. Pas de distractions possibles en dehors des offices et de la vie de famille. Cafés, restaurants, hormis aux heures des repos, théâtres, casinos, hippodromes sont fermés ; circulent seulement quelques tramways ; on ne rencontre même pas de promeneurs dans les rues.

Quelle différence avec notre dimanche français si joyeux et si animé où le peuple se répand dans les rues, dans les cafés, s'entasse dans les trains ou les tramways pour se rendre à la campagne ! Il n'est pas à souhaiter que de pareilles coutumes s'établissent chez nous ; elles sont d'ailleurs peu compatibles avec notre tempérament.

La législation anglaise sur le repos dominical est des plus touffues. Un grand nombre d'*acts*, certains très anciens, ont été rendus en cette matière, mais la plupart édictent des pénalités insuffisantes et leur application est abandonnée à l'arbitraire de la police et de la juridiction

locale. Aussi le repos hebdomadaire ne reçoit-il une application presque générale que parce qu'il est profondément enraciné dans les mœurs anglaises. Il semble pourtant que ces mœurs aient une tendance à se relâcher.

L'*act* le plus ancien rendu en matière de repos hebdomadaire remonte à 1448 et interdit, le dimanche, les foires et les marchés. Huit *acts* traitent exclusivement du repos dominical, soit en général, soit pour des industries particulières, alors que 28 autres renferment simplement quelques articles sur la matière et que cinq autres portent suppression de certaines interdictions ou de diverses dérogations ; huit s'appliquent uniquement à l'Irlande, deux à l'Ecosse, un au pays de Galles.

L'*act* de 1677, rendu sous Charles 1^{er}, est le plus important. Il confirme tous les acts antérieurs et généralise l'interdiction de se livrer à certains travaux ou divertissements le dimanche. Son article 1^{er} est ainsi conçu : « Aucun commerçant, ouvrier, manœuvre, artisan et nulle autre personne ne devra accomplir, le dimanche, un travail quelconque de sa profession (excepté en cas de force majeure ou dans un but charitable). Toute personne âgée de plus de 14 ans enfreignant ces prescriptions sera passible, chaque fois, d'une amende de 5 fr. 25. Nul ne pourra exposer, annoncer ou mettre en vente des marchandises, produits, fruits, légumes, outils ou produits de toute sorte, sous peine de se les voir confisquer. »

Une loi de 1780 interdit, le dimanche, les divertissements, spectacles et discussions publiques sur un sujet quelconque.

Citons encore une loi du 10 août 1872, non applicable à l'Ecosse, qui interdit l'ouverture des débits le dimanche, le samedi saint, le jour de Noël, après 9 heures du soir, dans les villes de plus de 5.000 habitants, et, après 7 heures, dans les autres. Cette loi autorise les débitants à faire stipuler dans leur patente qu'ils s'engagent à fermer, le dimanche tout entier, et les dégrève à ce titre de 1/7 de leur taxe.

La loi du 6 septembre 1887 interdit tout travail aux garçons, aux filles le dimanche tout entier et le samedi après deux heures du soir.

La loi du 11 août 1901 porte : « Aucune femme, aucun adolescent ou enfant ne pourra être employé le dimanche dans les fabriques et ateliers. »

Comme on le voit, la législation anglaise sur le repos hebdomadaire est on ne peut plus complexe. La plupart des textes sont trop anciens et inapplicables. Il semble bien que le Parlement soit décidé à voter une loi destinée à assurer une réglementation plus complète et plus moderne. Une commission mixte a été nommée en 1906 pour étudier le repos dominical dans le commerce. Cette commission a recommandé vivement une réglementation législative de la matière, conformément aux vœux de l'opinion publique de plus en plus ennemie du commerce le dimanche, et sur la base des principes suivants (1) :

(1) *Bulletin de l'Office du travail*, 1907, p. 477.

1° Il faut maintenir la règle générale instituée par la loi de 1677 à l'égard du commerce du dimanche ;

2° Les sanctions pénales prévues par cette loi ne répondent point à ses intentions, en suite des changements qu'a subis la valeur de l'argent ;

3° Les exigences de la vie moderne rendent indispensable l'autorisation, sur certains points, de vendre quelques marchandises pendant le dimanche ou une partie du dimanche ;

4° Les mesures nécessaires à cet effet devraient émaner des autorités locales sous la surveillance et sauf approbation de l'autorité centrale ;

5° Tout employé devrait avoir de par la loi un jour de repos chaque semaine, et ne devrait être l'objet d'aucune punition si, pour des raisons morales, il refuse de travailler le dimanche ;

6° Devrait être l'objet de pénalités tout commerçant qui, en passant un contrat de travail avec un employé, lui impose l'obligation de travailler le dimanche, sans octroi du repos hebdomadaire.

Autriche.

Le repos hebdomadaire dans l'industrie a été établi en Autriche par la loi du 8 mars 1883. Cette loi, dans laquelle des préoccupations confessionnelles se font jour, fixe le repos hebdomadaire au dimanche et oblige le patron qui est autorisé à faire travailler ses ouvriers ce jour-là à leur laisser le temps nécessaire pour assister aux offices.

Le repos doit durer 24 heures consécutives, sous réserve d'un certain nombre d'exceptions.

Une autre loi du 16 janvier 1895 (1) réglemente le repos hebdomadaire aussi bien dans l'industrie que dans le commerce.

L'article 2 de cette loi décide que, dans les établissements industriels, le repos hebdomadaire doit commencer à 6 heures du matin et durer au moins 24 heures.

L'article suivant prévoit un certain nombre d'exceptions, mais dans le cas où l'ouvrier, à la suite de ces exceptions ; sera dans l'impossibilité d'assister, un dimanche, aux offices, le patron devra lui donner cette facilité le dimanche suivant.

Quant aux magasins, ils ne peuvent être ouverts plus de six heures, les dimanches et les jours fériés. Ce sont les gouverneurs de province qui fixent les heures d'ouverture et de fermeture, après avis des municipalités et du corps de métier.

La loi du 18 juillet 1905 (2), dans son article 9, a réduit les heures d'ouverture des magasins de six heures à quatre heures.

Le repos hebdomadaire est assez bien appliqué par la grande industrie et par le commerce. Il n'en est pas de même de la petite industrie qui est encore soumise au régime corporatif et qui échappe au régime de protection

(1) *Bulletin de l'Office international du travail*, 1896, p. 282.

(2) *Bulletin de l'Office international du travail*, 1905, p. 344.

légale des travailleurs, hormis en ce qui concerne le repos du dimanche. Les fraudes y sont nombreuses et les inspecteurs sont en général insuffisants pour les réprimer.

La loi n'est pas applicable à une certaine catégorie d'ouvriers, dits Sitzgeselle, qui travaillent chez eux dans des conditions assez particulières. L'ouvrage leur est fourni par un patron qui partage avec eux les bénéfices réalisés par la vente. Ils ne paient pas de patente et, par suite, échappent au contrôle des inspecteurs. Presque tous ces ouvriers travaillent le dimanche et il serait à souhaiter qu'une loi intervienne pour les protéger.

Ajoutons que, dans les provinces dont la population est en majorité israélite, les gouverneurs sont autorisés à fixer le jour du repos au samedi, pourvu toutefois qu'il ne s'agisse pas de travaux exécutés publiquement.

Belgique.

Une loi sur le repos hebdomadaire a été promulguée le 17 juillet 1905 (1). Elle devait entrer en vigueur au bout d'un an, mais, au début de l'année 1907, la Chambre belge a voté la prorogation de ce délai. La loi est maintenant appliquée sans difficulté.

Cette loi interdit aux employeurs de faire travailler leur personnel plus de six jours par semaine et fixe le jour du repos au dimanche.

De nombreuses exceptions sont prévues en faveur de

(1) *Annuaire de législation du travail*, 1906, p. 116.

travaux qui sont autorisés le dimanche, parce que l'exploitation normale de l'entreprise ne permet pas de les exécuter un autre jour de la semaine.

Le roi a le droit de restreindre l'application du repos hebdomadaire dans certains cas, mais il doit consulter les conseils de l'industrie et du travail ou de l'hygiène publique avant de prendre une décision.

L'article 4 de la loi énumère douze catégories d'entreprises dans lesquelles les ouvriers et employés peuvent être occupés au travail 13 jours sur 14, ou 6 1/2 sur 7. Ce sont les industries alimentaires dont les produits sont destinés à être livrés immédiatement à la consommation, les hôtels, restaurants, débits de boissons, débits de tabac, les établissements de bains, les pharmacies, les entreprises de journaux, de spectacles publics et d'éclairage, etc.

L'exécution de la loi est assurée par les délégués du gouvernement pour l'inspection du travail. Les infractions sont punies par des amendes assez élevées qui peuvent être portées au double en cas de récidive dans les cinq ans.

Espagne.

La loi du 3 mars 1904 (1) interdit en principe d'exécuter, le dimanche, un travail matériel, soit pour le compte d'autrui, soit publiquement pour son propre compte, dans les fabriques, ateliers, boutiques, commerce fixe ou ambu-

(1) *Bulletin de l'Office international du travail*, 1904, p. 175.

lant, usines, carrières, ports, transports, entreprises de travaux publics, etc., établissements de services dépendant de l'Etat, de la province et de la commune.

Elle prévoit un certain nombre de dérogations qui, dans aucun cas, ne s'appliquent aux femmes et aux mineurs de 18 ans. De plus, les patrons doivent accorder à leurs ouvriers, qui travaillent le dimanche ou les jours de fête, le temps nécessaire pour remplir leurs devoirs religieux.

La loi espagnole a des tendances confessionnelles marquées. Elle vise surtout à réprimer tout ce qui pourrait constituer un scandale pour les fidèles. C'est ainsi qu'elle ordonne la fermeture des magasins le dimanche avec interdiction aux artisans de travailler en public, même pour leur propre compte et sans auxiliaire rétribué. Elle se rapproche beaucoup plus de la loi française de 1814 que des lois modernes qui ont pour but principal de donner aux salariés le moyen légal de jouir d'un repos que leur état de dépendance ne leur permet pas d'exiger de ceux qui les emploient.

Il ne semble pas que cette loi ait reçu un accueil très favorable dans le pays. Un certain nombre de défenses prévues dans le règlement d'administration publique qui a suivi la loi ont dû être rapportées, notamment la défense d'organiser des courses de taureaux le dimanche et celle de publier des journaux.

Hongrie.

La loi du 14 avril 1891 (1) interdit tout travail industriel

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1892, p. 411.

le dimanche et les jours de fête. Le travail doit s'arrêter à 6 heures du soir, le samedi, et ne reprendre qu'à 6 heures, le lundi matin.

Un certain nombre d'exceptions sont prévues par la loi, mais elles ne sont pas de droit et doivent être accordées par le ministre du commerce. Dans tous les cas, les ouvriers ou employés doivent avoir au moins un dimanche entier de repos tous les mois ou un demi-dimanche toutes les quinzaines.

Postérieurement à cette loi est intervenue l'ordonnance du 13 juin 1903, concernant le repos du dimanche, qui réduit les exceptions accordées jusque-là en trop grand nombre.

Italie.

A la suite d'une campagne très active menée dans l'opinion publique, les Chambres ont voté un projet de loi qui est devenu la loi du 7 juillet 1907 (1) sur le repos hebdomadaire et le repos des jours fériés. Les principaux articles de la loi sont les suivants :

« ART. 1^{er}. — Les entrepreneurs et directeurs d'exploitations industrielles et commerciales de toute nature doivent accorder, chaque semaine, aux personnes ne faisant pas partie de leur famille, employés d'une façon quelconque dans leurs établissements, un repos dont la durée ne peut être inférieure à 24 heures consécutives.

.

(1) *Bulletin de l'Office international du travail*, 1907, p. 312.

« Ne sont pas soumis à la présente loi :

« 1° La navigation sur les fleuves, sur les lacs et sur la mer ;

« 2° L'agriculture, la chasse et la pêche ;

« 3° Les chemins de fer ;

« 4° Les services publics et les entreprises industrielles exploitées par l'Etat.

« ART. 3. — Le repos hebdomadaire doit tomber normalement le dimanche, sauf les exceptions prévues aux articles suivants.

« ART. 8. — Le préfet peut par voie d'arrêté suspendre temporairement dans certaines localités le repos dominical, lorsque des circonstances transitoires y créent un mouvement d'affaires d'une exceptionnelle importance.

« ART. 13. — Le soin d'assurer l'application de la présente loi est confié aux agents des communes, en ce qui concerne les contraventions pour infraction aux règlements municipaux dans la mesure que leur concède la loi, et aux officiers de police judiciaire pour ce qui concerne les autres dispositions.

« ART. 14. — Quiconque contrevient aux dispositions de la présente loi est puni d'une amende de 5 à 10 livres par personne occupée au travail pour lequel contravention a été dressée.

« Le total de l'amende ne peut jamais dépasser 1.000 livres.

« En cas de récidive et lorsque les personnes désignées ci-dessus ont mis obstacle à l'inspection prévue à l'arti-

cle précédent, l'amende est augmentée de 33 0/0 à 50 0/0.

« Il y a récidive lorsque, dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une contravention pour infraction à la présente loi. »

La loi du 7 juillet 1907 présente de grandes ressemblances avec la loi française du 13 juillet 1906. Son application semble se poursuivre normalement.

Russie.

La loi du 2 juin 1897 (1) décide que le chômage est obligatoire dans l'industrie les dimanches et jours de fête.

Les ouvriers chrétiens de confession non orthodoxe et les ouvriers non chrétiens ne sont pas obligés de chômer les jours de fêtes de l'Eglise orthodoxe que ne reconnaît pas leur église ; en outre, les ouvriers non chrétiens peuvent se reposer un jour de la semaine autre que le dimanche, conformément à la loi de leur religion.

Les ouvriers adultes peuvent travailler le dimanche au lieu d'un jour de semaine s'ils sont d'accord avec le patron et si cet accord est porté immédiatement à la connaissance des autorités chargées de faire appliquer la loi.

L'ordonnance du 13 novembre 1908 décide dans son article 5 que la vente et les occupations commerciales ou industrielles des employés doivent être suspendues les dimanches et les jours fériés. Un grand nombre d'excep-

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1898, p. 752.

tions sont prévues qui restreignent singulièrement l'application du repos hebdomadaire.

Les magasins sont, dans certaines grandes villes, astreints à une fermeture partielle le dimanche. Les municipalités, investies du droit de réglementation des heures de vente, jouissent à cet égard d'une grande latitude et peuvent décider la fermeture complète des magasins.

Le repos hebdomadaire est très mal observé en Russie. La loi est d'un contrôle difficile et les fonctionnaires ne se montrent pas trop sévères pour les commerçants qui ont su s'assurer leur bienveillance.

Roumanie.

Une loi sur le repos hebdomadaire a été votée et promulguée le 28 février 1897 (1). Cette loi établit comme règle générale que tout travailleur, à commencer par le patron lui-même, a le droit de jouir du repos les dimanches et jours de fêtes.

Industrie.

L'article 3 exige que, dans les communes urbaines, tout travail cesse dans les établissements à partir de midi, chaque dimanche, outre 16 jours nommément désignés par la loi, pendant lesquels le travail doit cesser toute la journée.

L'article 7 énumère les établissements que pareille

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1898, p. 773.

obligation n'atteint pas, tels que les pharmacies, restaurants, hôtels, cabarets, théâtres, etc...

Ont le droit de travailler le dimanche les fabriques et les établissements industriels où le travail ne peut être suspendu sans danger de grave préjudice. C'est la chambre de commerce et d'industrie de la localité qui donne les autorisations.

Commerce.

Dans les communes rurales, les établissements commerciaux doivent fermer le dimanche jusqu'à midi ; dans les communes urbaines au contraire, ils doivent fermer à partir de midi.

C'est la police civile qui est chargée de faire respecter la loi, car il n'existe pas en Roumanie d'inspecteurs du travail.

Suisse.

La Suisse est l'un des pays les plus avancés dans la voie de la réglementation légale du travail. L'application du repos hebdomadaire y est assurée depuis longtemps par des lois fédérales et par un certain nombre de lois cantonales.

La loi fédérale du 23 mars 1877 (1) sur le travail dans les fabriques en Suisse, qui s'applique à toutes les catégories d'ouvriers, hommes adultes compris, interdit tout travail le dimanche dans les fabriques, avec exception pour

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 7^e année. p. 581 et suiv.

les établissements autorisés par le Conseil fédéral à travailler sans arrêt. Les hommes adultes ont la liberté de renoncer au repos du dimanche.

La loi fédérale du 27 juin 1890 ordonne la suppression des trains de marchandises ou de petite vitesse le dimanche et assure à tous les employés de chemins de fer 52 jours de repos par an, dont 17 dimanches, sans aucune retenue de salaires.

La loi fédérale du 1^{er} avril 1903 prévoit que, les samedis et veilles de fêtes, le travail dans les fabriques ne doit pas durer plus de neuf heures, ni se prolonger au delà de cinq heures du soir.

Dans la plupart des cantons, l'autorité cantonale a complété les lois fédérales en étendant aux petits ateliers ainsi qu'aux établissements commerciaux l'obligation du repos dominical.

Signalons la loi du canton de Glaris, du 8 mai 1892, qui étend le repos dominical à tous les salariés, la loi du canton de Berne du 15 mai 1904, la loi du canton de Genève du 1^{er} juin 1904, la loi du canton de Bâle du 7 juillet 1904, qui ont complété et généralisé le principe posé par la loi de 1877 pour les fabriques.

CHAPITRE IV

LES TRAVAUX PRÉPARATOIRES ET LE VOTE DE LA LOI DU 13 JUILLET 1906.

I. — La loi devant la Chambre des députés.

De 1891 à 1900, un certain nombre de propositions de lois sur le repos hebdomadaire ont été déposées sur le bureau de la Chambre de députés :

Le 12 novembre 1891, une proposition de MM. Argeliès, Couturier, Gauthier de Clagny, Castelin, Dumonteil et Théron portant interdiction d'occuper les ouvriers et employés plus de 6 jours par semaine dans les établissements industriels et commerciaux et dans tous les services de l'Etat, des départements et des communes ;

Le 17 mars 1896, une proposition de M. Baudry d'Asson interdisant le travail du dimanche sous peine d'une amende de cent à mille francs ;

Enfin le 6 avril 1900, une proposition de MM. Zevaès, Breton, Dufour, Sauvanet, Letang, Vaillant, Walter et Sembat, qui fut renvoyée par la Chambre à la commission du travail.

Elle comprenait un seul article ainsi conçu : « Il est interdit aux patrons et aux employeurs de faire travailler

plus de 6 jours par semaine dans les bazars et les magasins. »

Cette proposition devait devenir, après pas mal de vicissitudes, la loi sur le repos hebdomadaire. Les auteurs indiquaient dans l'exposé des motifs (1) qu'ils désiraient surtout attirer l'attention des pouvoirs publics sur la situation faite aux employés de commerce exposés aux surmenages les plus pénibles et les plus longs. Ils considéraient le texte présenté par eux comme une simple amorce dont le but était d'amener le Parlement à discuter la question du repos hebdomadaire.

La commission du travail trouva que la proposition de M. Zévaès était trop restreinte et que ce n'étaient pas seulement les employés de commerce, mais tous les travailleurs qui devaient être appelés à bénéficier du repos hebdomadaire et être traités comme les femmes et les enfants travaillant dans les usines.

Le projet de la commission (2), sans obliger toutes les industries et tous les commerces à fermer pendant une journée, accorde aux ouvriers et employés un jour de repos par semaine à prendre suivant un roulement établi par les intéressés et le patron. Il prévoit des exceptions, soit par suite de cas de force majeure, soit par suite de situations spéciales, exceptions dont les maires seront chargés de dresser la liste. En cas d'infraction, les chefs d'entreprises sont passibles du tribunal de simple police

(1) *Bulletin de l'inspection du travail*, 1907, p. 45.

(2) *Bulletin de l'inspection du travail*, 1907, p. 51.

et d'une amende de 5 à 15 francs. En cas de récidive, le tribunal correctionnel est compétent et l'amende élevée de 16 à 100 francs.

Le projet ainsi élaboré par la commission du travail vint pour la première fois en discussion devant la Chambre le 27 mars 1902. Il avait comme rapporteur M. Georges Berry qui exposa quelles avaient été les hésitations de la commission et comment elle croyait offrir, grâce à son texte, un moyen facile de faire appliquer la loi et de la faire respecter par tous.

L'article 1^{er} du projet donna lieu à une assez longue délibération. Il était ainsi conçu :

« Les ouvriers et employés de l'un et l'autre sexe ne peuvent être occupés plus de six jours complets par semaine dans les manufactures, usines, chantiers, magasins, boutiques, bureaux, mines, minières et carrières, entreprises de chargement et de déchargement, entreprises de transport par terre et par eau et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics et privés, laïcs et religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel et de bienfaisance. »

La Chambre l'adopta en y introduisant un certain nombre de modifications. Elle accorda le bénéfice du repos hebdomadaire aux agents et sous-agents des postes et télégraphes, malgré l'opposition de M. Millerand, ministre du commerce, qui déclara que cette adjonction entraînerait une dépense de 8 à 10 millions et qu'il fallait laisser l'administration atteindre étape par étape et sans cré

aits nouveaux, la réalisation de cette réforme. M. Marcel Sembat lui répondit très justement que l'Etat ne pouvait obliger les particuliers à accorder à leur personnel le repos hebdomadaire sans donner lui-même le bon exemple.

La Chambre supprima de l'énumération les entreprises de transport, par terre et par eau d'accord avec le président de la commission. Ce dernier expliqua que, la Chambre ayant légiféré, il y avait peu de mois, sur les employés de chemin de fer et ayant adopté pour eux le repos décadaire, il ne pouvait être question de revenir sur ce vote. Quant aux services par eau, il était impossible d'y appliquer le repos hebdomadaire et de dire, par exemple, que, sur un navire effectuant un voyage plus ou moins long, tout travail cesserait un jour par semaine. Enfin la Chambre décida que dans les établissements occupant moins de 5 ouvriers ou employés, le repos d'une journée par semaine pourrait être remplacé par deux repos d'une demi-journée.

L'article 2 du projet qui accordait aux maires le droit de déterminer l'application du repos hebdomadaire et de dresser la liste des exceptions fut très vivement combattu par le ministre du commerce. Ce dernier fit valoir qu'on allait permettre à 36.000 maires de faire 36.000 législations du travail et cela, sans contrôle possible, sans même que le conseil municipal soit appelé à donner son avis ; qu'on allait ainsi organiser l'anarchie pure et simple et soumettre les industriels à des législations différentes suivant qu'ils habiteraient telle ou telle commune. D'aussi judi-

cieuses observations ne triomphèrent pas du parti pris de la Chambre et l'article 2 fut adopté.

L'article 3 chargeant les inspecteurs du travail d'assurer l'exécution de la loi fût voté avec un amendement destiné à permettre aux inspecteurs et aux inspectrices du travail d'entrer dans tous les établissements soumis au repos hebdomadaire.

Les articles suivants furent adoptés sans discussion et la loi tout entière fut votée par 422 voix contre 10.

II. — La loi devant le Sénat.

Le projet ainsi remanié fut transmis au Sénat qui le renvoya à une commission composée de MM. Beaupin, Bérenger, Crozet-Fourneyron, Denis, Guillot, Labiche, Macherez, Poirrier, Prevet. Cette commission qui était plutôt défavorable à la loi laissa le projet de la Chambre sommeiller dans les cartons pendant deux ans.

En 1904, M. Labiche, remplaçant le rapporteur malade, en sa qualité de président, rédigea un nouveau projet qui supprimait la règle générale du repos hebdomadaire et la remplaçait par la faculté laissée au maire, d'accord avec le conseil municipal et après avis des chambres syndicales, patronales et ouvrières, de prendre des arrêtés pour ordonner la cessation du travail pendant tout ou partie d'un jour par semaine. Ces arrêtés pouvaient être pris si les trois quarts des chefs d'établissements intéressés en faisaient la demande et rapportés dans les mêmes conditions. Enfin, le projet de M. Labiche prévoyait des deman-

des de dérogations qui devaient être adressées sous forme de préavis aux inspecteurs du travail. Ce projet n'était pas de nature à contenter l'opinion publique qui demandait une loi générale garantissant le repos hebdomadaire à tous les travailleurs. La commission le repoussa et M. Labiche dut donner sa démission. Il fut remplacé comme rapporteur par M. Poirrier qui déposa un projet de loi se rapprochant assez du texte voté par la Chambre des députés.

De son côté, le Conseil supérieur du travail, après une enquête et des discussions très approfondies, adoptait un projet établissant la règle du repos collectif fixé au dimanche et n'admettant le repos par roulement qu'exceptionnellement pour les établissements ne pouvant renvoyer sans préjudice tout leur personnel le dimanche.

Le projet Poirrier vint en discussion devant le Sénat le 25 mai 1905. Dans son rapport(1) M. Poirrier exposait que la commission, unanime à reconnaître la nécessité d'un repos périodique, ne l'avait pas été sur la question de savoir s'il y avait lieu de légiférer relativement au repos hebdomadaire, mais que pourtant elle avait réussi à se mettre d'accord sur l'utilité d'une intervention législative pour interdire aux chefs d'entreprises d'occuper leurs ouvriers et employés plus de six jours par semaine sous la réserve d'un certain nombre de dérogations. Il ajoutait que la commission n'avait pas cru devoir donner aux maires les

(1) *Bulletin de l'inspection du travail*, 1907, p. 98.

pouvoirs exorbitants qui leur avaient été accordés par la Chambre des députés et avait laissé à la loi le soin de déterminer les dérogations dont les entreprises de même nature seraient appelées à bénéficier dans tout le pays. Enfin, quoique se déclarant partisan du repos fixé au dimanche, il ajoutait que la commission ne s'était pas décidée à imposer cette obligation aux chefs d'entreprises parce que les exceptions eussent été trop nombreuses et impossibles à fixer, même dans un règlement d'administration publique, en raison de la nature des industries, du commerce, des saisons, des localités, des quartiers mêmes. Cependant la commission laissait aux maires le droit de prescrire la fermeture le dimanche si les quatre cinquièmes des chefs de maisons d'une même commune, exerçant le même commerce ou la même industrie, étaient d'accord pour la demander.

Au cours de la discussion qui s'ouvrit devant le Sénat, deux orateurs de la droite, M. de Las-Cases et de M. de Lamarzelle, vinrent soutenir la nécessité de fixer le jour du repos hebdomadaire au dimanche. Ils firent valoir que seul le repos collectif du dimanche était un repos moralisateur et pouvait en outre être contrôlé facilement. A son tour M. Dubief, ministre du commerce et de l'industrie, vint soutenir la même thèse à la tribune. M. Monis déposa un contre-projet dont l'article 2 était ainsi conçu : « Le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche. » « Il faut, déclara M. Monis, qui vint soutenir son projet, que l'on puisse se reposer ensemble, déposer à la même heure le

fardeau que l'on a porté toute la semaine et partager de fraternels loisirs. Il faut, s'il fait soleil, parcourir la campagne avec, pour cortège, l'amitié et, j'ose le dire, pour compagnon quelquefois un sentiment plus tendre. Il faut que le repos hebdomadaire soit éminemment altruiste et social. Libres à la même heure, les ouvriers peuvent consacrer une partie de cette journée de repos à l'étude des intérêts corporatifs. Comment ne choisiriez-vous pas le dimanche pour donner la liberté à tous les travailleurs, alors que vous les conviez devant vos urnes électorales précisément le dimanche ! (1) ».

A la suite de ces observations, le président mit aux voix le renvoi à la commission du contre-projet de M. Monis. Ce renvoi fut voté à l'unanimité.

Ce renvoi était un échec pour le rapporteur. Il donna sa démission et fut remplacé par M. Charles Prevet, qui, plus heureux que ses prédécesseurs, resta en fonction jusqu'au vote définitif de la loi. Il s'acquitta, d'ailleurs, de sa mission sans aucun enthousiasme et n'hésita pas à déclarer, à plusieurs reprises, au cours de la discussion, qu'il ne voyait pas la nécessité de l'intervention législative en pareille matière. Aussi fallut-il toute l'énergie et le talent de M. Monis, qui intervint à plusieurs reprises dans la discussion, pour décider le Sénat, défavorablement influencé par l'attitude du rapporteur, à voter une loi raisonnable. C'est le 20 mars 1906 que M. Charles Prevet déposait le

(1) Séance du 26 mai 1905.

nouveau projet (1) élaboré par la commission. Il était inspiré du contre-projet Monis et contenait en outre un certain nombre d'innovations : Le repos hebdomadaire devait être donné le dimanche ou du dimanche midi au lundi midi. Un certain nombre d'établissements en était admis à donner le repos hebdomadaire par roulement. Les établissements pour lesquels le repos hebdomadaire serait préjudiciable devaient s'adresser à la chambre de commerce qui était chargée de statuer sur les demandes de dérogation, après avoir pris l'avis des syndicats patronaux et ouvriers. Des poursuites ne pouvaient être engagées pour infraction à la loi que sur une plainte signée et remise au commissaire de police ou au maire de la commune.

Telles étaient les dispositions principales du projet qui fut l'objet de deux longues délibérations devant le Sénat. Il ne fut pas adopté sans de nombreuses modifications.

Le repos du dimanche midi au lundi midi fut écarté grâce à l'intervention de MM. Delahaye, Flaissières et Louis Pichon. Ceux-ci firent valoir, à juste titre, qu'au point de vue du travail comme au point de vue du repos, deux demi-journées sont loin de valoir une journée et que l'ouvrier demande avant tout à se reposer en même temps que sa femme et ses enfants pendant toute la journée du dimanche. Le Sénat décida, d'accord avec le rapporteur, que le repos du dimanche midi au lundi midi ne consti-

(1) Annexe au procès-verbal de la séance du 20 mars 1906. *Bulletin*, 1907, p. 202.

tuerait plus qu'une des exceptions accordées aux établissements justifiant d'une situation spéciale.

Le ministre du commerce fit observer que les chambres de commerce n'avaient aucune qualité ni aucune capacité pour accorder les dérogations et qu'il serait de mauvaise justice, en présence de deux parties, d'un côté les ouvriers et de l'autre le patron, d'appeler l'une d'elles à être juge dans son propre cas. Le Sénat se rallia à ces justes observations et donna le droit d'accorder les dérogations aux préfets après avis du conseil municipal, de la chambre de commerce de la région et des syndicats patronaux et ouvriers intéressés de la commune.

L'article 11 du projet, stipulant que les tribunaux ne pourraient statuer que sur une plainte signée et remise au commissaire de police ou au maire de la commune, fut l'objet d'un très vif débat. M. Monis s'éleva avec beaucoup de vigueur contre le système de la commission, en montrant qu'il obligeait l'ouvrier à employer la délation contre son patron et à l'employer avec la certitude d'être renvoyé, puisque la plainte signée de lui serait la pièce principale du dossier ? « Cette loi, dit-il, est une loi pénale ; on doit lui faire le sort qu'on a fait à toutes les lois pénales dans ce pays. La remise de cette loi sera faite au ministère public ; celui-ci poursuivra comme on poursuit en toutes ces matières » (1). Une fois de plus le Sénat se rangea à son avis.

(1) Séance du 12 juin 1906.

Un sénateur, M. Berger, proposa l'amendement suivant sous forme d'addition au paragraphe 1^{er} de l'article 2 :
« En conséquence, toutes les usines, magasins, boutiques et en général tous les établissements soumis à la loi seront fermés le dimanche sauf les cas prévus aux articles suivants. »

L'honorable sénateur fit observer que sa proposition aurait l'avantage de permettre aux petits commerçants de se reposer le dimanche et qu'elle éviterait de favoriser, au préjudice de la masse, certains commerçants n'employant que des membres de leur famille et pouvant ainsi tenir leur boutique ouverte le dimanche. Il fit valoir que sa mesure aurait encore un autre avantage, celui de rendre le contrôle plus facile et d'éviter la nomination de nouveaux fonctionnaires. Le Sénat repoussa cet amendement qui avait été combattu par le rapporteur comme contraire à la liberté.

Enfin le Sénat eut à discuter longuement la question des ouvriers boulangers qui avaient fait l'objet, de la part de la commission, d'un article 18 ainsi conçu :

« Les ouvriers boulangers auront droit de remplacer le repos hebdomadaire par roulement prévu à l'article 3 par 13 jours de repos tous les trois mois à prendre en une fois ou par fraction suivant accord avec les patrons. »

Le rapporteur soutint cet article à la tribune et déclara que de nombreux patrons et même la grande majorité des ouvriers boulangers avaient protesté contre l'application du repos hebdomadaire dans leur corporation ; mais l'in-

tervention de M. Monis et du ministre du commerce décida le Sénat à ne pas faire fléchir le principe d'égalité des citoyens devant la loi aux dépens des ouvriers boulangers et à repousser l'article 18.

L'ensemble du projet ainsi modifié fut voté le 3 juillet 1906 à une forte majorité.

III. — Retour de la loi devant la Chambre des députés.

Le texte voté par le Sénat fut renvoyé à la Chambre des députés qui le renvoya elle-même à la commission du travail. Cette dernière décida d'en proposer l'adoption pure et simple à la Chambre. « Elle nomma comme rapporteur M. Zévaès dont le rapport très bref se termine ainsi :

« Telles sont les dispositions essentielles adoptées par le Sénat. Votre commission du travail, si elle eût obéi à son sentiment, y aurait apporté diverses modifications. Elle ne le fait pas : d'abord parce qu'elle ne veut apporter aucun retard à la promulgation d'une loi qu'elle juge urgente et indispensable, ensuite parce qu'elle suppose que la mise en pratique d'une loi semblable entraînera sous peu diverses modifications partielles.

« Désireuse de voir aboutir au plus tôt une réforme impatientement attendue par le monde du travail, elle compte que la Chambre voudra bien faire sien le texte du Sénat et que la loi étant devenue définitive pourra immédiatement recevoir son application (1). »

(1) Annexe au procès-verbal de la séance du 6 juillet 1906.

Le 10 juillet 1906, l'ordre du jour de la Chambre appelait la première délibération sur la proposition du Sénat. La Chambre vota l'urgence et adopta sans discussion les 18 articles de la proposition.

M. Paul Beauregard demanda la parole sur l'ensemble de la proposition de loi et, tout en déclarant qu'il voterait la loi, tint à faire ses réserves.

Il reprocha à la loi de tout soumettre à une règle identique, sans tenir un compte suffisant des situations particulières qui demandent une réglementation spéciale. Il appela notamment l'attention de la Chambre sur la situation des ouvriers boulangers qui allaient se trouver considérablement gênés par l'application de la loi.

« Je crois, dit-il en terminant, que nous avons le devoir et en tous cas le droit de relever ces faits, de formuler les réserves qui en résultent naturellement ; mais nous n'irons pas plus loin. Comme l'a très bien dit M. Zévaès dans son rapport dont je m'inspire, la loi nous reviendra. Une fois qu'elle aura été appliquée, nous constaterons qu'elle est très bonne dans son principe, qu'elle est même excellente dans l'immense majorité de ses dispositions, mais que sur tels ou tels points, il y a lieu de la retoucher. Ce ne sera pas la première fois que la Chambre remettra sur le métier tels ou tels articles de lois importantes, qui, d'ailleurs, dans leur ensemble avaient réussi. Ce jour-là, nous aborderons ces quelques rectifications nécessaires avec d'autant plus de liberté d'esprit qu'à l'avance nous aurons signalé que nous nous attendions à un retour nécessaire de la

loi et nous serons tout à fait à l'aise pour faire ce qui nous paraîtra utile de faire (1). »

M. Durre, au nom du groupe socialiste, déclara que son groupe voterait la loi tout en se réservant de déposer sur le bureau de la Chambre, dans le plus bref délai possible, un projet de nature à donner pleine et entière satisfaction aux revendications de la classe ouvrière.

A la suite de ces observations, l'ensemble de la proposition de loi fut adopté par 575 voix contre 1.

La loi sur le repos hebdomadaire a été promulguée le 13 juillet 1906.

(1) Séance du 10 juillet 1906

CHAPITRE V

COMMENTAIRE DE LA LOI DU 13 JUILLET 1906.

Dans ce chapitre, nous allons étudier en détail les différentes dispositions de la loi du 13 juillet 1906. Laissant de côté la théorie, nous viserons surtout à montrer à l'aide des circulaires, de la jurisprudence et des décrets comment s'interprète la loi.

Nous étudierons d'abord son champ d'application, nous verrons ensuite comment elle fonctionne dans son principe, puis dans ses dérogations ; nous aborderons enfin l'étude du contrôle de la loi et des peines encourues par les contrevenants.

SECTION I. — Établissements et personnes auxquelles s'applique la loi du juillet 1906.

Le champ d'application de la loi est défini par l'article 1^{er}, 1^{er} : « Il est interdit d'occuper plus de 6 jours par semaine un même employé ou ouvrier dans un établissement industriel ou commercial ou dans ses dépendances de quelque nature qu'il soit, public ou privé, laïque ou religieux, même s'il a un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance. »

L'article 17 énumère certaines industries auxquelles la

loi n'est pas applicable : « Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux employés et ouvriers des entreprises de transport par eau, non plus qu'à ceux des chemins de fer, dont les repos sont réglés par des dispositions spéciales. »

§ 1^{er}. — **Etablissements soumis au repos hebdomadaire.**

Ce sont, en principe, tous les établissements industriels et commerciaux.

Etablissements industriels. — Que faut-il entendre par établissements industriels ? Le texte voté par la Chambre des députés les énumérait comme le fait l'article 1^{er} (1) de la loi du 11 juillet 1903 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs de l'industrie. Ce sont les manufactures, usines, fabriques, chantiers, ateliers et en général tous les établissements où des ouvriers et ouvrières se livrent à un travail industriel pour le compte d'un patron ou d'une

(1) Article 1^{er} de la loi du 11 juillet 1903. « Sont soumis aux dispositions de la présente loi les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers, laboratoires, cuisines, caves et chais, magasins, boutiques, bureaux, entreprises de chargement et de déchargement et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics, privés, laïques ou religieux, même lorsque les établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance. »

L'article 1^{er} du texte primitif (loi du 12 juin 1893) déclarait les dispositions de la loi applicables aux « manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers de tous genres et leurs dépendances ». Cette formule de la loi de 1893 était calquée sur celle de l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants et des femmes, sauf une différence importante concernant les mines, minières et carrières, qui figurent dans l'énumération de la seconde de ces lois, tandis que la première n'en fait pas mention.

société. Les dépendances de ces établissements sont aussi comprises dans l'application de la loi. On entend par là les locaux accessoires qui dépendent de l'établissement principal, même si on ne s'y livre pas à un travail identique, par exemple les bureaux d'une usine, qui d'ailleurs rentrent aussi dans la catégorie des établissements soumis à la loi en raison de leur caractère commercial. Sont soumises au repos hebdomadaire les dépendances d'un établissement agricole où s'exerce un travail industriel ou commercial. C'est ce qui a été jugé à l'occasion de l'application de la loi du 2 novembre 1892 (1).

Les entreprises de transport par terre, sauf les chemins de fer, sont comprises dans l'application de la loi, entre autres les compagnies de tramway. Que faut-il entendre par tramways ? Une circulaire du 22 mai 1907 signée du ministre du travail et du ministre des travaux publics établit la distinction suivante : « On doit constater que les entreprises qualifiées tramways, en raison de la forme légale dans laquelle est instituée leur concession, sont de deux natures tout à fait distinctes : les unes destinées au transport des voyageurs et, dans certains cas, des messageries, sont établies dans les villes ou leur banlieue ; elles comportent des voyages journaliers très fréquents et constituent en quelque sorte des services d'omnibus sur rails ; les autres reliant des centres le plus souvent éloignés, ayant pour objet de permettre le transport entre ces points

(1) Cass., ch. crim., 20 octobre 1899, D. P. 02.4.208.

non seulement des voyageurs, mais encore des marchandises et ne pouvant être différenciées des chemins de fer ni au point de vue des conditions d'établissement, ni à celui du mode d'exploitation, sont en réalité, malgré leur dénomination, de véritables chemins de fer d'intérêt local. Ces derniers rentrent dans les entreprises de chemins de fer auxquelles la loi n'est pas applicable. »

Etablissements commerciaux. — Ce sont tous les établissements qui ont pour but de mettre des produits transformés à la disposition des consommateurs : magasins de vente, entreprises de chargement et de déchargement, banques, boucheries, boulangeries, restaurants, etc.

Etablissements publics. — Ce sont les établissements dans lesquels s'exécutent des travaux pour le compte de l'Etat. Il faudrait y comprendre les postes et télégraphes, si le Parlement n'avait pas manifesté de façon expresse qu'il voulait les excepter de la loi.

Etablissements ayant le caractère d'enseignement professionnel. — Il faut que l'enseignement ait une nature industrielle ou commerciale, exemple : les écoles professionnelles nationales, départementales et privées.

Etablissements de bienfaisance. — La loi doit recevoir son application toutes les fois que le travail auquel on se livre dans un établissement de bienfaisance (refuge, ouvroir, etc.) a le caractère d'une organisation régulière et suivie et n'intervient pas d'une façon accessoire, ou ne consiste pas dans des occupations purement ménagères ou agricoles.

Par contre ne sont pas soumis à l'application de la loi les établissements suivants :

Etablissements dirigés par l'Etat pris en tant que puissance publique : bureaux d'octroi, perceptions, ministères, etc.

Etablissements agricoles. — Il y a des établissements agricoles qui ont un certain caractère industriel ou commercial. La loi est applicable toutes les fois qu'il y a prédominance du caractère industriel ou commercial, c'est-à-dire lorsqu'il y a transformation du produit par un personnel ou par une entreprise spéciale, lorsqu'il y a achat ou vente du produit, ou lorsqu'il existe un personnel spécialisé pour la manutention et la présentation au public du produit mis en vente (1).

Bureaux des officiers ministériels et des officiers publics. — Le bénéfice de la loi a été refusé aux clercs de notaire par un vote du Sénat dans sa séance du 29 juin 1906.

Echappent encore à l'application de la loi :

Les professions libérales : peintres, médecins, dentistes, avocats,

Les domestiques et les gens de maison.

Quel critérium faut-il adopter pour distinguer les gens de maison des autres employés d'un patron qui dirige une exploitation industrielle ou commerciale ?

Une circulaire ministérielle du 3 septembre 1906 nous l'indique : « Toutes les personnes employées par un pa-

(1) Dépêche ministérielle adressée au préfet de police le 12 novembre 1906.

tron à des travaux ne concourant pas à l'objet de son entreprise industrielle ou commerciale et occupées à des soins personnels ou à des besoins domestiques ne sont pas admises au bénéfice de la loi. »

On doit donc considérer comme ayant droit au repos hebdomadaire la domestique d'un commerçant qui, lorsqu'elle a fini le travail de bonne à tout faire dans l'appartement de son patron, sert les clients au magasin (1) ; de même un concierge préposé à la garde d'un établissement industriel.

§ 2. — Personnes qui bénéficient du repos hebdomadaire.

Ce sont tous les ouvriers et employés de l'un et l'autre sexe qui travaillent dans les établissements industriels et commerciaux. Peu importe le mode de rémunération : que l'ouvrier touche un salaire fixe, ou bien qu'il touche un tant pour cent sur les bénéfices, ou bien même qu'il se paye seulement avec ses pourboires, ou qu'il ne touche aucune rémunération comme par exemple un apprenti. Peu importe aussi le temps pendant lequel travaille l'ouvrier : c'est ainsi qu'il a été jugé que les porteuses de pain qui ne travaillent que le matin ont droit au repos hebdomadaire. Cependant il faut que les ouvriers ou employés fassent partie du personnel de l'entreprise. C'est ce qui a été décidé par la Cour de cassation à l'occasion des extras. Une circulaire ministérielle du 3 septembre 1906 avait

(1) Trib. simp. pol. Paris, 29 décembre 1906, D. P. 07.5.23.

posé la règle qu'il n'était pas permis d'assurer, pendant le repos collectif, la marche d'une industrie ou d'un commerce à l'aide d'un personnel d'extras. Le ministre donnait pour raison qu'une pareille manière de faire avait pour but de tourner la loi et constituait le repos par roulement. Dans deux arrêts du 19 janvier 1907 (1), la Cour de cassation a reconnu aux patrons le droit d'employer accidentellement des extras pendant le jour de repos collectif, à la condition qu'ils ne viennent pas travailler habituellement et régulièrement ce jour-là.

Des difficultés se présentent à l'occasion de certaines personnes qui travaillent avec le patron.

Gérants. — Il est impossible de comprendre les gérants ou directeurs dans la généralité des employés qui sont admis à invoquer le bénéfice de la loi sur le repos hebdomadaire. D'ailleurs, l'article 13 de la loi les assimile aux chefs d'entreprises en les rendant personnellement responsables, comme ces derniers, des infractions à ses dispositions.

Toutefois, la question de savoir si telle personne employée dans un établissement doit être considérée comme un gérant est souvent délicate. La Cour de cassation regarde comme suffisamment probantes certaines circonstances, notamment l'indépendance laissée au gérant dans

(1) Aff. Daviau-Reynal et Martin Sabin, 1907.1.105 Dans le même sens : Jugement du tribunal de simple police de Lyon du 24 décembre 1908 (Aff. B. coiffeur) ; ce jugement a été reproduit dans les journaux de Lyon.

la direction de l'établissement, annexe ou succursale qui lui a été confiée (1).

Il a été jugé qu'il n'y a pas de contravention à la loi du 13 juillet 1906 dans le fait d'employer le dimanche des gérants, ayant mandat de diriger des succursales sous leur responsabilité personnelle, choisissant eux-mêmes le personnel, fixant librement les jours et heures d'ouverture des magasins et dont la rétribution consiste dans le logement et dans des remises sur le prix de vente des marchandises (2).

La qualité de gérant ou de gérante est suffisamment établie par les faits suivants :

Que l'individu ainsi dénommé était libre et seul dans son magasin (3) ;

Qu'il était libre dans son magasin avec sa femme et que les conditions auxquelles sa gérance s'exerçait avaient d'ailleurs été portées à la connaissance de l'agent verbalisateur (4) ;

Qu'il achetait et vendait des marchandises, engageait, payait et renvoyait les employés, détenait une portion de l'autorité des chefs d'entreprises et assumait la responsabilité du bon fonctionnement de la succursale (5) :

Associés. — Les dispositions de la loi du 13 juillet 1906 sont applicables aux employés, mais non aux associés.

(1) Cass. crim., 19 avril 1907, D. P. 07.5.39.

(2) Arrêt du 2 février 1907, D. 07.1.108 (Aff. Wolff et Marx).

(3) Arrêt du 19 janvier 1907, D. 07.1.107 (Aff. Lafarge).

(4) Arrêt du 19 janvier 1907, D. 07.1.107 (Aff. Lévy).

(5) Arrêt du 2 février 1907 précité.

En conséquence, lorsque le prévenu excipe d'un contrat de société en participation formé avec ceux qui l'assistent dans son commerce et que le tribunal constate la bonne foi des contractants, cette appréciation échappe au contrôle de la Cour de cassation (1).

Il ne suffit pas, pour que le patron poursuivi échappe aux dispositions répressives de la loi, qu'il produise un acte de société conclu avec les auxiliaires qu'on lui reproche d'employer le dimanche. Il faut en premier lieu que cet acte soit sérieux et en second lieu qu'il réunisse les caractères de la société. Or, la société suppose l'égalité de situation entre ceux qui la composent. Par suite, si le chef de la maison a entendu garder son indépendance absolue dans la direction de l'entreprise et se réserver le droit de congédier ses collaborateurs, quand bien même ceux-ci seraient appelés à prendre une part dans les bénéfices de l'entreprise, il n'y a pas de société, mais seulement louage de services avec mode de rémunération particulier.

Membres de la famille du patron. — Au début, le ministre du travail exigeait l'application de la loi aux membres de la famille du patron à la seule condition qu'ils fussent véritablement des ouvriers ou employés ou qu'ils remplaçassent effectivement les ouvriers ou employés de l'établissement pendant le jour de repos.

Par la suite, ému par les plaintes des commerçants, il s'est montré beaucoup plus large et sa circulaire du 30 no-

(1) Arrêt du 2 février 1907, D. P. 07.1.305 ; Arrêt du 4 mai 1907, S. 07.1.293.

vembre 1906 prescrit aux agents de l'administration de considérer comme n'étant pas soumis à l'application de la loi les personnes suivantes :

- 1° La femme, parce qu'elle est en fait l'associé du mari,
- 2° Les enfants, qui concourent avec la femme à la gestion commerciale ou industrielle du patrimoine dont la garde appartient au père,
- 3° Les parents à un titre quelconque qui sont, au sens civil ou commercial du mot, des associés et qui échappent à la loi, non en qualité de membres de la famille, mais en qualité d'associés.

Un arrêt de la Cour de cassation du 7 mars 1907 (1) a décidé dans le même sens qu'il résulte, tant des articles 1 et 2 de la loi du 13 juillet 1906 que de l'article 18 et de sa référence à la loi du 2 novembre 1892, qu'il est fait exception à l'application de la loi en faveur des femmes, des enfants, des pupilles et des associés du patron.

SECTION II. — Régime de droit commun et régimes dérogatoires.

PREMIÈRE PARTIE. — RÉGIME DE DROIT COMMUN.

La loi a adopté le repos collectif du dimanche comme régime de droit commun.

Le repos doit être de 24 heures consécutives et comprendre un jour civil complet, c'est-à-dire du samedi minuit au dimanche minuit.

(1) D. P 07.1.305.

Le repos obligatoire, le dimanche, du personnel de l'employeur n'implique pas la fermeture obligatoire de l'établissement. Cela résulte du texte même de la loi qui défend seulement de faire travailler le personnel d'un établissement plus de six jours par semaine, du rejet de l'amendement de M. Philippe Berger par le Sénat le 29 juin 1906, ainsi que de l'ensemble des travaux préparatoires de la loi.

DEUXIÈME PARTIE. — RÉGIMES DÉROGATOIRES.

Il était impossible de soumettre tous les établissements industriels et commerciaux à un régime uniforme. Aussi la loi a-t-elle prévu un certain nombre de dérogations.

Elles peuvent se diviser en trois classes :

1° Dérogations accordées par des arrêtés préfectoraux.

2° Dérogations de droit.

3° Dérogations diverses résultant des articles 4, 5, 6 et 7 de la loi.

§ 1^{er}. — Dérogations accordées par des arrêtés préfectoraux.

Lorsqu'il est établi que le repos simultané, le dimanche, de tout le personnel d'un établissement serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal d'un établissement, la loi autorise le patron de cet établissement à solliciter un des quatre régimes suivants :

Dérogation a : Un autre jour que le dimanche à tout le personnel de l'établissement.

Le patron est autorisé à donner le repos collectif à tout son personnel un autre jour que le dimanche. Le repos doit être donné pendant un jour civil complet, c'est-à-dire de minuit à minuit.

Dérogation b : Du dimanche midi au lundi midi.

Dérogation c : Le dimanche après-midi avec un repos compensateur d'une journée par roulement et par quinzaine.

Le repos du dimanche après-midi doit être collectif ; le repos compensateur doit comprendre une journée entière de minuit à minuit.

Dérogation d : Par roulement à tout ou partie du personnel.

Il y a repos par roulement lorsque chacun des employés ou ouvriers de l'établissement se repose un jour par semaine, le travail étant assuré d'une façon continue par les autres employés ou ouvriers.

Le repos par roulement doit-il être d'un jour entier ou d'une période de vingt-quatre heures consécutives ?

La question est discutée. Nous pensons que le but de la loi est de donner un jour de repos complet à l'ouvrier et que le législateur a montré très clairement, en accordant par voie de dérogation spéciale à certains établissements le droit de faire chevaucher les vingt-quatre heures de repos sur deux journées (art. 5, § 3), qu'il entendait ne pas confondre le repos par roulement avec le repos de vingt-quatre heures consécutives.

Le repos par roulement doit-il être donné un jour par

semaine (du dimanche au lundi) ou un jour sur sept ? Si le repos par roulement est donné un jour par semaine, l'ouvrier ou employé pourra avoir des repos espacés de plus de sept jours. Le ministre du travail décide que l'article 1^{er} de la loi interdit d'occuper un ouvrier ou employé plus de six jours par semaine, mais n'interdit pas de l'occuper plus de six jours de suite et qu'en outre l'intérêt du personnel commande d'adopter une interprétation qui offre l'avantage de donner successivement à chacun de ses membres un dimanche sur sept jours de repos (1).

Un établissement, admis à donner le repos hebdomadaire par roulement et le donnant en fait à une partie de son personnel, peut-il obtenir de l'autorité préfectorale l'autorisation de donner à une autre partie de son personnel, le repos prévu par l'article 2, § C, de la loi du 13 juillet 1906 ? (Repos de l'après-midi du dimanche avec repos compensateur d'une journée par roulement et par quinzaine).

La question a été résolue affirmativement par une circulaire du 10 février 1907. Comme le fait observer très justement le ministre, le fait que le paragraphe D de l'article 2 est ainsi conçu : « Par roulement à tout ou partie du personnel »... indique que le roulement peut n'être accordé qu'à une partie du personnel et que les autres catégories du personnel restent alors placées sous le régime

(1) Lettre du 27 mars 1907 adressée à un syndicat de conducteurs de tramways. *Bulletin de l'office du travail*, 1907, p. 492.

du repos collectif ou l'un des autres régimes de dérogation. Cette interprétation s'accorde d'ailleurs avec les intentions du législateur dont la préoccupation maitresse a été manifestement de réaliser le repos dominical dans toute la mesure compatible avec les nécessités d'exploitation des entreprises assujetties. Or il est certain que le repos de l'après-midi de chaque dimanche, complété par un repos compensateur d'une journée par quinzaine et par roulement, est plus conforme à la règle générale que le repos individuel par roulement.

Formalités de l'autorisation.

Le droit d'accorder les dérogations est donné au préfet du département (art. 8). Les sollicitants doivent adresser leur demande au préfet sur papier timbré avec motifs à l'appui. Le préfet doit demander d'urgence les avis du conseil municipal, de la chambre de commerce de la région et des syndicats patronaux et ouvriers intéressés de la commune. Il statue par arrêté motivé qu'il notifie dans la huitaine à la partie intéressée.

L'arrêté préfectoral peut être déféré au Conseil d'Etat dans la quinzaine de sa notification aux intéressés. Le Conseil d'Etat statue dans le mois qui suit la date du recours qui est suspensif (art. 9).

L'application des articles 8 et 9 de la loi a soulevé dans la pratique un certain nombre de difficultés :

Rôle du préfet. — Le préfet ne peut statuer en bloc sur les diverses demandes de dérogation à lui adressées par

les intéressés d'une même catégorie d'industries. Il doit examiner individuellement chacune des demandes qui lui sont présentées et y répondre par un arrêté motivé basé sur les conditions de fonctionnement particulier de l'établissement demandeur (1).

Les arrêtés des préfets doivent être rédigés de façon à ne pas engager définitivement l'administration. Il résulte, en effet, des circulaires qu'un grand nombre de dérogations sont accordées à titre transitoire, pour préparer l'application du repos collectif le dimanche, et que l'autorité préfectorale doit se réserver la possibilité de les retirer sur l'ordre du ministre.

A Paris la question s'est posée de savoir qui du préfet de la Seine ou du préfet de police serait appelé à statuer sur les dérogations.

Les circulaires ministérielles ont attribué au préfet de police la connaissance des questions relatives à l'application de la loi sur le repos hebdomadaire.

Le Conseil d'Etat, appelé à se prononcer sur la question, a confirmé l'interprétation ministérielle, tout au moins implicitement (2), lorsqu'il a eu à statuer sur des pourvois formés contre les arrêtés du préfet de police. Cette juridiction a fait application des textes généraux qui réglementent les pouvoirs du préfet de police.

Ce sont : la loi de pluviôse an VIII qui institue à Paris

(1) Circulaire du 15 février 1907.

(2) V. Conclusions de M. Romieu, commissaire du gouvernement (séances du Conseil d'Etat des 23 et 30 novembre 1906).

un préfet de police chargé de ce qui concerne la police ; l'arrêté des consuls du 12 messidor an VIII qui détermine les fonctions du préfet de police à Paris et le décret du 10 octobre 1859 qui lui enlève certaines attributions pour les confier au préfet de la Seine. Les attributions conférées au préfet de police par le texte organique du 12 messidor an VIII comprennent non seulement la police municipale, mais encore la police générale. Le préfet de police exerce donc à Paris non seulement les fonctions de maire, mais les fonctions de préfet. Ce caractère départemental d'une partie de ses attributions résulte encore de l'arrêté du 3 brumaire an IX, d'après lequel il exerce son autorité sur toute l'étendue du département de la Seine et a autorité sur les maires pour presque toutes ses attributions de police générale ; de la loi du 10 juin 1853 qui confirme ces pouvoirs dans toute l'étendue du département ; — de l'arrêté du gouvernement du 6 messidor an X qui lui donnait, à l'époque, le droit de présider le conseil de préfecture comme le préfet de la Seine ; de l'ordonnance du 18 décembre 1882 qui lui reconnaît le droit d'élever le conflit.

Le préfet de police est donc non seulement un magistrat municipal, mais aussi un magistrat départemental et une loi comme celle du 13 juillet 1906 qui vise le préfet en général peut concerner à Paris soit le préfet de la Seine, soit le préfet de police. La compétence de ce dernier devra être admise par assimilation avec ses fonctions habituelles ; car c'est le préfet de police qui statue sur les établissements dangereux et insalubres, la fidélité du débit dans

les transactions commerciales et la salubrité des denrées, c'est-à-dire d'une manière générale sur ce qui intéresse le commerce et l'industrie ; enfin, c'est lui que mentionnent, pour des législations intéressant le travail, la loi du 22 février 1851 sur l'apprentissage, celles du 25 mars 1852 et du 14 mars 1904 sur les bureaux de placement.

Le patron qui a demandé au préfet l'autorisation d'appliquer un régime exceptionnel a-t-il le droit de l'adopter en attendant la décision qui le lui accorde ou qui le lui refuse ?

C'est ce qu'ont prétendu un certain nombre d'intéressés en se basant sur l'article 9 qui stipule que le pourvoi en Conseil d'Etat est suspensif, ce qui d'après eux voudrait dire que l'application de la loi est suspendue tant que le Conseil d'Etat n'a pas définitivement statué. Cette interprétation a été admise par un certain nombre de décisions de justice (1).

La Cour de Cassation a fixé définitivement la jurisprudence par un arrêt du 18 janvier 1907 (2) dans lequel elle a déclaré que l'article 2 exige pour que la dérogation soit appliquée qu'elle ait été demandée et obtenue. Quant à l'effet suspensif du recours, la Cour décide qu'il affecte seulement l'arrêté du préfet en produisant, selon les circonstances, les conséquences qu'il comporte et qu'il ne saurait en aucun cas faire échec à l'application de l'article 2, § 1^{er}, de la loi (3).

(1) Jugement du tribunal correctionnel de Lorient du 9 janvier 1906, *Gaz. Trib.*, numéro du 16 janvier 1907.

(2) D. P. 07.1.153.

(3) La Cour de cassation a confirmé à plusieurs reprises cette juris-

Nature du recours en Conseil d'Etat. — Le Conseil d'État, dans un arrêt du 30 novembre 1906 (1), décide que les recours contre les arrêtés rendus par les préfets en matière de repos hebdomadaire sont assimilables aux recours pour excès de pouvoir. « Toutes les fois, dit M. Romieu, commissaire du gouvernement, dans ses conclusions, qu'on se trouve en présence d'une disposition de loi qui prévoit un recours au Conseil d'État sans le définir et que ce recours est dirigé contre des actes d'autorité de l'administration, positifs ou négatifs, il nous paraît indubitable que ce recours rentre de la manière la plus directe dans la catégorie des recours pour excès de pouvoir (2). »

Comme tel, le recours prévu par la loi du 13 juillet 1906 est dispensé de constitution d'avocat et les parties peuvent présenter elles-mêmes leurs observations (article 1^{er} du décret du 2 novembre 1864). De même, le recours est assujetti au timbre et à l'enregistrement. Le recours n'est donc pas recevable si la requête est présentée sur papier non timbré et si les droits d'enregistrement ne sont pas acquittés.

Le Conseil d'Etat s'est reconnu le droit d'examiner la légalité des arrêtés tant au fond qu'en la forme (3).

prudence. Voir notamment un arrêt du 1^{er} mars 1907 et la note de M. Lacour sous l'arrêt, D. P. 07.1.307. Dans le même sens : Circulaire du ministre de la justice du 4 février 1907.

(1) *Gaz. Trib.*, numéro du 5 décembre 1906.

(2) Voir conclusions de M. Romieu, *Revue du droit public*, janvier 1907.

(3) Affaires Armand et Robert Jacob, arrêt du 30 novembre 1906, *Gaz. Trib.*, numéro du 5 décembre 1906.

Il résulte en effet du texte de la loi que la dérogation n'est pas une tolérance ou une faveur accordée en vertu d'un pouvoir discrétionnaire, mais un véritable droit ; la loi fixe les conditions auxquelles elle subordonne la dérogation et l'administration n'a pas plus le droit de la refuser, si ces conditions sont remplies, que de l'accorder si elles ne le sont pas. Tout d'abord le recours en Conseil d'Etat en matière de dérogation est prévu dans les termes les plus larges sans restriction aucune ; les autorisations, dit l'article 2, devront être demandées et obtenues conformément aux prescriptions des articles 8 et 9 et l'article 9 porte que l'arrêté préfectoral prévu par l'article 8 pourra être déféré en Conseil d'Etat ; dans ces conditions, les expressions employées par le même article 2 pour définir les dérogations : « Lorsqu'il sera *établi*... » indiquent bien qu'il s'agit de délimiter un droit et non de rendre possible une faveur. Enfin le paragraphe final de l'article 8 stipule expressément que l'autorisation accordée à un établissement devra être étendue aux établissements similaires de la même ville, ce qui exclut toute idée potestative en matière de dérogations.

La mission du juge doit donc être de vérifier au fond si les circonstances de fait sont telles que le droit de dérogation existe. Si, les conditions étant remplies, l'administration refuse la dérogation, elle viole le droit du commerçant et, par là même, la loi qui lui confère ce droit : c'est une violation de la loi par fausse application de la loi et le juge aura les pouvoirs les plus étendus pour faire

l'appréciation et exercer le contrôle que la loi a voulu lui conférer.

Mais il ne faut pas aller jusqu'à reconnaître au Conseil d'Etat le droit de délivrer lui-même l'autorisation s'il juge la requête justifiée au fond. Nous avons vu qu'il ne s'agit pas d'un recours de pleine juridiction qui permet au Conseil d'Etat de statuer avec les pleins pouvoirs du juge et de prescrire toutes mesures, notamment de délivrer les autorisations, mais, au contraire, d'un recours en annulation ou pour excès de pouvoir. Ce genre de recours ne permet au Conseil d'Etat que de prononcer l'annulation de l'acte illégal sans le faire lui-même et de renvoyer le demandeur devant le préfet pour être statué sur la demande en dérogation à laquelle il a droit.

*Conditions de fond des dérogations de l'article 2 de la loi
du 13 juillet 1906.*

Ces dérogations sont subordonnées par la loi à l'une des deux conditions suivantes : il faut que le repos simultané, le dimanche, de tout le personnel d'un établissement soit préjudiciable au public ou compromette le fonctionnement normal de cet établissement.

M. Romieu a nettement défini (1) quel doit être le caractère du préjudice causé ou du trouble apporté au fonctionnement de l'établissement.

Il part du principe que, les dérogations ayant un carac-

(1) *Gaz. Pal.*, 8 décembre 1906. Conclusions de M. le commissaire du gouvernement Romieu.

rière exceptionnel, il ne suffit pas, pour les accorder, que le repos collectif du dimanche cause une petite gêne ou une perte insignifiante à l'établissement demandeur ; il faut encore qu'il entraîne un trouble sérieux dans les habitudes locales ou dans la marche de cet établissement. Pour le préjudice grave au public, on doit tenir compte des considérations topographiques, de la nature de la clientèle, des habitudes locales de certaines régions de la France, de la nature des marchandises suivant leur caractère plus ou moins grand d'utilité. Quant à l'atteinte au fonctionnement normal de l'établissement, elle existe toutes les fois qu'un préjudice grave est causé au public.

Le Conseil d'Etat a appliqué ces principes dans un certain nombre d'arrêts :

Il a décidé que, dans une ville où le dimanche est jour de marché, à l'occasion duquel les habitants des campagnes viennent très nombreux faire leurs achats, un négociant en tissus et nouveautés qui justifie réaliser ce jour-là un tiers de son chiffre de ventes a droit au roulement (1).

Le coiffeur, dont l'établissement est situé près d'une gare et qui a presque exclusivement comme clients des voyageurs de passage, a le même droit (2).

On doit tenir compte de l'obligation où se trouve un usinier sur un cours d'eau d'avoir continuellement des agents préposés à la manœuvre des vannes sous peine de

(1) Arrêt du 1^{er} février 1907, *Recueil des arrêts du Conseil d'Etat*, 1907.

(2) Arrêt du 30 novembre 1906.

contravention ainsi que de la possibilité pour certains magasins d'être concurrencés par des roulottiers ou des forains, etc.

Par contre, un commerçant israélite n'est pas fondé à obtenir le droit de fixer le repos hebdomadaire au samedi en invoquant les prescriptions de sa religion (1).

Si un établissement d'une ville obtient une dérogation, tous les autres établissements de la même ville faisant le même genre d'affaires et s'adressant à la même clientèle ont le droit de demander qu'elle leur soit étendue (art. 8 *in fine*).

Deux conditions sont nécessaires pour que cette disposition s'applique : L'autorisation ayant un caractère individuel, il faut qu'elle soit demandée et obtenue par arrêté préfectoral. Il faut en outre que le demandeur prouve qu'il fait bien le même genre d'affaires et qu'il s'adresse à la même clientèle que l'établissement qui a déjà obtenu la dérogation.

§ 2. — Dérogations de droit.

Ce sont les dérogations accordées de plein droit par la loi à certaines industries limitativement déterminées. Les établissements bénéficiaires ont le droit de les appliquer sans aucune autorisation. Ces dérogations sont au nombre de cinq :

PREMIÈRE DÉROGATION. — *Repos par roulement.*

Le repos par roulement est accordé à certaines catégo-

(1) Arrêt du 30 novembre 1906.

ries d'établissements énumérées dans l'article 3 de la loi :

1° Fabrication de produits alimentaires destinés à la consommation immédiate ;

2° Hôtels, restaurants et débits de boisson ;

3° Débits de tabac et magasins de fleurs naturelles ;

4° Hôpitaux, hospices, asiles, maisons de retraite et d'aliénés, dispensaires, maisons de santé, pharmacies, drogueries, magasins d'appareils médicaux et chirurgicaux ;

5° Etablissements de bains ;

6° Entreprises de journaux, d'informations et de spectacles, musées et expositions ;

7° Entreprises de location de livres, de chaises, de moyens de locomotion ;

8° Entreprises d'éclairage et de distribution d'eau ou de force motrice ;

9° Entreprises de transport par terre autres que les chemins de fer, travaux de chargement et de déchargement dans les ports, débarcadères et stations ;

10° Industries où sont mises en œuvre des matières susceptibles d'altération très rapide ;

11° Industries dans lesquelles toute interruption entraînerait la perte ou la déprédation du produit en cours de fabrication.

Conformément à l'avant-dernier paragraphe de l'article 3, un décret a été rendu le 14 août 1907 qui énumère les industries figurant sous les n°s 10 et 11 ainsi que les autres catégories d'établissements qui pourront bénéficier du droit de donner le repos hebdomadaire par roulement.

La nomenclature contenue dans l'article 1^{er} de ce décret a été élaborée par le comité consultatif des arts et manufactures à la suite d'enquêtes approfondies qui ont été faites soit par le service de l'inspection du travail, soit par le service des mines.

L'article 2 du décret est ainsi conçu :

« Art. 2. — Outre les catégories d'établissements compris dans l'énumération qui précède, sont admis à donner le repos hebdomadaire par roulement les établissements qui, fonctionnant de jour et de nuit à l'aide d'équipes alternantes, auront suspendu, pendant 12 heures consécutives au moins, chaque dimanche, les travaux autres que ceux visés à l'article 4 et à l'article 5, § 1, de la loi du 13 juillet 1906. »

2^e DÉROGATION. — *Repos des spécialistes occupés dans les usines à feu continu.*

Un décret a été prévu par l'article 3 *in fine* pour déterminer les dérogations particulières au repos des spécialistes occupés dans les usines à feu continu ; différentes circulaires ont prévu des régimes provisoires valables jusqu'à sa promulgation (1).

3^e DÉROGATION. — *Repos d'une demi-journée par semaine.*

Ce mode de repos est réglé par l'article 5, § 1 : « Dans

(1) Circulaire du 3 septembre 1906 adressée par le ministre du commerce aux inspecteurs divisionnaires du travail ; Circulaire du ministre du travail du 9 septembre 1907.

tout établissement qui aura le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, le repos hebdomadaire pourra être réduit à une demi-journée pour les personnes employées à la conduite des générateurs et des machines motrices, au graissage et à la visite des transmissions, au nettoyage des locaux industriels, magasins ou bureaux ainsi que pour les gardiens ou concierges. »

En vertu de l'article 18, § 2, cette dérogation n'est pas applicable aux enfants de moins de 18 ans et aux filles mineures. Par tolérance il est fait application de cette dérogation aux magasins, donnant normalement à leur personnel le dimanche, pour la préparation des expositions de saison, ainsi que pour la préparation des inventaires (1).

4° DÉROGATION. — *Repos collectif du dimanche après-midi avec repos compensateur.*

Ce mode de repos est réglé par l'article 5, § 2, ci-dessous : « Dans les établissements de vente de denrées alimentaires au détail, le repos pourra être donné le dimanche après-midi, avec un repos compensateur par roulement et par semaine, d'une autre après-midi pour les employés âgés de moins de 21 ans et logés chez leurs patrons et, par roulement et par quinzaine, d'une journée entière pour les autres employés. »

5° DÉROGATION. — *Repos de deux demi-journées.*

Ce mode de repos est réglé par l'article 5, § 3 : « Dans

(1) Circulaire du ministre du travail relative au repos hebdomadaire du 10 avril 1907.

les établissements occupant moins de cinq ouvriers et employés et admis à donner le repos par roulement, le repos d'une demi-journée par semaine pourra être remplacé par deux repos d'une demi-journée, représentant ensemble la durée d'une journée complète de travail. »

Les établissements bénéficiaires de cette dérogation sont tous ceux qui sont admis, soit par la loi, soit par les règlements d'administration publique, soit par autorisation préfectorale, à donner le repos par roulement et qui occupent normalement un personnel total maximum de 4 personnes assujetties au repos hebdomadaire.

Si l'on cherche à préciser le sens de l'expression « représentant ensemble une journée complète de travail », on est amené à conclure que le législateur a défini en ces termes non pas la durée totale en heures de liberté des deux repos compensateurs, mais l'exonération des heures de travail.

Un exemple fera comprendre la portée de cette distinction : si la journée de travail d'un employé commence à 8 heures du matin pour finir à 8 heures du soir, soit au total 12 heures, il serait contraire à la loi de donner à cet employé deux repos de 8 heures à midi, car il ne se trouverait en fait exonéré que de 8 heures de travail par semaine au lieu de 12 heures. Mais on pourra lui donner une matinée et une après-midi ou deux matinées prolongées, jusqu'à une heure après-midi, ou *a fortiori* deux après-midi.

Ce régime n'est pas applicable aux personnes protégées par la loi du 2 novembre 1892, c'est-à-dire les femmes de tout âge et les garçons de moins de 18 ans qui sont occupés

dans les établissements industriels énumérés dans l'article 1, § 1, de la loi. Il y a lieu de remarquer qu'une circulaire du ministre du travail du 10 avril 1907 a étendu provisoirement ce régime aux établissements occupant moins de huit ouvriers.

§ 3. — Dérogations diverses résultant des articles 4, 5, 6, 7 de la loi du 13 juillet 1906.

Ce sont les dérogations qui ont pour but de répondre non à des besoins continus et permanents, mais à des nécessités de fait temporaires ou accidentelles.

Nous allons les passer rapidement en revue :

I. — *Exécution de travaux urgents.*

« ART. 4. — En cas de travaux urgents, dont l'exécution immédiate est nécessaire pour organiser des mesures de sauvetage, pour prévenir des accidents imminents, ou réparer des accidents survenus au matériel, aux installations ou aux bâtiments de l'établissement, le repos hebdomadaire pourra être suspendu pour le personnel nécessaire à l'exécution des travaux urgents. Cette faculté de suspension s'applique non seulement aux ouvriers de l'entreprise où les travaux urgents sont nécessaires, mais aussi à ceux d'une autre entreprise faisant les réparations pour le compte de la première. Dans cette seconde entreprise, chaque ouvrier devra jouir d'un repos compensateur d'une durée égale au repos supprimé. »

Les jeunes gens de moins de 18 ans et les femmes de

moins de 21 ans sont exclus de cette dérogation (art. 18, § 2).

Le patron qui veut en user doit adresser un avertissement à l'inspecteur du travail. Le préavis doit être envoyé avant le commencement du travail sauf le cas de force majeure.

II. — *Suppression du repos hebdomadaire les jours de fêtes locales pour les commerces de détail.*

« ART. 5, § 4. — Dans tout établissement où s'exerce un commerce de détail et dans lequel le repos hebdomadaire aura lieu le dimanche, ce repos pourra être supprimé lorsqu'il coïncidera avec un jour de fête locale ou de quartier désigné par un arrêté municipal. »

III. — *Suppression du repos pour compenser le chômage dans certaines industries.*

« ART. 6, § 1. — Dans toutes les catégories d'entreprises, où les intempéries déterminent des chômages, les repos forcés viendront au cours de chaque mois en déduction des jours de repos hebdomadaire. »

Ce sont surtout les industries du bâtiment qui sont susceptibles de bénéficier de cette dérogation. Elle doit être précédée de la formalité du préavis.

IV. — *Suppression du repos hebdomadaire quinze fois par an dans certaines industries.*

« ART. 6, § 2. — Les industries de plein air, celles qui ne travaillent qu'à certaines époques de l'année, pourront suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an. »

Les hôtels de villes de saison et de villes d'eaux peuvent bénéficier de cette disposition.

Cette dérogation doit être précédée de la formalité du préavis.

V. — *Suppression du repos hebdomadaire avec au moins quinze jours de repos par an.*

« ART. 6, § 3. — Les industries qui emploient des matières périssables, celles qui ont à répondre, à certains moments, à un surcroît extraordinaire de travail, et qui ont fixé le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, pourront également suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an. Mais pour ces deux dernières catégories d'industries, l'employé ou l'ouvrier devra jouir au moins de deux jours de repos par mois. »

On entend par matières périssables celles qui se détériorent rapidement et par le seul fait qu'elles ne sont pas employées immédiatement ; par exemple, les denrées alimentaires pour la fabrication des conserves.

Ont à répondre parfois à un surcroît extraordinaire de travail : les industries du vêtement, de la parure, etc. Cette dérogation est soumise à la formalité du préavis.

VI. — *Suppression du repos hebdomadaire quinze fois par an dans les établissements soumis au contrôle de l'Etat.*

« ART. 7. — Dans les établissements soumis au contrôle de l'Etat, ainsi que dans ceux où sont exécutés des travaux pour le compte de l'Etat et dans l'intérêt de la défense nationale, les ministres intéressés pourront suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an. »

Le ministre intéressé est celui qui commande les travaux ; c'est à lui d'accorder l'autorisation.

SECTION III. — Contrôle de la loi du 13 juillet 1906.

§ 1^{er}. — Autorités chargées du contrôle.

Elles sont énumérées par l'article 11 de la loi qui est ainsi conçu :

« ART. 11. — Les inspecteurs et les inspectrices du travail sont chargés, concurremment avec tous les officiers de police judiciaire, de constater les infractions à la présente loi.

« Dans les établissements soumis au contrôle du ministre des travaux publics, l'exécution de la loi est assurée par des fonctionnaires chargés de ce contrôle, placés à cet effet sous l'autorité du ministre du commerce et de l'industrie. Les délégués mineurs signalent les infractions dans leur rapport. »

Inspecteurs du travail.

Les inspecteurs du travail sont les fonctionnaires chargés d'assurer l'application des lois réglementant le travail.

Ils ont été créés par la loi du 22 mars 1841 sur le travail des enfants dans les usines et les manufactures ; mais le service de l'inspection n'a fonctionné sérieusement qu'à partir de la loi du 19 mai 1874. Depuis, les décrets du 13 décembre 1892, du 17 mai 1905 et du 11 juillet 1906

ont réglementé sa composition et son fonctionnement. Il y a 11 inspecteurs divisionnaires du travail qui ont sous leurs ordres 117 inspecteurs et inspectrices départementaux.

Comment s'accomplit leur mission ?

Il est certain que les inspecteurs ont le droit d'entrer dans les établissements soumis à la loi. Ce droit leur est accordé d'une façon expresse par certaines lois comme la loi de 1892 (art. 20) et, d'une façon tacite, par la loi de 1906.

Ont-ils le droit d'y pénétrer pendant la nuit ? La Cour de cassation a posé à cet égard les règles suivantes :

Les inspecteurs du travail peuvent, pour l'accomplissement de leur mission, pénétrer à toute heure du jour et de la nuit dans les établissements où le travail est organisé pendant le jour et pendant la nuit. Au contraire, lorsqu'il s'agit d'établissements où le travail n'est organisé que pendant le jour, les inspecteurs du travail ne peuvent, sans violer le principe de l'inviolabilité du domicile, y pénétrer pendant la nuit, à l'effet de rechercher s'il ne s'y commet pas une contravention du travail.

Toutefois les inspecteurs du travail peuvent toujours, pendant la nuit, réclamer l'ouverture d'un établissement où le travail n'est organisé que pendant le jour, lorsqu'ils ont recueilli des indices leur permettant de croire à une contravention du travail. Mais ce droit ne peut leur être reconnu que sous le contrôle des tribunaux auxquels il appartient d'apprécier si, à raison des présomptions de fraude à la loi résultant des circonstances de fait relatées

au procès-verbal ou régulièrement établies, la réquisition d'ouverture de l'établissement a été légalement faite (1).

Les inspecteurs du travail doivent dresser leurs procès-verbaux en deux exemplaires dont l'un est envoyé au préfet du département et l'autre déposé au parquet. Les procès-verbaux doivent contenir tous les éléments nécessaires pour déterminer la conviction du juge. Ils font foi jusqu'à preuve contraire.

Il a été admis sous l'empire des lois précédentes que les procès-verbaux ne formaient pas le titre unique et exclusif de l'action publique, qu'ils ne constituaient que de simples preuves à l'appui de cette action et que les infractions pouvaient, en outre, être établies, comme toutes les contraventions de police, à défaut de procès-verbaux, soit par rapports, soit même par témoins.

Officiers de police judiciaire.

Le législateur de 1906 a estimé à juste titre que les inspecteurs du travail ne pourraient suffire pour veiller à l'application d'une loi qui s'étend à la moindre boutique de village et il leur a adjoint tous les officiers de police judiciaire.

L'article 9 du Code d'instruction criminelle donne l'énumération des fonctionnaires chargés d'exercer la police judiciaire. Ce sont : les gardes champêtres et les gardes forestiers, les commissaires de police, les maires et les adjoints aux maires, les procureurs de la République et leurs

(1) Cass., 12 juillet 1902, D.P. 03.1.427.

substitués, les juges de paix, les officiers de gendarmerie, les juges d'instruction.

Fonctionnaires chargés de l'application de la loi dans les établissements soumis au contrôle du ministre des travaux publics.

Ces fonctionnaires sont les ingénieurs et sous-ingénieurs et contrôleurs des mines qui exercent leur contrôle dans les mines, minières et carrières ainsi que leurs dépendances, en général tous les travaux souterrains, les chemins de fer industriels et miniers ainsi que les tramways. Ils ont à l'égard de ces établissements un pouvoir exclusif de surveillance et les inspecteurs de travail ou les officiers de police judiciaire sont radicalement incompétents pour y dresser des procès-verbaux.

§ 2. — Réglementation destinée à assurer un contrôle effectif

I. — *Contrôle des établissements qui appliquent le principe du repos collectif fixé au dimanche.*

Aucune mesure spéciale n'est prescrite par la loi ou par les règlements d'administration publique pour assurer le contrôle de ces établissements. Il suffit en effet aux fonctionnaires chargés de cette mission de s'y présenter le dimanche et de constater si le patron de l'établissement occupe, ce jour-là, des ouvriers ou employés.

II. — *Contrôle des établissements qui bénéficient d'une des dérogations prévues par la loi.*

L'article 10 de la loi de 1906 s'en rapporte pour l'orga-

nisation de ce contrôle a des règlements d'administration publique. Ce sont les décrets du 24 août 1906 et du 13 juillet 1907, qui imposent un certain nombre de mesures aux établissements qui bénéficient de régimes exceptionnels.

Ces mesures sont les suivantes :

A) Apposition d'affiches.

B) Tenue de registres.

C) Envoi de préavis.

A. — Apposition d'affiches.

Lorsque le repos hebdomadaire est donné collectivement à la totalité ou à une partie du personnel, soit un autre jour que le dimanche, soit du dimanche midi au lundi midi, soit le dimanche après-midi sous réserve du repos compensateur, soit suivant tous autres modes exceptionnels prévus par la loi, des affiches doivent indiquer les jours et heures du repos ainsi donné.

L'affiche doit être facilement accessible et lisible. Un duplicata doit en être envoyé, avant la mise en service, à l'inspecteur du travail de la circonscription.

L'affiche est destinée à assurer le contrôle des inspecteurs du travail et même le contrôle moral du public qui est ainsi mis au courant de la situation de l'établissement.

B. — Tenue de registres.

Lorsque le repos n'est pas donné collectivement à tout le personnel, soit pendant la journée entière du dimanche, soit sous l'une des autres formes prévues par la loi, un registre spécial doit mentionner les noms des employés et

ouvriers soumis à un régime particulier de repos et indiquer ce régime. En ce qui concerne chacune de ces personnes, le registre doit faire connaître le jour et éventuellement les fractions de journées choisies pour le repos.

L'inscription sur ce registre des employés et ouvriers récemment embauchés devient obligatoire après un délai de 6 jours. Jusqu'à l'expiration de ce délai et à défaut d'inscription sur le registre, il ne peut être réclamé par les agents du contrôle qu'un cahier régulièrement tenu portant l'indication du nom et de la date de l'embauchage de l'ouvrier ou employé.

Le registre est tenu constamment à jour ; la mention des journées de repos dont bénéficie un employé ou ouvrier peut toujours être modifiée ; il suffit que la modification de service soit portée au registre avant de recevoir exécution ; toutefois la modification ainsi faite ne peut en aucun cas priver le remplaçant d'un repos auquel il a droit.

Le registre reste à la disposition des agents chargés du contrôle et doit être communiqué aux ouvriers et employés qui en font la demande. Il est visé par les agents du contrôle au cours de leur visite.

C. — Envoi de préavis.

Tout chef d'entreprise ou gérant qui veut suspendre le repos hebdomadaire en vertu, soit de l'article 4, soit des paragraphes 2 et 3 de l'article 6 de la loi, doit en aviser immédiatement et, sauf le cas de force majeure, avant le commencement du travail, l'inspecteur de sa circonscrip-

tion. Il doit faire connaître à ce fonctionnaire les circonstances qui justifient la suspension du repos hebdomadaire, indiquer la date et la durée de cette suspension et spécifier le nombre d'employés et d'ouvriers auxquels elle s'applique.

En outre, dans le cas prévu par l'article 4, lorsque des travaux urgents sont exécutés par une entreprise distincte, l'avis du chef, du directeur ou du gérant de cette entreprise mentionne la date du jour de repos compensateur assuré au personnel.

Pour les industries déterminées au paragraphe 3 de l'article 6, l'avis indique les deux jours de repos mensuels réservés aux employés et aux ouvriers.

Dans les établissements spécifiés au paragraphe 1^{er} de l'article 6 de la loi, le chef d'entreprise, directeur ou gérant, doit, en cas de repos imposé par les intempéries, en prévenir, le jour même, l'inspecteur du travail et lui indiquer le nombre des personnes qui ont chômé. Il fait connaître, la veille au plus tard, à l'inspecteur les jours où le repos hebdomadaire sera supprimé en compensation du chômage.

Dans tous ces cas, la copie de l'avis doit être affichée dans l'établissement pendant toute la durée de la dérogation.

Il ne faut pas voir dans le préavis une demande d'autorisation. L'inspecteur n'a pas à accorder ou à refuser la dérogation ; il doit seulement examiner si le patron se trouve dans les conditions voulues.

Si le patron a droit à la dérogation, il est d'usage que l'inspecteur l'en avertisse, mais cet avertissement n'est pas indispensable et le patron peut fort bien passer outre s'il ne l'a pas reçu ou si l'inspecteur l'a averti qu'il n'était pas dans les conditions voulues. Dans ce cas, c'est aux tribunaux à apprécier si le patron se trouve dans une des situations qui lui donnent droit aux dérogations spéciales qui s'accompagnent de la formalité du préavis.

Comment faire la preuve que la lettre de préavis a été envoyée ? Ce sera difficile si la lettre s'est égarée ou est arrivée trop tard à destination. Aussi le patron agira-t-il prudemment en envoyant une lettre recommandée, car c'est à lui à faire la preuve et, quelle que soit sa bonne foi, il est exposé à une condamnation s'il ne fournit pas des justifications.

SECTION IV. — Infractions et pénalités.

La loi du 13 juillet 1906 prévoit deux catégories d'infractions :

- 1° Les infractions pour inobservation de la loi et des règlements d'administration publique ;
- 2° Les infractions pour obstacle apporté à la mission de l'inspecteur.

§ 1. — Inobservation de la loi et des règlements.

Il faut distinguer entre une première contravention et la récidive.

Première contravention.

Le contrevenant est justiciable du tribunal de simple police et passible d'une amende de 5 à 15 francs. Le tribunal de police compétent est celui de l'établissement où l'infraction a été consommée.

La règle du non-cumul des peines ne s'applique pas. Toutefois, conformément à l'article 13, le maximum de l'amende ne peut dépasser 500 francs.

Comme pour toutes les contraventions, la bonne foi n'est pas admise. Mais conformément à l'article 64 du Code pénal, il y a lieu d'admettre l'excuse de la force majeure. La force majeure doit consister non dans une simple difficulté, mais dans l'impossibilité absolue de se conformer à la loi.

Il a été jugé que le commerçant qui, se trouvant dans l'impossibilité absolue d'assurer le service de son établissement, par suite de congés et de maladies survenus subitement dans son personnel, supprime le repos hebdomadaire à un de ses employés, cède au cas de force majeure et doit être relaxé des fins de la poursuite exercée contre lui pour infraction à la loi (1).

Récidive.

En cas de récidive, le contrevenant est poursuivi devant

(1) Tribunal de simple police de Toulouse, 22 décembre 1906, D. P. 07.5.39.

le tribunal correctionnel et passible d'une amende de 16 à 200 francs.

Pour qu'un chef d'établissement soit déclaré en état de récidive, il faut non seulement qu'il ait déjà été condamné pour infraction à la loi sur le repos hebdomadaire, mais que la première condamnation soit basée sur des faits identiques et prévus par le même texte de loi que ceux qui motivent la seconde poursuite. Par exemple, il n'y aura pas lieu de déclarer en état de récidive le patron qui, condamné une première fois pour avoir fait travailler un ouvrier pendant le jour de repos collectif, sera poursuivi pour avoir appliqué une dérogation soumise à la formalité du préavis sans prévenir l'inspecteur.

Pour qu'il y ait récidive, il faut, en outre, que la première condamnation ait été prononcée dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi. Le délai de douze mois court à partir du jour où le jugement est devenu définitif, c'est-à-dire lorsque le contrevenant a épuisé tous les délais d'opposition, d'appel et de pourvoi en cassation.

La récidive change le caractère de l'infraction qui devient un délit. Les juges ont donc la possibilité d'appliquer la loi Bérenger. Toutefois c'est un délit contraventionnel et les amendes peuvent être cumulées jusqu'à la somme de 3.000 francs (art. 15 *in fine*).

Circonstances atténuantes.

L'article 16, § 3, permet au juge d'appliquer les circonstances atténuantes aux contraventions et aux délits que nous venons d'examiner.

§ 2. — Obstacle apporté à la mission de l'inspecteur.

L'article 16 (§§ 1 et 2) punit d'une amende de 100 à 500 francs quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement du service d'un inspecteur et, en cas de récidive, l'amende est portée de 500 à 1.000 francs.

La loi de 1906 ne fait que reproduire une disposition déjà insérée dans la plupart des lois ouvrières et notamment dans la loi de 1892. L'infraction constitue un délit et est passible du tribunal correctionnel.

§ 3. — Personnes pénalement et civilement responsables.

Responsabilité pénale.

Sont pénalement responsables les chefs d'entreprises, directeurs ou gérants qui auront contrevenu à la loi ou aux règlements (art. 13, § 1).

Il n'y a lieu de poursuivre en cas d'infraction que celui qui a effectivement la direction de l'entreprise. Echappe à l'application de la loi le directeur ou gérant qui n'a pas une indépendance suffisante pour appliquer ou ne pas appliquer à son gré la loi et ne fait qu'obéir aux ordres donnés. Les tribunaux ont à cet égard un pouvoir souverain d'appréciation.

Responsabilité civile.

Les chefs d'entreprise sont civilement responsables des amendes prononcées contre leurs directeurs ou gérants (art. 14).

Cette disposition exorbitante du droit commun est destinée à éviter que certains chefs d'établissements ne cherchent à s'abriter derrière des hommes de paille pour violer impunément la loi. Elle est contraire au principe de la personnalité des peines.

CHAPITRE VI

DU RÔLE DES SYNDICATS PROFESSIONNELS DANS L'APPLICATION DE LA LOI DU 13 JUILLET 1906.

Tolérés avant 1884, institués légalement depuis, les syndicats prennent de jour en jour plus de développement. Leur nombre et leur puissance ne font que s'accroître. Ouvriers, employés et patrons, agriculteurs, médecins, pharmaciens, viticulteurs se groupent pour défendre leurs intérêts. Les fonctionnaires eux-mêmes entrent dans le mouvement et l'Etat-patron doit compter avec une force nouvelle aussi formidable qu'insoupçonnée, issue de l'organisation de ceux qu'il avait toujours considérés comme entièrement sous sa dépendance.

Le syndicalisme apparaît comme un des phénomènes les plus curieux de l'histoire moderne et on peut se demander si nous ne verrons pas un jour les syndicats substituer leur autorité à celle de l'Etat. Nous n'avons pas à nous poser ici cette question, ni à considérer le rôle politique des syndicats, mais à examiner quel est, au point de vue professionnel, le rôle qu'ils ont à jouer dans l'application de la loi du 13 juillet 1906 et comment ils doivent procéder pour défendre les intérêts collectifs dont ils ont la garde.

Nous verrons que leur mission ne doit pas se borner à émettre des avis sur les demandes de dérogations et qu'ils puisent dans leurs attributs généraux le droit d'intervenir à d'autres titres, notamment devant les tribunaux administratifs et judiciaires. Nous nous occuperons plus spécialement des syndicats ouvriers dont l'intervention revêt un caractère particulièrement important dans l'application d'une loi votée en faveur de la classe ouvrière.

SECTION I.— Consultation des syndicats patronaux et ouvriers.

L'article 8 de la loi du 13 juillet 1906 dispose que le préfet doit, avant d'accorder ou refuser les dérogations, demander, entre autres, l'avis des syndicats patronaux et ouvriers intéressés de la commune.

Que faut-il entendre par « syndicats intéressés » ? Ce sont évidemment les syndicats de la même profession que l'établissement qui demande l'autorisation. Par syndicats de la commune, il faut entendre tous les syndicats dont l'action s'étend sur la commune et qui y ont des représentants. Un syndicat peut avoir un grand nombre d'adhérents dans une commune sans y avoir son siège. D'autre part, les spécialités intéressées ne sont pas toujours réparties en syndicats ayant le titre de chaque spécialité. Il y a donc, en dehors des syndicats spéciaux à la profession qui ont leur siège dans la commune et pour lesquels le texte ne présente aucune ambiguïté, des syndicats répondant plus

ou moins à la définition de l'article 8, § 2. Une circulaire du 9 août 1906 a prévu ces difficultés et recommande aux préfets d'engager les maires à les solutionner en faisant connaître qu'une enquête est ouverte dans la commune, que la demande motivant l'enquête sera communiquée, à la mairie, aux syndicats intéressés pendant un mois au plus et que les dits syndicats devront, avec leur avis, faire connaître à quel titre ils sont intéressés à l'enquête.

Les avis exigés par l'article 8 ont certainement le caractère d'une formalité substantielle et leur omission doit entraîner la nullité des arrêtés préfectoraux, car ils sont les éléments principaux dans lesquels le législateur a entendu que le préfet chercherait ses motifs de décision.

Si les syndicats intéressés, mis régulièrement en demeure de donner leur avis, ont refusé ou négligé de le faire, leur mauvais vouloir ne peut, en l'absence de toute faute de l'administration, faire échec à l'application de la loi et le préfet a le droit de passer outre.

Les syndicats ont donc intérêt à donner leur avis dans les délais, surtout au sujet des premières demandes, car s'ils laissent accorder un régime exceptionnel à un établissement, tous les établissements similaires ont le droit de solliciter le même traitement et l'avis des syndicats ne présente plus alors aucune utilité.

Les syndicats ouvriers se sont montrés en général hostiles aux demandes de dérogations, alors que les chambres de commerce et les syndicats patronaux émettaient des avis favorables.

SECTION II. — **L'intervention des syndicats professionnels devant les tribunaux relativement à l'application de la loi du 13 juillet 1906.**

La loi du 21 mars 1884 donne aux syndicats professionnels le droit d'ester en justice, mais sans indiquer de façon précise dans quels cas l'action syndicale est recevable. La jurisprudence a dû suppléer au silence des textes. Malheureusement les solutions qu'elle fournit sont loin de présenter toujours un degré suffisant de certitude et d'uniformité. Nous allons essayer d'abord de dégager les grands principes admis par la majorité des cours et tribunaux, nous en ferons ensuite l'application au sujet qui nous occupe.

Recevabilité de l'action syndicale.

Aucune difficulté n'existe pour l'action qui naît au profit du syndicat considéré comme formant une personne distincte de ses membres : qu'il s'agisse pour lui de défendre sa légalité, son patrimoine, le syndicat représenté par son président ou par toute autre personne tenant ses pouvoirs des statuts doit nécessairement être admis à ester en justice. Mais le syndicat est appelé aussi à exercer les actions de ses membres. Ceux-ci, en se syndiquant, confondent leurs intérêts personnels avec les intérêts propres du syndicat ; ils entendent utiliser cette force collective dont ils disposent pour leur profit individuel et faire du syndicat une sorte de mandataire général se substituant à eux pour

exercer leurs actions quand elles ont un caractère professionnel.

Dans quelles limites les syndicats peuvent-ils exercer les actions qui naissent dans la personne de leurs membres ?

Tout d'abord il faut que l'action ait pour but de soutenir un intérêt professionnel commun à l'ensemble des membres syndiqués. Le syndicat, organe collectif, n'a qualité que pour exercer les actions collectives qui tendent à la réalisation du but pour lequel il a été créé. Ce principe est admis sans contestation ; mais les difficultés commencent lorsqu'il s'agit de déterminer la nature de l'intérêt collectif qui doit donner naissance à l'action sociale.

De certaines décisions il ressort que l'action sociale ne doit pas seulement représenter la totalisation d'actions individuelles qui auraient déjà par elles-mêmes une existence personnelle et indépendante, mais qu'elle doit servir essentiellement à défendre les intérêts collectifs qui, en l'absence d'action sociale, se trouveraient dépourvus de toute protection légale. Dans ce système, il faudrait supposer, par exemple, un préjudice causé à la corporation en général, mais dont les membres ne pourraient pas individuellement se plaindre, faute d'être en mesure d'établir le dommage particulier subi par chacun d'eux. En un mot, l'action sociale serait irrecevable quand les syndiqués auraient à leur disposition une ou plusieurs actions individuelles, si minime qu'en puisse ressortir le profit pour chacun d'eux. C'est la théorie de M. Waldeck-Rousseau,

telle qu'il l'a formulée dans une consultation produite devant la Cour d'Aix en 1887 (1). Elle a été consacrée par quelques décisions de justice, parmi lesquelles il faut citer un arrêt de la chambre civile de la Cour de cassation du 8 février 1893 (2) (Chambre syndicale des ouvriers tisseurs de Chauffailles).

Nous ne pouvons l'admettre sans réserves et nous pensons que les actions syndicales peuvent coexister légalement dans bien des cas avec les actions individuelles, soit que les intéressés ne puissent pas, soit qu'ils ne veuillent pas les exercer. Le syndicat remplit, en effet, un rôle conforme à son but quand il entreprend à ses frais un procès dont tous ses membres profiteront plus tard et qui ne pourrait être intenté utilement par les parties lésées, faute d'un préjudice pécuniaire suffisant de nature à compenser les troubles et les risques d'une instance. La loi de 1884 a pour but de fortifier les intérêts collectifs et doit être interprétée très libéralement dès qu'il s'agit de les protéger. Sa portée serait bien restreinte si, pour que la personnalité du syndicat puisse se manifester en justice, il fallait que les intérêts collectifs dont il a la garde restassent absolument distincts des intérêts individuels de ses membres. D'ailleurs, l'autorité des décisions rendues en faveur de cette thèse est, en général, assez faible, car la plupart sont motivées par des raisons spéciales. Ainsi l'ar-

(1) Consult. de M. Waldeck-Rousseau rapportée dans le *Recueil périodique de procédure civile de Rousseau et Laisney*, 1887, p. 49.

(2) D. P. 93.1.221.

rêt de la chambre civile que nous avons cité donne comme principal motif du refus d'action qu'il s'agit de la violation d'une convention relative aux salaires dans laquelle le syndicat n'a pas été partie et a simplement servi d'intermédiaire entre les patrons et les ouvriers.

A l'encontre de cette thèse restrictive, un mouvement très remarquable s'est produit dans la jurisprudence en faveur d'une interprétation beaucoup plus large de la loi de 1884. Un grand nombre de décisions ont reconnu aux syndicats professionnels la faculté d'exercer collectivement les actions appartenant à leurs membres. Les plus anciennes ont été rendues en faveur des syndicats de pharmaciens (1), d'autres en faveur de syndicats du commerce des vins (2).

Un jugement du tribunal de la Seine du 4 février 1892 (3) (Syndicat de la Compagnie des omnibus contre Compagnie générale des omnibus), rendu à l'occasion d'un contrat collectif de travail passé entre la Compagnie des omnibus de Paris et les employés, fait une distinction : le syndicat n'a pas qualité pour réclamer le paiement d'heures supplémentaires exigées de certains employés contrairement au traité, mais il peut agir contre la Compagnie pour la faire condamner, à peine de dommages-intérêts, à respecter la convention conclue avec lui.

(1) Paris, 20 janvier 1886, D. P. 86.2.170 ; Paris, 16 décembre 1891, D. P. [93.2.480.

(2) Angers, 11 avril 1889 et sur pourvoi : Crim. rej., 26 juillet 1889, D. P. 90.1.239.

(3) *Gaz. Pal.*, 92.1.221.

La Cour de cassation, dans un arrêt de rejet du 5 janvier 1897 (1), s'est prononcée pour la recevabilité de l'action syndicale dans l'espèce suivante : Un syndicat d'étangs-poissonniers avait introduit une action contre un groupe d'usiniers dont les eaux d'usines endommageaient leurs étangs et détruisaient leurs poissons. Il est évident que chaque propriétaire subissait un préjudice personnel et avait, par suite de cette disposition, une action individuelle en dommages-intérêts. L'action du syndicat fut cependant déclarée recevable par la Cour d'Amiens le 13 mars 1895 (2).

Celle-ci jugea que le syndicat défendait un intérêt économique commun. Tous les étangs communiquaient entre eux et tous étaient par suite plus ou moins contaminés. Le syndicat avait d'ailleurs restreint ses conclusions : 1° à ce qu'il fût fait défense aux usiniers, sous une clause pénale, de laisser couler les eaux usinières ; 2° à ce qu'il fût procédé à un curage de la vase contaminée sans sollicitation de dommages-intérêts au profit de ses membres. Cependant, même ainsi délimitées, les demandes formulées devant la Cour d'Amiens auraient pu sans difficulté être intentées par chaque propriétaire individuellement. La Cour de cassation a rejeté le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'Amiens en décidant que les mesures sollicitées par le syndicat avaient pour but non de donner satisfaction à des intérêts purement individuels, mais d'as-

(1) D. P. 97.1.10.

(2) D. P. 95.2.553.

surer, dans un intérêt professionnel général, la reproduction et la conservation du poisson qui faisaient légalement l'objet de la constitution du syndicat, admettant ainsi que la recevabilité de l'action syndicale dépend principalement de la question de savoir si celle-ci a pour but de défendre un intérêt professionnel général, même quand elle est basée sur des faits susceptibles de donner naissance à des actions individuelles.

Cette théorie a été de nouveau consacrée par la Cour de Poitiers le 3 juin 1904 (1) dans des termes encore plus explicites : Une compagnie de chemins de fer avait transporté des vins dans un wagon-foudre. Le destinataire les vendit hors de l'enceinte de la gare à divers acheteurs. Mais ceux-ci, le marché une fois conclu, c'est-à-dire la vente devenue parfaite, devaient pénétrer jusqu'au wagon-foudre pour compter et peser les quantités achetées. Ils accomplissaient ainsi des actes destinés à vérifier la livraison des quantités vendues. Le syndicat du commerce des vins intervint et prétendit qu'il y avait eu violation du décret du 1^{er} mars 1901, aux termes duquel aucun crieur, vendeur ou distributeur d'objets quelconques ne peut être admis par les compagnies à exercer sa profession dans les locaux ou bâtiments des gares qu'en vertu d'une autorisation du préfet du département. La Cour de Poitiers déclara l'action syndicale recevable, en spécifiant que peu importait que les intérêts des membres de la corpora-

(1) D. P. 04.2.367.

tion fussent identiques à ceux de la corporation elle-même ; car, dit la Cour, « une corporation ne se conçoit pas comme une pure abstraction ».

Enfin un arrêt de la Cour de cassation du 27 juillet 1907 (1), cassant un arrêt de la Cour de Paris, étend d'une façon considérable et précise les cas de recevabilité de l'action syndicale. Cet arrêt admet que, pour constituer une collectivité d'intérêts recevable à ester en justice, il n'est point nécessaire que le syndicat ait obtenu l'adhésion de l'ensemble ou de la plus grande partie des intérêts qu'il a groupés et qu'il lui suffit d'exercer une action en réparation du préjudice causé aux intérêts collectifs qu'il représente.

On peut donc dire, pour se servir d'une expression de M. Planiol, que la majorité de la jurisprudence française permet aujourd'hui de syndicaliser l'exercice des actions en justice. Elle y arrive en s'appuyant sur la loi du 21 mars 1884 et sur la raison d'être des syndicats qui sont fondés pour défendre l'ensemble des intérêts individuels de leurs membres.

Le législateur lui-même n'a pas hésité à entrer dans cette voie : la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine autorise les syndicats de médecins à exercer l'action civile, dans l'intérêt du corps médical, contre les personnes coupables d'exercice illégal de la médecine et leur permet d'user dans ce but du droit de citation directe

(1) *Gaz. Pal.*, 1907, n° 285.

dans les termes de l'article 181 du Code d'instruction criminelle.

La loi du 29 juin 1907 sur le mouillage des vins et les abus de sucrage admet d'une façon expresse la recevabilité de l'action syndicale : « ART. 9. — Les syndicats formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture et de la viticulture ou du commerce et trafic des vins, pourront exercer sur tout le territoire de la France et des colonies les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 66, 67 et 68 du Code d'instruction criminelle relativement aux faits de fraude et de falsification des vins ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil, en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil. »

Notons, dans le même ordre d'idées, de nombreuses décisions de justice qui admettent l'action syndicale, lorsqu'un texte légal réglementant l'exercice de la profession est violé au préjudice d'un ou de plusieurs membres du syndicat ou même de la corporation. C'est ainsi qu'on reconnaît aux syndicats de pharmaciens le droit de poursuivre les individus exerçant illégalement cette profession, en raison de ce que la profession toute entière est intéressée à la répression des atteintes au monopole dont elle est investie (1).

De même la jurisprudence tend de plus en plus à admettre la recevabilité des actions syndicales quand elles

(1) Trib. corr. Seine, 22 novembre 1902, D. P. 04.2.221.

ont pour objet de réprimer les fraudes, contrefaçons et faits de concurrence déloyale qui seraient de nature à préjudicier aux intérêts des adhérents syndiqués (1). D'autres décisions plus rares reconnaissent aux syndicats le droit de poursuivre l'application des lois protectrices de la classe ouvrière (2).

En résumé, autant qu'il est possible de formuler des règles dans un problème dont la théorie générale reste à dégager, la jurisprudence semble admettre les principes suivants en matière de recevabilité des actions syndicales :

1° L'action syndicale est recevable quand elle a pour but de protéger les intérêts collectifs de la corporation.

2° Elle peut coexister avec une ou plusieurs actions individuelles.

3° Les syndicats ont le droit de poursuivre devant les tribunaux la réparation du préjudice moral collectif que cause à leurs membres la violation des textes légaux réglementant l'exercice de la profession à laquelle ils appartiennent.

Voyons maintenant comment nous devons faire application de ces principes aux actions syndicales provoquées par la loi du 13 juillet 1906.

Ces actions sont de deux sortes :

(1) Bourges, 1^{er} août 1898, D. 98.2.129 ; Aix, 9 juin 1906, *Gaz. Pal.*, 1906, n° 185.

(2) Bordeaux, 21 mars 1906, *Bull. off. trav.*, 1906.826. Cette décision a été rendue au sujet de l'application de la loi du 14 mars 1904 sur le placement des employés et ouvriers.

A. — Actions devant le Conseil d'Etat.

B — Actions devant les tribunaux judiciaires.

A. — Actions devant le Conseil d'Etat.

Nous avons vu que les articles 8 et 9 de la loi du 13 juillet 1906 chargent les préfets de statuer sur les demandes de dérogation de l'article 2 et le Conseil d'Etat de se prononcer sur la validité des arrêtés préfectoraux. On s'est demandé si les syndicats patronaux avaient qualité pour présenter et soutenir des demandes de dérogation pour la totalité de leurs membres. La question s'est posée aussi du droit pour les syndicats ouvriers de déférer en Conseil d'Etat les arrêtés préfectoraux. Dans un arrêt du 28 décembre 1906 (1), le Conseil d'Etat a décidé qu'un syndicat patronal ne pouvait adresser au préfet une demande générale de dérogation pour la totalité de ses membres. M. Romieu avait pris à cette occasion des conclusions qui jettent un jour définitif sur les diverses questions soulevées en ce qui concerne les syndicats patronaux et ouvriers. En voici quelques extraits :

« La question qui se pose est celle de la qualité des syndicats pour introduire auprès du préfet les demandes et auprès du Conseil d'Etat les instances prévues par les articles 2 et 8 de la loi ; mais elle se rattache à la question beaucoup plus générale de la capacité des syndicats pro-

(1) Cons. d'Etat, 28 décembre 1906, « Syndicat des patrons coiffeurs de Limoges », D. P. 07.3.13.

fessionnels pour intenter des actions dans les affaires qui touchent d'une manière plus ou moins directe leurs membres : il ne s'agit pas, remarquez-le bien, du simple droit pour les syndicats d'intervenir au cours d'une action intentée par tel ou tel de leurs adhérents, mais du droit d'intenter eux-mêmes les actions. »

.

*Des demandes de dérogation à la loi sur le repos hebdomadaire
 formées pour leurs membres par des syndicats de patrons.*

« Les demandes de dérogation à la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire ont un caractère nettement individuel. Il est bien vrai que l'article 8 oblige à accorder la même dérogation à tous les établissements situés dans la même ville, faisant le même genre d'affaires et s'adressant à la même clientèle ; d'où la possibilité pour une dérogation individuelle d'avoir, en fait, des conséquences très générales. Il n'en est pas moins vrai que toute demande devra donner lieu à un examen séparé, à une autorisation strictement personnelle et que, pour chacun, le préfet, avant de lui délivrer son titre, devra rechercher s'il se trouve dans les circonstances de fait exigées par la loi. L'assimilation prévue par l'article 8 ne se produit pas *de plano* : il doit y avoir pour chacun un arrêté préfectoral qui rejette ou accorde, suivant les justifications présentées. Les demandes en dérogation, en raison de ce caractère

strictement individuel, ne peuvent donc donner lieu qu'à une action individuelle ; dès lors, les demandes de dérogation formées par les chambres syndicales de patrons pour les membres qui les composent, sont, à titre d'action syndicale, non recevables. Pour que, en cette matière, la demande du syndicat puisse être accueillie, il faut qu'il se présente comme le mandataire des patrons demandeurs en dérogation, exerçant en leur nom et pour le compte de chacun d'entre eux l'action individuelle, avec telle justification du mandat qu'il appartiendra au juge, selon les circonstances, d'exiger. C'est la condition nécessaire de la recevabilité de l'action ; c'en est, en même temps, la condition suffisante.

« La conclusion à laquelle nous arrivons vise uniquement les pourvois formés par les chambres syndicales de patrons contre le refus de dérogation ; nous ne voudrions pas que l'on se méprit sur notre pensée et que l'on fût tenté, par une fausse analogie, de croire que la même solution s'imposerait pour les pourvois formés par les syndicats ouvriers contre des arrêtés préfectoraux accordant des dérogations. Il importe, en effet, de considérer simultanément les deux faits de la question.

« La loi du 13 juillet 1906 a été faite dans l'intérêt des ouvriers : les dérogations sont subordonnées, pour les patrons, à certaines conditions légales ; il appartient donc aux ouvriers bénéficiaires de la loi de contester en droit la légalité d'une dérogation accordée au patron. Nous avons décidé, disait le rapporteur dans la séance du Sénat

du 5 avril 1906, que l'arrêté pourrait toujours être frappé d'appel de telle façon que, s'il y a abus dans un sens ou dans l'autre, l'intéressé puisse toujours en appeler. Ces pourvois, lorsqu'ils seront formés par un syndicat ouvrier, auront-ils le caractère d'une action syndicale ou d'une action individuelle ? Il nous semble ici que la situation juridique est toute différente de celle correspondant au cas où le pourvoi est formé par le demandeur en dérogation : les ouvriers n'ont aucune demande individuelle à former, aucun titre nominatif à obtenir ; le syndicat se pourvoit contre un acte positif du préfet, qui, en raison de la généralisation même dont il peut être l'objet, est de nature à léser les intérêts collectifs de la profession ; il ne plaide pas au nom de telle ou telle personne, qui devrait le cas échéant être nominativement renvoyée devant le préfet, il plaide au nom de l'ensemble des ouvriers qui se prévalent du principe édicté en leur faveur par la loi, et demandent non la délivrance d'un titre individuel, mais l'annulation d'un titre individuel qui fait tort au droit de la corporation, il semble que ce soit bien là le cas de l'action syndicale ; la solution pourrait donc et devrait, selon nous, être tout autre que dans l'hypothèse qui nous occupe, et c'est pourquoi nous avons tenu à la réserver (1). »

.
.

Les conclusions de M. Romieu sont très juridiques et

(1) *Revue de droit public*, janvier 1907.

conformes aux principes généraux que nous avons dégagés en matière de recevabilité de l'action syndicale. C'est à bon droit, selon nous, qu'il fait une distinction entre les actions formées par les syndicats ouvriers et celles formées par les syndicats patronaux.

Le syndicat ouvrier, qui se pourvoit contre un arrêté du préfet, agit, en effet, non seulement dans l'intérêt de ses membres qui travaillent dans l'établissement demandeur en dérogation, mais aussi dans l'intérêt de tous ceux qui travaillent dans des établissements de même nature et qui sont exposés, en vertu de l'article 8, § 4, de la loi, à se voir appliquer le régime accordé à un seul établissement.

D'autre part, il s'agit bien pour le syndicat de faire respecter une loi relative à l'exercice de la profession, dans l'intérêt de ses membres. Au surplus, l'action individuelle serait impossible, car l'ouvrier ou employé ne peut plaider contre son patron tant qu'il est sous sa dépendance et, s'il le quitte, il perd tout intérêt à agir.

La situation est tout à fait différente en ce qui concerne le syndicat patronal. Celui-ci peut avoir intérêt à intervenir devant le Conseil d'Etat pour permettre à un patron d'obtenir une dérogation ou pour l'en empêcher et son intervention doit être acceptée ; mais il ne peut être admis à formuler pour un de ses membres une demande qui a un caractère nettement individuel, ni à se pourvoir en son nom contre l'arrêté du préfet. Le bénéficiaire éventuel de la dérogation a seul qualité pour former une demande qui le concerne personnellement.

Le syndicat patronal peut toutefois être choisi comme mandataire par un patron pour exercer l'action individuelle tendant à l'obtention d'une dérogation et pour se pourvoir en Conseil d'Etat contre l'arrêté du préfet qui la refuse. Il est permis, en effet, de prendre un mandataire quelconque pourvu que ce soit une personne capable ; le syndicat a capacité *ratione materiæ* quand il s'agit d'une affaire qui touche aux intérêts professionnels ; d'autre part, l'axiome « nul ne plaide par procureur » ne pourra plus être invoqué du moment où l'action sera intentée par le syndicat au nom de l'intéressé, qu'il n'en sera que le représentant, le porte-parole, et que les conclusions formulées, conformément à l'article 61 du Code de procédure civile, seront prises au nom de celui qui a seul le droit d'exercer l'action individuelle. Mais il faudra que le syndicat non seulement indique d'une manière précise la personne au nom de laquelle il se présente et l'objet précis de sa demande, mais justifie, comme tout mandataire, de son mandat.

Une fois établi le droit pour les syndicats ouvriers de se pourvoir contre les arrêtés des préfets, la question se pose de savoir si tous les syndicats ouvriers, quelle que soit leur constitution, jouissent de ce droit.

La réponse n'est pas douteuse : il faut que les syndicats soient constitués conformément à la loi du 21 mars 1884 pour pouvoir ester en justice et notamment que tous les membres du syndicat exercent soit la même profession, soit des professions similaires, soit des professions connexes.

C'est ce qu'a décidé le Conseil d'Etat dans deux arrêts du 3 août 1907 (1) et du 20 décembre 1907 (2) qui rejettent comme irrecevables les recours formés par des syndicats d'employés contre des arrêtés préfectoraux autorisant certaines professions à appliquer le repos par roulement, en donnant cette raison que la situation d'employé de commerce ne constitue pas, par elle-même, une profession permettant à des personnes appartenant à des commerces différents et non connexes de se grouper légalement en un syndicat professionnel.

Ces arrêts tranchent dans un sens négatif la question très discutée de la régularité des syndicats d'employés de commerce. Sur ce point, ils nous apparaissent comme critiquables. Nous considérons, avec de nombreux auteurs (3), que la profession d'employé de commerce est indépendante de la spécialité industrielle ou commerciale de l'employeur. Les employés de commerce, appartenant à des entreprises même très différentes, ont beaucoup d'intérêts communs et doivent être considérés comme exerçant des professions connexes (4). On ne peut les obliger à se grouper par nature de commerce sans exclure en fait de l'organisation syndicale les auxiliaires de professions commerciales qui n'occupent qu'un petit nombre d'employés.

(1) *Moniteur judiciaire de Lyon*, 2 septembre 1907.

(2) *Revue popul. d'écon. sociale*, janvier 1908, p. 23.

(3) Pic, *Législation industrielle*, n° 375, note 1.

(4) Le décret du 14 mars 1903 sur le conseil supérieur du travail répartit en un seul groupe les employés de banque et de tous commerces autres que ceux de l'alimentation.

D'ailleurs nous pensons, comme M. Pic, que les syndicats, même constitués irrégulièrement, peuvent ester en justice en se plaçant sous le couvert de la loi du 1^{er} juillet 1901, à la condition de faire la déclaration prescrite par cette loi.

B. — *Actions devant les tribunaux judiciaires.*

Syndicats patronaux. — Conformément aux principes généraux dégagés par la jurisprudence en matière de recevabilité de l'action syndicale, il faut admettre que les syndicats patronaux ont le droit de se porter partie civile devant les tribunaux judiciaires contre les chefs d'établissement poursuivis pour infractions à la loi du 13 juillet 1906.

Un commerçant qui, contrairement à la loi, garde son établissement ouvert le dimanche avec son personnel cause incontestablement un préjudice aux autres commerçants, vendant des marchandises semblables, qui observent la loi et donnent, ce jour-là, congé à leurs employés.

L'action en dommages et intérêts intentée par le syndicat est donc recevable, car elle est basée sur un intérêt collectif et elle tend à faire respecter les intérêts généraux de la profession et les textes de loi qui la régissent.

C'est ce que proclament un certain nombre de décisions et notamment un jugement du tribunal de simple police de Nancy (1) qui condamne un directeur d'une société d'épicerie, convaincu d'infraction à la loi sur le repos heb-

(1) Jugement du 15 décembre 1906, Bonnefoy, p. 215.

domadaire, à payer 1 franc de dommages-intérêts au syndicat du commerce d'épicerie au détail de Nancy qui s'était porté partie civile.

Syndicats ouvriers. — Un syndicat ouvrier a-t-il le droit d'intervenir comme partie civile contre un patron convaincu d'infraction à la loi de 1906 ?

Nous n'hésitons pas à lui reconnaître ce droit. Il s'agit bien pour le syndicat ouvrier de faire respecter une loi réglementant l'exercice de la profession de ses membres. Toutes les fois que cette loi est violée, les syndiqués éprouvent un préjudice moral collectif ; leurs droits sont violés dans la personne d'un ou plusieurs de leurs membres ; un mauvais exemple est donné dont ils peuvent être appelés à subir la répercussion. Nous nous trouvons, d'ailleurs, en présence d'une action essentiellement syndicale. L'ouvrier lésé ne peut l'intenter, d'abord parce qu'il ne serait pas recevable à se plaindre d'un fait qu'il a accepté, ensuite, parce que s'il plaiderait contre son patron, il serait inévitablement renvoyé. Seul le syndicat peut l'intenter en son lieu et place.

La jurisprudence ne semble pas avoir admis notre thèse et le seul arrêt (1) que nous connaissions sur la matière adopte la négative. Cet arrêt se borne à déclarer que la chambre syndicale des employés de la région parisienne n'est pas recevable à se porter partie civile contre un patron poursuivi pour contravention à la loi du 13 juillet

(1) Arrêt de la Cour de Paris du 23 mars 1907, *Gaz. Pal.*, 1907, p. 433.

1906, par la raison qu'il n'est nullement démontré que cette infraction ait pu causer à la partie civile un préjudice appréciable, soit matériel, soit moral.

C'est insuffisant comme argumentation ; il y aurait intérêt pour les syndicats ouvriers à porter la question devant la Cour de cassation.

SECTION III. — Rôle des syndicats ouvriers dans la constatation des contraventions.

Les syndicats ouvriers ont le droit et le devoir de faire respecter par les chefs d'établissements la loi du 13 juillet 1906 et de signaler aux autorités compétentes les infractions qu'ils ont constatées. Organes permanents de la classe ouvrière, ils sont chargés de défendre ses intérêts professionnels et leur intervention est nécessaire pour suppléer au manque de contrôle ou pour parer à des tolérances coupables.

Nul n'ignore que les lois ouvrières sont très mal observées et il suffit de consulter les rapports insérés au *Journal officiel* pour s'en rendre compte. Les inspecteurs du travail sont en nombre insuffisant pour accomplir leur mission. Ils sont actuellement 128 et ils ont à visiter environ 512.000 établissements qui comptent comme personnel protégé environ 3.700.000 individus. Les lois dont ils ont à assurer l'exécution se multiplient tous les jours. Les principales sont : le décret-loi du 9 septembre 1848 relatif aux heures de travail dans les manufactures et

usines, modifié par la loi du 30 mars 1900 ; la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants et des femmes, modifiée par la loi du 30 mars 1900 ; la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, modifiée par la loi du 11 juillet 1903 ; la loi du 13 juillet 1906, etc.

Cette dernière a augmenté singulièrement leur tâche en étendant leur contrôle à tous les établissements commerciaux sans exception, y compris même ceux de la plus petite bourgade. Il est vrai qu'ils ne sont pas seuls à en assurer l'observation et que tous les officiers de police judiciaire sont chargés concurremment avec eux de constater les infractions. Malheureusement le contrôle de ces derniers est le plus souvent illusoire dans les villes de petite et de moyenne importance où ils sont en partie sous la dépendance de la municipalité. D'ailleurs, si ce contrôle est relativement facile pour le repos collectif, il est d'une difficulté inouïe avec le système du repos par roulement ; tous les inspecteurs ont été unanimes à le reconnaître dans leurs rapports.

Aussi le besoin s'est fait sentir d'accepter très largement le concours des syndicats ouvriers. Ceux-ci n'ont pas failli à leur mission et il n'est pas exagéré de dire que, sans leur aide vigilante et sans les plaintes multiples dont ils ont assailli les inspecteurs du travail et les commissaires de police, la loi du 13 juillet 1906 serait restée lettre morte dans de nombreux établissements.

Précédemment, M. Millerand, ministre du commerce, avait déjà fait appel aux ouvriers pour assurer l'application

des lois réglementant le travail. Par une circulaire du 17 août 1899, il prescrivait aux préfets de saisir les conseils généraux de propositions tendant à introduire moitié de délégués ouvriers dans les commissions mixtes départementales prévues par l'article 24 de la loi du 2 novembre 1892. Par une autre circulaire du 19 janvier 1900, il ordonnait aux inspecteurs de se mettre en relation avec les organisations syndicales ouvrières de leurs circonscriptions et il exposait aux syndicats tout l'avantage qu'ils pourraient retirer, pour une protection efficace de leurs membres, d'une collaboration suivie à l'œuvre d'inspection.

L'application de la loi du 13 juillet 1906 a fait l'objet d'une circulaire spéciale de M. Viviani en date du 22 novembre 1908, dont voici le texte :

« Par sa circulaire du 19 janvier 1900, un de mes prédécesseurs vous a signalé que la découverte des infractions aux lois qui réglementent le travail ne devait pas être abandonnée au hasard des visites, mais qu'elle devait être le résultat d'une préparation méthodique et sûre, pour laquelle il convient d'envisager comme indispensable l'aide des travailleurs qui sont les témoins constants de ces infractions.

« Il importe donc, aux termes de cette circulaire, que des relations suivies s'établissent entre les représentants des syndicats professionnels auxquels les ouvriers ont confié la défense de leurs intérêts et les inspecteurs à qui l'Etat a confié la mission de faire respecter les lois de pro-

tection ouvrière... » Et plus loin : « Chaque inspecteur devra entrer en relations, oralement ou par lettre, avec les secrétaires des bourses du travail et des unions locales des syndicats de sa section ; il leur donnera son adresse et les priera de lui signaler toutes les infractions aux lois protectrices du travail qu'ils pourraient connaître. Il s'adressera ensuite aux secrétaires des syndicats ne faisant pas partie d'unions locales ou de bourses du travail... »

« Vous n'ignorez pas qu'à la même date, le ministre du commerce, faisant appel à l'esprit d'initiative et à la vigilance des syndicats professionnels, les invitait à donner leur concours au service de l'inspection du travail.

« En vous rappelant la nécessité de vous conformer aux instructions qui vous ont été données précédemment, je tiens à vous signaler de la façon la plus expresse combien l'aide des travailleurs devient indispensable lorsqu'il s'agit de l'application de la loi du 13 juillet 1906. La constatation des infractions à cette loi ne peut très généralement être faite que le dimanche, et, bien souvent même, que pendant une partie de la journée du dimanche.

« Les inspecteurs du travail ont des sections d'inspection trop étendues pour qu'il leur soit possible d'assurer à eux seuls, ce jour-là, une surveillance effective de l'ensemble des établissements soumis à leur contrôle. Ce contrôle resterait donc inefficace si leur attention n'était pas attirée spécialement sur ceux des établissements où des infractions sont à prévoir.

« De ce caractère intermittent des infractions sur le repos

hebdomadaire résulte également, pour les agents chargés du contrôle, l'obligation de donner suite, dans le plus bref délai possible, aux indications qu'ils peuvent recevoir de la part des organisateurs intéressés.

« Seules, des raisons impérieuses du service pourraient excuser un retard qui, dans le cas contraire, aurait pour résultat, en retardant l'application effective de la loi, d'aliéner au service une collaboration précieuse.

« Je vous prie de faire parvenir aux agents placés sous vos ordres les exemplaires ci-joints de la présente circulaire. »

Nous approuvons pleinement l'esprit de cette circulaire. Elle aurait, certes, une portée beaucoup plus grande si les inspecteurs du travail se trouvaient en présence d'une classe ouvrière sérieusement et puissamment organisée. Il est loin d'en être ainsi. Certaines corporations, celle des employés de commerce par exemple, sont très mal organisées, d'autres comptent trop souvent des syndicats squelettes, dans les petites villes surtout, la classe ouvrière n'est pas encore groupée et les inspecteurs du travail ne trouvent pas toujours chez les intéressés le concours qu'ils pourraient légitimement espérer. Les syndicats peu importants redoutent de s'attaquer à certains patrons, d'autres reculent devant une plainte qu'on leur présente comme une dénonciation. Il serait à souhaiter qu'une loi vienne donner aux ouvriers le droit de collaborer plus efficacement à l'application des lois ouvrières par l'intermédiaire de représentants élus.

Il nous apparaît comme indispensable de permettre à la

classe ouvrière de faire sa police elle-même et de généraliser un système qui a été créé par la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués mineurs. En vertu de cette loi, des délégués élus par leurs camarades ont pour mission de renseigner les ingénieurs et contrôleurs des mines, qui jouent le rôle d'inspecteurs du travail, sur les conditions du travail dans les mines, les causes des accidents et de les accompagner dans leurs visites. La classe ouvrière demande, comme une des réformes les plus pressantes, que la loi de 1890 soit étendue à toutes les professions. Certaines propositions de loi déposées par des députés socialistes vont beaucoup plus loin. Citons notamment une proposition déposée par M. Zévaès le 4 novembre 1898 (1) qui tend à modifier le personnel de l'inspection du travail et à le remplacer par des inspecteurs élus par les ouvriers pour une durée de trois années. Ces inspecteurs seraient assistés, dans les villes où existent des conseils de prud'hommes, par des commissions locales composées de conseillers prud'hommes ouvriers.

Un projet de loi déposé par M. Viviani le 7 mai 1907 (2) comporte une réforme moins radicale. Le ministre propose la création de délégués ouvriers élus. Ces délégués ne seraient pas fonctionnaires ; ils noteraient personnellement sur un registre spécial les dangers et circonstances d'accident ou les faits réprimables. Ils seraient choisis, pour

(1) Proposition précédée d'un rapport de M. Zévaès, Chambre, *doc. parl.*, n° 312. *J. off.*, p. 148.

(2) Séance du 7 mai 1907, annexe n° 919, *Docum. parlam.*, p. 329.

chaque établissement de plus de cent ouvriers, par le personnel attaché à l'établissement, parmi les ouvriers ou employés appartenant ou ayant appartenu à l'établissement ; le temps qu'ils emploieraient à la surveillance serait rémunéré par un salaire du patron.

Le vote de ce projet de loi serait de nature à apporter une sérieuse amélioration à la situation actuelle. Il n'est pas tolérable que les lois ouvrières de la République soient continuellement violées et il nous apparaît que le seul moyen pratique de faire pénétrer dans l'usine et le magasin la tutelle inscrite dans la loi est d'attribuer tout ou partie de cette tutelle à ceux qui sont intéressés à ce qu'elle produise ses résultats.

CHAPITRE VII

DIFFICULTÉS D'APPLICATION DE LA LOI DU 13 JUILLET 1906.

La loi du 13 juillet 1906 n'a pas reçu dans le pays l'accueil qu'elle méritait et qu'on était en droit d'attendre après le vote unanime de la Chambre des députés.

Les débuts de son application furent marqués par une agitation des plus violentes. De nombreux commerçants considérèrent la loi comme une atteinte à leur liberté, alors qu'il leur suffisait, pour en reconnaître la justice et l'esprit de tolérance, de rompre délibérément avec leurs vieux usages et de se plier loyalement à cette nouvelle réglementation. Les uns violèrent ouvertement la loi ; d'autres s'employèrent à la tourner et à épuiser contre elle toutes les arguties juridiques qui pouvaient leur être suggérées par l'ambiguïté apparente de quelques-unes de ses dispositions. Certains prétendirent qu'ils n'étaient point obligés de l'observer tant que les règlements d'administration publique prévus par elle n'auraient pas été rendus ; d'autres, qui avaient demandé des dérogations, émirent la prétention de les appliquer provisoirement tant qu'une solution définitive ne serait pas intervenue.

Dans de nombreuses professions, boulangers, coiffeurs, restaurateurs, marchands de nouveautés, les patrons se

prétendirent lésés particulièrement et dans l'impossibilité matérielle de donner le repos hebdomadaire.

Des ligues et des associations se formèrent pour mener une campagne contre la loi : l'association des commerçants détaillants, la ligue pour la révision de la loi sur le repos hebdomadaire, etc...

De leur côté, les ouvriers et les employés, indignés des atteintes continuelles portées au principe voté par le Parlement, organisèrent de nombreuses réunions et des manifestations quelquefois assez violentes dans le but d'obtenir la fermeture des établissements des contrevenants (1).

D'autre part, pendant longtemps, la loi fut appliquée diversement suivant les préfets et les tribunaux. De là une grande confusion dans l'esprit du public et une réelle incertitude sur la portée des dérogations. Un grand nom-

(1) A Paris un comité inter-syndical d'action internationale a été chargé par les syndicats de la Bourse du travail de faire exécuter la loi ; il en est résulté des manifestations bruyantes et quelques désordres. Le préfet de police a déclaré qu'il ne voulait pas admettre que l'émeute fût mise au service de la loi et a fait garder par ses agents les boutiques restées ouvertes.

Le comité a protesté contre l'attitude du préfet de police et convoqué un dimanche de novembre par affiche un grand meeting. « ... Chaque dimanche, dit l'affiche, la clientèle diminue dans les magasins restés ouverts. Encore quelques efforts et le résultat sera définitif. Puisque l'arbitraire policier nous prive de notre droit de manifestation organisée ... que la même besogne se fasse par petits groupes disséminés. Le repos par roulement n'est justifié que dans l'alimentation et le transport. »

Le dimanche 20 juin 1907, le comité a organisé à Paris une manifestation ; des mesures de police imposantes ont été prises par le gouvernement. Le surlendemain, le comité, au nom de nombreux syndicats, indignés de l'attitude du gouvernement, a protesté contre les brutalités policières et la fermeture de la Bourse du travail.

bre de commerçants : merciers, bijoutiers, coiffeurs, parfumeurs, patrons de bazars et de magasins de nouveautés réclamèrent le droit au roulement et se le virent refuser par les préfets ; mais le Conseil d'Etat saisi par les réclamants se montra plus large et n'hésita pas à accorder les dérogations sollicitées, toutes les fois qu'elles étaient justifiées par un véritable préjudice.

Les conseils municipaux furent consultés. A Paris, le préfet de police, saisi de multiples demandes, se contenta de prendre l'avis d'une délégation nommée à cet effet par le conseil municipal. Le Conseil d'Etat décida que cette procédure était irrégulière et qu'il fallait consulter le conseil municipal tout entier ; ce dernier, impressionné par le mouvement d'opinion publique très habilement créé et entretenu contre la loi, émit des avis favorables à un grand nombre de dérogations, notamment à celle du roulement pour tous les magasins de nouveautés ayant moins de seize employés. Quelque temps après, M. Bellan, syndic du conseil municipal, faisait voter par 42 voix contre 30 un vœu invitant le Parlement à introduire dans la loi le double principe de l'entente entre patrons et employés de chaque maison et du repos groupé dans la mesure compatible avec le maintien intégral et absolu des 52 jours que la loi accorde aux ouvriers et employés.

Le gouvernement n'allait pas tarder à être saisi des difficultés soulevées par la loi et, à la date du 19 mars 1907, l'ordre du jour de la Chambre des députés appelait la discussion d'un certain nombre d'interpellations relatives à

la loi sur le repos hebdomadaire. Des séances assez mouvementées furent consacrées à cette discussion (1).

Le premier des interpellateurs, M. Georges Berry, demanda que des modifications fussent apportées à la loi et qu'elle reçut une interprétation plus large et plus libérale. Il s'éleva contre l'interdiction faite aux commerçants de prendre des extras le dimanche et de se faire aider, ce jour-là, par les membres de leur famille. Il protesta contre le refus de certaines dérogations et demanda qu'on introduisit dans la loi la nécessité de l'entente entre les employeurs et les employés.

M. Lafferre, tout en se déclarant partisan de la loi, en critiqua vivement l'application ; il montra que les préfets accordaient ou refusaient les dérogations d'une façon arbitraire et qu'il fallait réviser les arrêtés et les unifier. Il se déclara partisan de la création de commissions locales composées de délégués de la chambre de commerce, du conseil municipal et des syndicats patronaux et ouvriers qui seraient appelées à délibérer et à donner des avis sur les demandes de dérogations.

M. Puech se plaignit qu'une véritable campagne de discredit eût été organisée contre la loi, représentée à tort comme une œuvre improvisée et hâtive et qu'on eût entretenu très habilement une sorte de panique dans le monde du commerce et de l'industrie.

« Il faut, dit-il, s'élever contre cette légende. Le Parle-

(1) Séances des 1^{er}, 8 et 23 mars 1907.

ment, on ne saurait trop le dire, a donné à l'examen de cette loi les soins les plus minutieux, les plus longs et les plus attentifs. La loi est demeurée, pendant quatre années, sur le chantier parlementaire ; on a pris l'avis des groupements corporatifs de quelque importance. C'est en 1902, il y aura bientôt 5 ans, que la Chambre l'a votée pour la première fois ; quant au Sénat il l'a complètement refaite ; il l'a discutée à trois reprises différentes ; il l'a votée en première et en deuxième lecture ; il lui a nommé successivement deux rapporteurs ; et il n'est pas sans intérêt de faire remarquer ici que les deux rapporteurs ne se sont jamais signalés par l'extravagance de leurs opinions ; bien au contraire, ce sont deux hommes réputés par leur pondération d'esprit et par leur orthodoxie économique (1). »

En concluant, M. Puech demanda l'application large de la loi ainsi que certaines modifications.

M. Fernand Engerand vint apporter les doléances des hôteliers de villes d'eaux. Il déclara que l'application de la loi était pour eux très difficile en raison de ce que les employés et domestiques d'hôtels ont en général quatre mois de service d'été, quatre mois de service d'hiver et quatre mois de chômage et qu'on ne peut les obliger à ajouter à ces quatre mois de chômage 52 jours de repos. Il demanda qu'il fût permis aux employés d'hôtels de fractionner et de grouper les 52 jours de repos suivant accord avec les patrons.

(1) Séance du 8 mars 1907.

M. Empereur parla au nom des petites villes et des communes rurales. Il déclara que les petits commerces et les petites industries y sont solidaires de l'agriculture, qu'il y a de longs chômages en hiver et qu'on ne peut demander aux employés et ouvriers de perdre encore un jour par semaine pendant la saison où ils ont du travail. De plus, dit-il, l'application de la loi aux petits commerçants et artisans des communes rurales gêne considérablement les agriculteurs qui, eux, chôment le dimanche et n'ont que ce jour-là pour faire leurs achats.

M. Noulens vint déclarer que la loi était certainement une des mieux faites qui soient sorties depuis longtemps des délibérations du Parlement et qu'il fallait l'appliquer modérément et accorder les dérogations avec plus de facilité.

M. Thierry déclara que, tout en considérant la loi de 1906 comme un grand progrès moral et social, il estimait qu'elle était perfectible et que des modifications devaient être apportées.

M. Jourde montra que la loi était un bienfait pour les travailleurs et que si on la modifiait, avant qu'elle eût donné dans la pratique tout ce qu'on pouvait en attendre, on commettrait une faute.

M. René Viviani, ministre du travail, répondit aux interpellateurs ; il prouva que la loi avait été appliquée dans un esprit très libéral, et, chiffres en main, il établit que les dérogations avaient été largement accordées. Après avoir justifié son attitude, il se déclara prêt à appliquer

libéralement la loi et à y apporter les modifications nécessaires, puis il termina son discours par ces éloquentes paroles :

« Doit-on se laisser glisser vers une politique que je ne ferai qu'évoquer et contre laquelle vos protestations certainement surgiraient, si vous pouviez penser que je veux vous la prêter ; laisser proclamer la faillite de l'action légale au profit de l'action directe, pousser vers la voie de la neutralité et de l'indifférence politique ces milliers d'ouvriers, qui heureusement ont leur flamme socialiste pour réchauffer leur ardeur républicaine ? Personne, je le sais, n'est attaché à cette politique et vous la répudiez dans l'instant même où je l'évoque, parce qu'il faut bien que je l'évoque pour faire savoir au dehors que personne ici n'en est partisan. Alors que reste-t-il à faire ?

« Je vais vous le dire. Il faut que tous ensemble nous soutenions la réforme sociale que nous avons votée, que nous la propagions, que nous la défendions, que devant les yeux abusés ou ignorants nous décomposions son mécanisme ingénieux et quelquefois délicat, que nous soyons patients et courageux, que nous fassions comprendre aux hommes de notre temps que la marche d'un grand peuple vers le progrès ne se comprend pas sans conflits, sans heurts, sans soubresauts, sans flottements et qu'il nous faut, après tout, ennoblir entre nos mains ce mandat législatif — tour à tour si décrié et si convoité — en montrant que nous ne sommes pas seulement ici pour accumuler bulletins de vote sur bulletins de vote, mais pour

éduquer le peuple et pour élever de plus en plus son niveau.

« A l'heure décisive où nous sommes, où nous avons, par l'effort de tous les républicains, relégué à sa vraie place, c'est-à-dire dans le domaine infini de la pensée, le conflit formidable qui séparerait et qui sépare encore tant de consciences, la question principale qui se pose et qui est bien supérieure croyez-moi à la vie d'un ministère, à la vie de vingt ministères, la question principale qui se pose et qui est bien supérieure au problème qui s'agite dans l'application de la loi sur le repos hebdomadaire, la question principale qui se pose est celle de savoir si, socialement parlant, nous allons être capables de préparer l'avenir et d'organiser la démocratie (1). »

Enfin M. Sembat vint au nom du parti socialiste demander l'application stricte de la loi et déclarer au nom du prolétariat que, si le Parlement la détruisait, la répercussion serait terrible dans les rangs de la classe ouvrière.

Comme conclusion de ce débat, la Chambre vota l'ordre du jour de M. Sarrien auquel le gouvernement s'était rallié et qui était ainsi conçu :

« La Chambre, résolue à maintenir intacts les principes de la loi sur le repos hebdomadaire, confiante dans le gouvernement pour en faire une application largement libérale et prenant acte de son engagement de proposer les modifications nécessaires à la loi en temps utile pour qu'elles

(1) Séance du 23 mars 1907.

puissent être discutées avant la fin de la présente session, repoussant toute addition, passe à l'ordre du jour (1). »

Cet ordre du jour était quelque peu en contradiction avec les paroles prononcées par le ministre et se contentait d'affirmer le principe du repos hebdomadaire qui n'était contesté par personne, visant surtout à donner satisfaction aux interpellateurs par la promesse d'une application très libérale de la loi et par celle d'y apporter bientôt les modifications réclamées. C'était porter atteinte par un moyen détourné à une loi qu'on n'osait pas attaquer de front, c'était énerver son application alors qu'au contraire le gouvernement avait besoin d'être énergiquement soutenu par la Chambre pour la faire respecter par les commerçants et les industriels récalcitrants.

M. François Fournier se fit à la tribune l'écho de la minorité, en venant déclarer que les travailleurs verraient avec tristesse que, loin de vouloir élargir l'application de la loi et d'en assurer le bénéfice aux ouvriers et employés de chemins de fer ainsi qu'à tous les employés des administrations de l'Etat, la Chambre prenait au contraire la résolution d'en restreindre la portée.

Quelques jours plus tard, au début de la séance du 28 mars 1907 (2), un des adversaires les plus résolus de la loi, M. Beauregard, demanda au gouvernement de pré-

(1) Ordre du jour voté par 274 voix contre 63 ; Séance du 23 mars 1902, *J. off.*, Ch. dép., p. 813.

(2) Séance du 28 mars 1907, *J. off.*, 29, Ch. dép., p. 878.

ciser de quelle façon il entendait procéder à l'application largement libérale de la loi.

Au nom du gouvernement, M. Guyot-Dessaigne, garde des sceaux, prit le triple engagement suivant : 1° En cas de condamnation définitive pour infraction à la loi, l'administration des finances n'exigerait pas le paiement des amendes ; 2° Si aucune condamnation n'était intervenue, les poursuites ne seraient pas intentées ou seraient interrompues si elles avaient été commencées ; 3° En ce qui concerne les délits connexes à l'application de la loi sur le repos hebdomadaire, le gouvernement s'engageait à accueillir les recours en grâce dans la plus large mesure possible. Il précisait, d'ailleurs, que ces mesures de clémence, l'interruption des poursuites ou l'absence des mesures d'exécution, ne devaient s'appliquer qu'au passé.

Le lendemain, le garde des sceaux adressait aux procureurs généraux une circulaire ainsi conçue :

Paris, le 29 mars 1907.

« Conformément aux déclarations que le gouvernement a faites hier à la Chambre des députés, je vous prie d'adresser à vos substituts les instructions suivantes en ce qui concerne la répression des infractions à la loi sur le repos hebdomadaire et les délits et contraventions connexes :

« 1° Infractions antérieures au 30 mars 1907 : Il doit être sursis à l'exercice des poursuites relativement aux infractions antérieures au 30 mars courant ;

« 2° Infractions commises à partir du 30 mars inclus : Les infractions commises à partir du 30 mars inclus doivent être déférées à la juridiction compétente ;

« 3° Condamnations définitives à la date du 30 mars 1907 : Il

y a lieu de surseoir à l'exécution des condamnations tant corporelles que pécuniaires ; en ce qui concerne ces dernières, je prie mon collègue des finances de vouloir bien les mettre en surséance jusqu'à nouvel avis ;

« 4^e Infractions connexes en ce qui concerne spécialement les délits et contraventions connexes commis généralement par des ouvriers. Je vous prie de me faire parvenir le plus promptement possible un état des délinquants ou contrevenants condamnés définitivement dans votre ressort à la date du 30 mars 1907, et ce, en vue des recours en grâce éventuels que je me propose d'accueillir dans la plus large mesure possible. »

Les déclarations du garde des sceaux et sa circulaire étaient un aveu du gouvernement qu'il se reconnaissait impuissant à poursuivre l'application intégrale de la loi. Elles dépassaient singulièrement, comme portée, l'ordre du jour voté par la Chambre et provoquèrent l'offre de démission de M. Viviani, ministre du travail, pour le motif qu'il ne lui paraissait pas possible qu'on puisse déclarer publiquement à la tribune que les contraventions à la loi resteraient impunies. Il ne tardait pas, d'ailleurs, à la reprendre sur la démarche pressante faite auprès de lui par le président du Conseil.

L'attitude du gouvernement et le vote de la Chambre des députés eurent bientôt leur répercussion dans le pays et encouragèrent les contrevenants à ignorer de plus belle la loi ou à la tourner.

L'administration elle-même fut désarmée et ferma les yeux sur un grand nombre de contraventions. Quant à l'autorité policière, elle ne put poursuivre avec vigueur ceux qui se couvraient de l'autorité d'un vote de la Cham-

bre et des déclarations du ministre de la justice.

Le 10 avril 1907, le ministre du travail envoyait aux préfets et aux inspecteurs du travail une circulaire dans laquelle il recommandait une application très libérale de la loi et prescrivait un certain nombre de mesures de tolérance et de transition.

« Il convient, dit le ministre, de prendre en considération que la loi sur le repos hebdomadaire réglementant une matière nouvelle n'a pu prévoir tous les cas particuliers et solutionner du premier coup toutes les questions délicates. Il en résulte qu'au fur et à mesure que se produisent ces cas particuliers, que naissent ces questions, l'obligation se fait sentir de concilier les difficultés constatées avec l'application générale de la loi. Ce travail d'application est indispensable ; je l'ai reconnu moi-même en me déclarant prêt à proposer la mise au point de la loi après les premiers mois d'expérience qui viennent de s'écouler. »

Cette circulaire s'inspire évidemment de l'ordre du jour voté par la Chambre des députés et, sous le couvert d'affirmations de principe, le ministre tempère par des ménagements et des exceptions l'application de la loi qu'il a si éloquemment soutenue à la tribune. En recommandant aux préfets d'accorder très largement les dérogations de l'article 2, la circulaire porte atteinte au principe du repos hebdomadaire collectif et tend à généraliser des régimes qui n'ont été prévus par la loi qu'à titre exceptionnel.

La circulaire va plus loin encore : elle prive les majeurs,

employés dans les établissements de vente de denrées alimentaires au détail, de la journée de repos qui leur est accordée par la loi tous les 15 jours et les place sur le même pied que les mineurs employés dans les mêmes établissements et logés chez leurs patrons, lesquels mineurs, en vertu de l'article 5, § 2, n'ont droit qu'à 2 demi-journées de repos par semaine.

La circulaire étend, en outre, à tous les établissements occupant moins de 8 employés ou ouvriers l'autorisation de fractionner la journée de repos accordée par l'article 5, § 3, aux établissements occupant moins de 5 employés ou ouvriers et admis à donner le repos par roulement.

Enfin l'article 5, § 1, qui prévoit que le repos hebdomadaire pourra être réduit à une demi-journée pour des personnes employées à la préparation des expositions de saison et des inventaires dans les grands magasins.

C'est, à n'en pas douter, non seulement une interprétation très libérale de la loi, mais aussi l'abandon d'un certain nombre de ses prescriptions. Ajoutons que, en avril 1908, c'est-à-dire plus d'un an après l'apparition de cette circulaire, les Chambres ont voté une loi d'amnistie effaçant, entre autres, toutes les contraventions encourues pour violation du repos hebdomadaire et ont donné ainsi une nouvelle satisfaction aux adversaires de la loi du 13 juillet 1906.

Ces derniers ont tout lieu de se réjouir des résultats qu'ils ont obtenus par la campagne acharnée menée par

eux contre la loi. A l'heure actuelle, le principe du repos collectif, le dimanche, est submergé par des dérogations de toutes sortes, accordées trop largement, et il a cessé d'être la règle pour devenir l'exception (1).

Le contrôle de la loi est notoirement défectueux. Les inspecteurs du travail sont, comme nous l'avons vu, en nombre insuffisant pour visiter tous les établissements industriels et commerciaux de France. Quant aux commissaires de police, ils n'interviennent en général que si une plainte est déposée entre leurs mains.

Beaucoup de commerçants tournent la loi par des associations fictives avec leur personnel ou, à la faveur des derniers arrêts de la Cour de cassation, transforment en extras leurs employés habituels.

Le public qui pourrait être un agent de contrôle puissant

(1) Presque à l'unanimité les rapports des inspecteurs déclarent que la cause de l'échec partiel du repos collectif dominical provient des nombreuses dérogations accordées qui ne mettent plus sur un pied d'égalité les divers commerçants d'une même branche et surtout de la résistance des maisons à succursales.

Nombre d'inspecteurs estiment que pour mettre un terme aux différences de traitement de localité d'une même région, il conviendrait que les dérogations soient accordées non par les préfets, mais par un règlement d'administration publique et s'appliquant à tous les établissements d'une même catégorie.

La pratique des exceptions — de droit ou de fait — et des dérogations temporaires prévues par la loi a donné lieu à des abus que signalent les inspecteurs du travail. Citons l'exemple donné par l'inspecteur de la troisième circonscription : « Un important marchand de vins en gros de Dijon fait venir tout son personnel de cave le dimanche matin pour procéder au nettoyage des chais. La loi du 13 juillet 1908 n'a ainsi rien modifié à la pratique suivie antérieurement dans cet établissement. » Rapport Zévaès du 12 mars 1908. Annexe n° 1578, p. 218.

s'est laissé gagner par la campagne menée contre la loi ; d'ailleurs, le régime du repos hebdomadaire, tel qu'il est organisé actuellement, est trop complexe pour qu'on puisse s'y reconnaître facilement.

Aussi ne faut-il pas nous étonner que l'agitation provoquée par la loi chez les commerçants et chez les industriels soit, à l'heure actuelle, complètement apaisée. Nous n'en voulons comme preuve que les déclarations qui étaient faites au mois de mars de l'année 1909 par M. Deschanel à l'assemblée générale de la Fédération des commerçants détaillants de France, groupement qui compte à l'heure actuelle plus de 330.000 membres et qui a été fondé pour réclamer des modifications à la loi du 13 juillet 1906. Examinant l'œuvre de la Fédération, il constatait avec satisfaction que cette dernière l'avait emporté dans sa campagne contre la loi et avait obtenu toutes les modifications qu'elle sollicitait.

Devons-nous, comme M. Deschanel, nous féliciter de ce résultat ? Nous ne le pensons pas et nous trouvons très mauvais que le gouvernement ait cédé devant le mouvement d'agitation organisé contre la loi. C'est une grave inconséquence politique que de laisser croire à la classe ouvrière que l'intervention législative est impuissante à la protéger et qu'elle ne doit compter que sur elle-même pour obtenir l'amélioration de son sort.

Aussi voyons-nous se dessiner très nettement un mouvement d'opinion en faveur d'une application plus stricte et plus rigoureuse de la loi et cela non seulement chez les

ouvriers et employés, mais aussi chez les économistes, médecins, philanthropes, même chez certains commerçants.

De nombreuses ligues, parmi lesquelles il faut citer la ligue sociale d'acheteurs (1), la ligue populaire lyonnaise pour le repos du dimanche (2), ont entrepris une active campagne de propagande pour engager les acheteurs à refuser leur clientèle aux commerçants qui violent ou tournent la loi.

De nombreux syndicats ouvriers ont déjà fait entendre des protestations contre les violations continuelles dont la loi est l'objet et la question du repos hebdomadaire est redevenue d'actualité comme avant le 13 juillet 1906 (3).

(1) Ligue sociale d'acheteurs dont le siège est à Paris, 28, rue Serpente.

(2) Ligue dont le siège est à Lyon, 8, rue de l'Hôpital.

(3) Le 8 juin 1909, à une réunion organisée par le syndicat des ouvriers coiffeurs au Tivoli-Vauxhall, à Paris, l'ordre du jour suivant a été voté.

Les coiffeurs, patrons et ouvriers, réunis le mardi 8 juin 1909, salle du Tivoli-Vauxhall, sur convocation de la chambre syndicale ouvrière des coiffeurs de Paris, après avoir entendu M. Picot Auderin du syndicat patronal, M. Mousson sans mandat du syndicat amical patronal, Pages, Luquet du syndicat ouvrier, rappelant et confirmant l'ordre du jour voté par la corporation tout entière dans cette même salle, le 31 juillet 1906, s'étonnent que la Cour de cassation, chargée de faire respecter les lois, ait rendu sur la question du repos hebdomadaire un arrêt qui, en autorisant l'emploi d'extras le jour du repos, dans les établissements assujettis au régime du repos collectif, tend à instituer pour ces mêmes établissements et illégalement le système du roulement.

Considérant que la pratique résultant de cet arrêt rend le repos hebdomadaire incontrôlable et aboutit en fait à la suppression totale de la réforme ;

Considérant que pour être profitable et équitable et ne nuire à aucun intérêt, le repos hebdomadaire doit être observé rigoureusement par tous les concurrents d'un même commerce ou industrie, qui tous doivent

On commence à s'apercevoir que le mouvement dirigé contre la loi du repos était des plus factices et que si, comme toutes les lois sociales, elle a troublé certains pri-

être assimilés à une même forme de repos ;

Que la seule forme de repos qui donne satisfaction aux ouvriers, en même temps qu'aux patrons coiffeurs, est le régime collectif établi depuis trois ans dans cette corporation ;

Considérant que cette réforme n'est pas moins désirée par les patrons coiffeurs qu'elle ne l'est par les ouvriers et qu'à l'heure actuelle, si tous n'en ont pas la libre jouissance, la faute en incombe à quelques concurrents qui ne trouvent de profits illicites à violer la loi et à travailler le jour du repos que parce que leurs collègues respectent cette loi et ferment leurs magasins le jour du repos ;

L'assemblée réclame, comme mesure urgente, que la loi du 13 juillet 1906 soit complétée par l'obligation de la fermeture pendant le temps consacré au repos collectif ;

Dans l'attente de la sanction de cette volonté générale de toute la corporation, l'assemblée engage les divers bureaux de placement d'ouvriers coiffeurs à ne plus envoyer d'ouvriers en extra dans une maison quelconque le jour où cette maison doit donner le repos collectif, et donne mandat à leurs organisations respectives de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire aboutir cette décision, imposer le respect absolu du repos collectif et obtenir la fermeture obligatoire.

Citons à titre documentaire un appel du conseil syndical des ouvriers boulangers affiché le 8 juin 1909 :

Camarades boulangers,

Vous vous souvenez combien nous avons eu à lutter en 1906 pour éviter que les patrons — à l'aide de mensonges — fassent admettre que nous ne pouvions, nous, ouvriers boulangers, bénéficier du repos hebdomadaire.

Voici près de trois années que la loi a été votée et très peu d'entre nous jouissent du repos hebdomadaire.

Les patrons n'ont pas voulu appliquer la loi, malgré qu'eux en bénéficient d'une quantité d'autres à notre détriment.

Non contents de continuer à nous maintenir dans l'esclavage, ils vont tenter à nouveau de porter un coup au principe du repos hebdomadaire, en faisant réviser la loi.

Nous ne le permettrons pas, car, si nous n'avons pas encore pu en bénéficier, nous n'en perdons pas l'espoir.

vilégiés, apporté certains changements à des habitudes séculaires, les difficultés qu'elle a soulevées proviennent surtout de ce que les employeurs ont refusé d'en faire une application loyale et lui ont adressé des critiques injustifiées ou, en tout cas, fortement exagérées.

Pour nous en convaincre, examinons très rapidement quelques-unes des plaintes formulées contre la loi par certaines corporations : petits commerçants, hôteliers, restaurateurs, boulangers.

Les petits commerçants prétendent que la loi vient augmenter les difficultés de leur profession en raison de ce que le dimanche est le seul jour où il leur est possible de détourner un peu de la clientèle des grands magasins, qui, depuis longtemps, et sans qu'il ait été nécessaire de les y contraindre, observent le repos dominical à cause de leur nombreux personnel.

Nous sommes les premiers à reconnaître que les petits commerçants sont écrasés par la concurrence des grandes entreprises et qu'ils ont droit à toute la bienveillance du législateur ; mais la loi sur le repos hebdomadaire n'est pour rien dans leur situation. Elle ne s'applique dans toute sa rigueur qu'aux grands magasins, tandis qu'au contraire le petit patron, qui n'a qu'un personnel tout à fait restreint, peut, en son absence, assurer avec sa famille la marche de son établissement. Les rapports des inspecteurs du travail sont unanimes à constater la concurrence sérieuse faite aux établissements obligés à la fermeture par

ceux que gèrent soit les patrons eux-mêmes, soit les membres de leur famille.

On ne peut reprocher à la loi du 13 juillet 1906 que de se montrer trop libérale et d'autoriser trop d'exceptions, trop de régimes divers, à la faveur desquels des inégalités peuvent se produire entre certains commerçants. Peut-être faudra-t-il en arriver à la fermeture obligatoire, le dimanche, du moins pendant une partie de la journée. Dans beaucoup de villes cette mesure serait accueillie favorablement et mettrait fin à une concurrence quelquefois fâcheuse.

Dira-t-on que le repos hebdomadaire est difficilement applicable à certaines catégories d'établissements, tels qu'hôtels, restaurants, boulangeries ?

Les hôteliers et les restaurateurs prétendent qu'ayant comme employés des spécialistes tels que cuisiniers, cavistes et en général un seul de chaque spécialité, du moins dans les établissements moyens, ils sont dans l'impossibilité de s'en priver un jour par semaine et de les remplacer par des extras qui ne connaissent pas le service de la maison. Ils se plaignent aussi de l'insuffisance d'employés pour organiser le roulement. Enfin les hôteliers et restaurateurs des villes d'eaux et des stations thermales, qui ne travaillent que pendant quelques mois, s'élèvent contre la nécessité d'accorder le repos hebdomadaire à leur personnel, en donnant pour raison que ceux-ci ont tout le reste de l'année pour se reposer.

Nous convenons que la loi sur le repos hebdomadaire a

créé quelque gêne aux hôtels et restaurants et a obligé les patrons à réorganiser leur personnel. Mais on leur a accordé tous les sursis nécessaires et ils ont pu former de nouveaux employés ou habituer les anciens à passer au besoin d'un service à l'autre.

Au reste, il existe dans cette profession de nombreux extras auxquels les patrons font appel en cas de besoin et qui, quoi qu'on en dise, sont capables de suppléer même des spécialistes. L'application de la loi a montré qu'ils étaient en nombre suffisant, du moins dans les localités un peu importantes, pour combler les vides créés par la loi.

Quant aux établissements de villes d'eaux et de stations thermales, ils appartiennent à la catégorie des industries qui, d'après l'article 6, § 2, ont le droit de suspendre le repos hebdomadaire pendant quinze dimanches.

Les patrons boulangers prétendent aussi que le repos hebdomadaire est difficilement applicable à leur profession en raison de ce qu'ils n'emploient, pour la plupart, que deux ou trois ouvriers ayant chacun sa spécialité et auxquels il est impossible d'appliquer le roulement.

Nous ne croyons pas qu'ils soient fondés pour cela à refuser un repos légitime à un personnel astreint à un travail très pénible qui a lieu en général la nuit dans des conditions anti-hygiéniques. Au surplus, les patrons boulangers peuvent prendre des extras ; ils peuvent aussi s'entendre pour accorder à leur personnel le repos collectif du dimanche, et l'expérience a montré que ce procédé était facilement

réalisable. A Dijon, le repos collectif du dimanche fonctionne parfaitement chez les 500 boulangers de la ville. A Chalon 25 0/0 des boulangers de la ville accordent à leur personnel le repos collectif. Enfin à Château-Thierry le repos collectif est assuré à tous les ouvriers boulangers du dimanche midi au lundi midi.

La loi du 13 juillet 1906 ne présente donc aucune difficulté d'application. Étudiée avec un soin tout particulier par le Parlement, votée après des enquêtes approfondies, cette loi ménage tous les intérêts et se concilie parfaitement avec les besoins de l'industrie et du commerce.

A quoi donc attribuer l'opposition qu'elle a provoquée ?

Il faut en chercher la cause dans le manque d'éducation sociale du citoyen français et dans sa répugnance à subir la moindre gêne, même dans l'intérêt général.

De plus, il était fatal que l'observation de la loi sur le repos hebdomadaire, comme celle de toutes les lois de protection ouvrière, provoquât les résistances intéressées du monde patronal. Les mêmes violences qui avaient accueilli la loi de 1898 sur les accidents du travail et la loi de 1900 sur le travail des femmes et des enfants, se sont déchaînées contre elle. En 1898 et 1900, ne criait-on pas à la tyrannie et à la spoliation ? Ne prophétisait-on pas la ruine de la France industrielle écrasée par la concurrence étrangère et ne montrait-on pas cette ruine frappant par répercussion les travailleurs eux-mêmes atteints dans leurs salaires ? Mêmes protestations, mêmes prophéties lugubres contre la loi du 13 juillet 1906.

Le gouvernement aurait dû réagir, même au prix d'une impopularité passagère, pour imposer à tous les citoyens l'application d'une loi juste et équitable. Il ne l'a pas osé et n'a pas su prendre l'attitude énergique qui aurait fait taire toutes les résistances.

A l'heure actuelle, le seul remède, pour sortir d'une situation qui n'a que trop duré, serait de se décider à appliquer la loi dans son véritable esprit, sans rigueurs inutiles, mais avec fermeté, en retirant les dérogations accordées à titre de tolérance et surtout en organisant un contrôle plus effectif, en enjoignant aux commissaires de police et aux officiers de police judiciaire d'exercer une surveillance active sur tous les établissements soumis à la loi et au besoin en augmentant le nombre des inspecteurs du travail.

Si le gouvernement adopte cette nouvelle ligne de conduite, il peut compter sur l'appui de tous les bons citoyens.

CHAPITRE VIII

ÉTUDE DES PROPOSITIONS DE LOI TENDANT A MODIFIER LA LOI DU 13 JUILLET 1906 ET DU PROJET DE LA COMMISSION DU TRAVAIL.

Un certain nombre de propositions de loi (1) tendant à modifier la loi sur le repos hebdomadaire ont été déposées sur le bureau de la Chambre des députés qui les a renvoyées à la commission du travail.

La première en date a été déposée le 20 novembre 1906 par MM. Georges Berry, Paul Beauregard, Jules Roche et Paul Berger ; elle complète l'article 2 de la loi du 13 juillet 1906 par l'addition du paragraphe suivant : « Toutes les fois qu'il y aura entente entre les patrons et employés ou ouvriers, les établissements commerciaux et industriels jouiront du droit de dérogation prévu à l'article 2. » Elle accorde au commerce de l'alimentation la faculté de fractionner et de grouper les jours de repos tout en prévoyant qu'il devra être donné aux employés et aux ouvriers au moins une demi-journée de repos par semaine.

Une proposition de M. César Trouin prévoit pour tout ouvrier ou employé le droit à 1.248 heures de repos chaque année qui doivent être réparties avec un minimum de

(1) V. la liste des propositions dues à l'initiative parlementaire du *Bull. de l'Office du travail*, 1908, VI et VII.

12 heures consécutives sur chacune des 52 semaines de l'année, après entente entre patrons et ouvriers ; toutefois il devra être donné au moins 26 jours de repos de 24 heures consécutives.

Une proposition de M. Fernand Engerand déposée le 11 janvier 1907 vise le personnel des hôtels et des restaurants, pour lequel le repos pourra être fractionné ou groupé suivant accord entre les intéressés.

Une proposition de MM. Empereur et Chion-Ducollet vise les villes de moins de 10.000 habitants et les communes rurales dans lesquelles le repos devra se régler par accord entre employés et employeurs. Hôtels, restaurants, débits de boissons, boulangeries sont exceptés de la loi et bénéficient d'un régime spécial de repos fractionné ou groupé suivant accord entre les intéressés.

Une proposition de M. Depasse comprend un seul article ainsi conçu : « Dans toute entreprise, atelier, usine, fabrique, magasin, établissement industriel ou commercial où il existe une commission, comité ou conseil permanent de travail formé par les délégués élus des ouvriers et employés et par les représentants du patron, ce conseil est chargé de régler lui-même l'application de la loi relative au repos hebdomadaire (1). »

Une proposition de M. Cosnard déposée le 19 mars 1907 accorde à tous les détaillants le droit d'user des dérogations prévues à l'article 2, sauf en ce qui concerne le rou-

(1) Annexe au procès-verbal de la Chambre des députés, 23 mars 1907, n° 891.

lement. Elle accorde un régime spécial aux hôteliers, restaurateurs, débitants de boissons, boulangers. Elle modifie la procédure des demandes de dérogation : c'est l'inspecteur divisionnaire qui statue en premier ressort sans avis préalable ; l'appel de sa décision peut être porté devant le ministre du travail qui statue par arrêté après avis consultatif des arts et manufactures ; le demandeur peut se pourvoir contre l'arrêté devant le Conseil d'Etat.

Une proposition de M. Charles Leboucq, député de Paris, déposée le 20 mars 1907, donne aux ouvriers et aux patrons le droit de s'entendre en cas de roulement sur la détermination du jour de repos et sur le groupement d'un certain nombre de demi-journées dont l'ouvrier ou employé pourra se faire une réserve qu'il utilisera sous forme de vacances qui ne pourront excéder quatorze jours. Enfin la même proposition prévoit un régime spécial pour l'alimentation et pour les professions s'exerçant exclusivement la nuit.

Le but de la plupart de ces propositions est d'accorder aux patrons et aux ouvriers le droit d'adopter, d'un commun accord, un des divers modes d'application du repos hebdomadaire. Presque toutes établissent un régime spécial de repos groupé ou fractionné pour les hôtels, restaurants, débits de boissons, boulangeries.

Proposition Maurice Violette.

Une proposition déposée par M. Maurice Violette le 26 mars 1907 part d'un tout autre point de vue. Loin de

porter atteinte au principe du repos hebdomadaire, elle l'étend aux domestiques attachés à la personne. Cette proposition est ainsi conçue :

ART. 1^{er}. — Le premier paragraphe de l'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1906 est complété ainsi qu'il suit :

« Il est également interdit d'occuper plus de six jours par semaine un domestique attaché à la personne. »

ART. 2. — L'article 2 de la même loi est complété ainsi qu'il suit :

« Toutefois, lorsque l'ouvrier ou employé sera logé et nourri chez le patron, le repos hebdomadaire sera d'une demi-journée par semaine avec repos compensateur de deux journées par mois ou quatre journées tous les deux mois. La détermination de ce repos sera faite par accord entre l'employé ou l'ouvrier et le patron.

« Ne pourront profiter de cette faculté que les patrons qui, occupant moins de dix ouvriers ou employés de la présente catégorie, auront fait à la mairie de leur résidence la déclaration du nombre des employés et ouvriers logés et nourris chez eux. Ils devront, en outre, tenir à jour un carnet spécial émargé par l'ouvrier et l'employé à chaque sortie. Copie de ce carnet certifiée conforme par le patron sera remise en fin d'année par ce dernier à la mairie qui aura reçu la déclaration ci-dessus précisée (1). »

La proposition de M. Violette répond à un véritable besoin, du moins en ce qui concerne l'extension aux domesti-

(1) Annexe au procès-verbal de la séance du 26 mars 1907, n° 895.

ques attachés à la personne de la loi du 13 juillet 1906. Ces travailleurs jouissent de repos généralement insuffisants et leur manque d'organisation ne leur permet pas d'obtenir une amélioration de leur sort sans l'intervention de la loi. Dira-t-on qu'il est impossible de contrôler toutes les maisons et tous les appartements où se trouvent des domestiques ; parlera-t-on d'inquisition dans le foyer familial ! Le mode de contrôle prévu par l'article 2 de la proposition nous semble facilement applicable et nullement inquisitorial.

Voici d'ailleurs comment M. Violette justifie sa proposition dans l'exposé de motifs qui la précède :

« Il est incontestable que parmi toutes les catégories de travailleurs, les domestiques attachés à la personne sont parmi ceux qui ont le plus besoin du repos hebdomadaire. Mais cependant il faut bien reconnaître qu'à leur égard du moins, il ne peut pas être question de faire application pure et simple de la loi actuelle.

« D'une part, l'un des principaux arguments, et des plus sérieux, pour le repos à jour fixe et spécialement pour le repos dominical, fait défaut en ce qui les concerne. Les domestiques attachés à la personne sont, en effet, en immense majorité, célibataires, et il ne peut être question pour eux de la reconstitution, une fois par semaine, d'un foyer qui n'existe pas.

« D'autre part, imposer à eux et à leurs patrons un jour de repos par semaine serait évidemment entraîner le patron à prendre contre eux de ces mesures rigoureuses dont

l'effet a pu malheureusement être constaté déjà. Le patron, le jour du repos, les prie d'aller le passer au dehors de chez lui.

« On ne peut pas accepter, de gaité de cœur, la mise sur le pavé, une journée tout entière par semaine, de jeunes gens et surtout de jeunes filles à qui l'employeur fermerait résolument sa porte pendant 24 heures. Seule, sans foyer où se réfugier, sans table où s'asseoir, que veut-on que devienne la jeune fille ?

« En allant au fond des choses, on reconnaîtra que ce qui fait la grosse difficulté pour les domestiques attachés à la personne, c'est qu'ils sont à la fois logés et nourris chez leur patron.

« Il faut d'ailleurs généraliser et reconnaître que semblable est la situation de tout ouvrier ou employé également logé et nourri chez le patron.

« Le fait qu'une personne est logée et nourrie chez une autre lui enlève, il faut bien le reconnaître, une large part de son indépendance. Il est d'un autre côté certain qu'un semblable contrat de travail a été fait précisément en vue de ce que le domestique, l'ouvrier ou l'employé acceptent de n'avoir pas un temps de travail nettement invariable et préfixé.

« L'ouvrier et l'employé s'engagent à se plier aux exigences du patron au moins sur trois points importants : l'heure des repas, l'heure des sorties, l'heure de la rentrée au logis. Le repos hebdomadaire ne peut donc dans la circonstance être fixé que par accord individuel.

« Il y a lieu de remarquer que la reconnaissance de ce principe va nous permettre du coup d'apporter la solution à nombre des questions les plus délicates soulevées par le repos hebdomadaire. Boulangers et hôteliers de province, petits boutiquiers, tous ou presque tous ont leurs employés à la fois logés et nourris chez eux et le problème se trouve dès lors pour eux immédiatement résolu.

« Cependant, il ne faut pas que le repos hebdomadaire soit un leurre et il ne faut pas que, derrière l'accord individuel, on dissimule un parti pris de désobéissance à la loi. Mais il ne faut pas non plus qu'on puisse, sous prétexte de surveiller la loi du repos, se livrer dans le domicile à de véritables inquisitions ou perquisitions. Il s'agit donc de créer des contraventions faciles à saisir.

« On arrivera à ce résultat, en exigeant d'abord du patron qui a chez lui des employés logés et nourris une déclaration qu'il a des employés logés et nourris.

« Le simple fait de cette déclaration permettra du coup aux inspecteurs du travail et aux divers officiers de police judiciaire de dresser la liste des personnes assujetties. Il sera bien difficile à un patron de ne pas faire semblable déclaration. Le fait qu'on a chez soi une ou plusieurs personnes logées et nourries est un fait patent et de notoriété publique. Tout le monde sait bien que X..., commerçant, loge et nourrit son personnel.

« Si donc la déclaration n'est pas faite, le contrevenant sera aussitôt connu et en contravention par ce seul fait.

« D'autre part, il faut exiger du patron qu'il tienne un

carnet spécial signé par l'ouvrier à chacune de ses sorties. Ce livret devra toujours être présenté à l'inspecteur du travail à toute réquisition. S'il n'est pas à jour, ce simple fait sera l'occasion d'une nouvelle série de contraventions sans que pour cela l'inspecteur du travail soit obligé à se livrer à une enquête pour prouver que la loi n'est pas respectée. La seule tenue irrégulière du carnet sera à elle seule une raison de contravention.

« Mais jamais, ni les commissaires, ni les inspecteurs ne pourront visiter qu'un nombre infime de livrets, et si le contrôle devait se borner là, il serait illusoire.

« Il faut donc organiser le contrôle par les intéressés eux-mêmes, c'est-à-dire les obliger à envoyer chaque année, dans le courant de janvier, une copie certifiée conforme de leur livret à la mairie qui aura reçu leur déclaration primitive. De telle sorte, le service de l'inspection du travail pourra étudier tout à loisir ces feuilles et suivre le fonctionnement de la loi.

« Toute omission dans l'envoi du relevé du carnet certifié conforme constituera une contravention facile à saisir par le rapprochement avec la liste des déclarations. De même tout relevé témoignant d'une inobservation de la loi mettra également son auteur en contravention (1). »

Projet de M. le ministre du travail.

Le 31 mai 1907, M. le ministre du travail, se conformant

(1) Exposé des motifs, Annexe n° 885, déjà cité.

à l'engagement qu'il avait pris devant la Chambre, a déposé un projet de loi en 19 articles. Ce projet, que nous étudierons en examinant le texte de la commission du travail qui en a reproduit les principales dispositions, s'inspire très nettement de la circulaire ministérielle du 10 avril 1907.

Il étend le régime du fractionnement du repos à de nombreux établissements ainsi qu'à certaines catégories d'ouvriers employés à des travaux déterminés. Il institue un régime spécial pour les ouvriers boulangers et accorde à tous les hôtels et restaurants occupant moins de dix personnes le droit de suspendre le repos trente demi-journées par an, à condition de donner au personnel une période de repos compensateur.

En somme, le principe du repos hebdomadaire collectif établi par la loi, subsiste, mais les dérogations et exceptions déjà accordées très largement par voie d'interprétation sont ou confirmées ou étendues et en atténuent considérablement la portée.

Notons que le contrôle est rendu plus efficace par la disposition de l'article 5 qui précise ce qu'il faut entendre par obstacle au service de l'inspecteur et remédie ainsi à l'incertitude qui règne en jurisprudence sur ce point. Notons aussi l'article 19 qui oblige le chef d'établissement à payer à son personnel les jours de repos groupés qu'il est autorisé à lui donner dans certains cas.

Projet de la commission du travail.

La commission du travail à laquelle ont été renvoyés le

projet du ministre ainsi que les différentes propositions déposées sur le bureau de la Chambre les a examinés très attentivement. Elle a, au cours de nombreuses séances, entendu toutes les délégations patronales et ouvrières qui ont manifesté le désir de l'entretenir et c'est après ce travail approfondi qu'elle a élaboré un nouveau texte de loi (1). Ce texte, qui s'inspire plus particulièrement du projet du gouvernement, a été déposé le 12 mars 1908 sur le bureau de la Chambre. Il est précédé d'un rapport (2) très documenté dont l'auteur est M. Zévaès, l'un des promoteurs principaux de la loi du 13 juillet 1906.

Nous allons énumérer en les commentant les divers articles de ce projet :

ART. 1^{er}. — L'article 1^{er} de la loi du 16 juillet 1906 est modifié comme suit :

« Il est interdit d'occuper plus de six jours par semaine un même employé ou ouvrier dans un établissement industriel ou commercial ou dans ses dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé, laïque ou religieux, même s'il a un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

« Le repos hebdomadaire devra avoir une durée minimum de 24 heures consécutives.

« Le mode d'application du repos hebdomadaire aux employés et ouvriers des services publics sera déterminé par un règlement d'administration publique.

(1) *Doc. parl.*, n° 1578, p. 227.

(2) Rapport Zévaès du 12 mars 1908, Ch., *Doc. parl.*, n° 1578, p. 217.

« Les employeurs et les employés d'une même profession ou de professions similaires et connexes ont la faculté de choisir d'un commun accord par profession et par région l'un quelconque des modes d'application du repos hebdomadaire prévus par la présente loi, qu'ils estiment préférable pour leurs intérêts.

« Un règlement d'administration publique arrêtera les mesures nécessaires à la consultation séparée des employeurs et des employés. Les professions et les régions seront fixées en vue de l'exécution de la loi par arrêtés ministériels. »

L'extension du repos hebdomadaire au personnel des services publics est une innovation très heureuse et des mieux justifiées. Elle avait été votée lors de la discussion de la loi du 13 juillet 1906 par la Chambre des députés le 27 mars 1902, mais écartée par le Sénat. Sans doute, le repos hebdomadaire existe dans la plupart des services communaux et départementaux et dans la plupart des administrations de l'Etat. Pourtant il y a encore des exceptions fâcheuses, celle de l'administration des postes et télégraphes, par exemple.

On objecte que cette mesure se traduira pour l'Etat, les départementaux et les communes par des charges considérables. Nous ne le contestons pas, mais nous pensons que l'Etat doit être le premier à faire son devoir et ne doit pas se soustraire à l'application de lois qu'il impose aux simples particuliers.

Nous n'accordons pas la même approbation au principe

de l'entente entre employeurs et employés pour l'application du repos hebdomadaire, tel qu'il résulte de l'article 1 *in fine*. Cette disposition constitue une des innovations (1) principales du projet de la commission qui, sur ce point, s'est séparée très nettement du projet du ministre pour suivre les auteurs de nombreuses propositions, MM. César Trouin, Hector Depasse, Georges Berry, etc.. C'est sur l'initiative de M. Millerand que la commission a substitué à l'autorisation administrative l'entente non point par établissement, mais par corporations, par groupements professionnels.

Comment se réalisera cette entente ? Le projet trouve plus commode de s'en rapporter sur ce point à un règlement d'administration publique.

M. Zévaès donne à ce sujet les éclaircissements suivants :

« On se représente la mise en pratique d'un tel système : La loi institue le repos hebdomadaire ; elle en fait un droit absolu pour les ouvriers et employés ; elle fait aux employeurs et patrons une obligation impérieuse de le leur accorder ; elle stipule les modes possibles d'application ; puis s'adressant aux deux parties en présence, elle leur dit : Choisissez, vous intéressés, entre ces différents mo-

(1) Les auteurs du projet semblent revenir sur ce point au système adopté par l'article 5 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants et des femmes. Nous avons vu que ce texte autorisait le patron à fixer de concert avec ses ouvriers le jour du repos hebdomadaire ; seulement l'accord devant se faire à l'intérieur de l'établissement, c'était toujours le patron qui imposait sa volonté.

des ; mettez-vous d'accord et adoptez celui qui vous paraît le meilleur, celui qui vous semble le plus en rapport avec vos intérêts respectifs. » Les syndicats patronaux ou ouvriers ne sauraient craindre de voir leur action diminuée par cette entente et par la consultation qui est à sa base. Loin de là, par le fait même de leur constitution, de leur organisation, ils pourront agir sur la masse organisée et amorphe. Mais en même temps, une limite est mise à leur autorité, puisque, par le projet, toute la corporation est appelée à faire connaître sa volonté (1). »

Nous ne partageons pas l'optimisme de M. Zévaès. Nous pensons que patrons et ouvriers ayant des intérêts opposés auront beaucoup de peine à s'entendre et qu'on verra se rouvrir la période d'agitation et de confusion qui a marqué les débuts de l'application de la loi du 13 juillet 1906.

Comment organisera-t-on pratiquement la consultation des patrons et de leur personnel ? Des explications de M. Zévaès il résulte que tous les ouvriers et patrons d'une corporation et d'une région seront appelés à voter sur le mode d'application de la loi qu'ils désirent. Cela sera facile dans les grandes villes, pour les corporations fortement organisées en syndicats, appelées déjà à élire des conseillers prud'hommes. L'organisation du scrutin sera prête et les ouvriers seront éclairés par leurs syndicats sur la nature et sur l'importance du vote qu'on leur demandera. Mais, dans les petites villes, dans les campagnes, par-

(1) Rapport Zévaès déjà cité p. 217.

tout où les travailleurs sont isolés, où la masse ouvrière est inorganisée, qui la renseignera, qui la documentera ! Pourra-t-elle se prononcer en toute indépendance ? Comment la minorité supportera-t-elle une situation qu'elle n'aura pas créée !

Enfin, qui ne voit l'atteinte portée au principe du repos hebdomadaire collectif par la diversité des régimes adoptés, suivant les catégories d'établissements, suivant les régions, alors qu'il est de toute nécessité d'en généraliser l'application beaucoup trop restreinte !

Notons cependant que cette disposition nouvelle constituera non une obligation, mais une faculté pour les intéressés et qu'ils seront libres d'y recourir ou non. S'ils préfèrent n'y pas recourir ou si, après l'avoir tentée, ils n'ont pu réaliser entre eux l'entente dont le législateur offre les moyens, c'est la loi qui continuera à s'appliquer.

ART. 3. — Le paragraphe C de l'article 2 de la loi du 13 juillet 1906 est modifié ainsi qu'il suit :

« C. — Le dimanche après midi avec un repos compensateur par roulement et par quinzaine soit d'une journée, soit de deux demi-journées exonérant ensemble l'ouvrier ou l'employé d'une journée complète de travail. »

L'article est la reproduction intégrale de l'article 1^{er} du projet du ministre du travail. Ce n'est pas à proprement parler une innovation. La circulaire ministérielle du 10 avril 1907 laisse entrevoir ce régime. Elle s'exprime à ce sujet comme suit :

« L'exception C et le paragraphe 2 de l'article 6 pré-

voient l'un et l'autre le repos de l'après-midi du dimanche avec repos compensateur d'une journée par quinzaine ; mais le paragraphe 2 de l'article 5 institue pour les mineurs logés chez le patron un régime spécial (remplacement de la journée de repos compensateur par demi-journées). Cette faculté particulière a donné pleinement satisfaction dans des cas où l'obligation de donner la journée entière était difficilement acceptée par les ouvriers eux-mêmes. Il semble donc que, dans des cas semblables, il y aurait un réel avantage à permettre que le repos compensateur soit donné, pour tout le personnel, en deux demi-journées représentant ensemble la durée d'une journée complète de travail. »

ART. 3. — Les paragraphes troisième et dernier de l'article 3 de la loi du 13 juillet 1906 sont modifiés ainsi qu'il suit :

« 2^o Hôtels, cercles, restaurants et débits de boissons. »

.

« Un autre règlement d'administration publique déterminera également parmi les dérogations de la loi celles particulières au repos, soit dans les usines à feu continu, des spécialistes, soit dans les autres établissements, des chefs de service qui ne pourraient en raison de la nature de leur travail être remplacés pendant vingt-quatre heures consécutives, chaque semaine, sans nuire gravement au fonctionnement normal de l'établissement. »

Le paragraphe 1^{er} de cet article range les cercles parmi les établissements admis de droit à donner le repos

hebdomadaire par roulement comme appartenant à la même catégorie que les hôtels, restaurants et débits de boissons. Quant au second paragraphe, l'exposé des motifs du projet du ministre du travail nous en donne les raisons. Le ministre explique que les chefs de service et les ingénieurs dans l'industrie, certains contremaîtres ou chefs de fabrication ne peuvent rigoureusement bénéficier de la loi, de même la personne chargée de la comptabilité dans un hôtel, les chefs cavistes et les caissiers dont le remplacement ne peut s'effectuer par un simple roulement hebdomadaire.

ART. 4. — L'article 5 de la loi du 13 juillet 1906 est modifié ainsi qu'il suit :

« ART. 5. — Dans tout établissement qui aura le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, pourront être occupées le jour du repos pendant une demi-journée au maximum et sous réserve, dans la quinzaine, d'un repos compensateur d'une durée égale au repos supprimé, les personnes employées à la conduite des générateurs et des machines motrices, au graissage ou à la visite des transmissions, au nettoyage des locaux industriels, magasins ou bureaux et les personnes employées à l'entretien de la cavalerie et aux travaux indispensables pour la conservation, soit de la matière première, soit du produit en cours de fabrication, ainsi que les gardiens et concierges.

« Les gardiens et concierges, les pompiers et veilleurs de nuit, les mécaniciens des ventilateurs et machines

d'épuisement et en général les personnes employées à un service de garde ou d'entretien ne pouvant être interrompu pendant le repos collectif pourront être admis à bénéficier des dérogations de l'article 2, sans que l'établissement cesse d'être considéré comme ayant le repos collectif.

« Dans les établissements occupant moins de huit ouvriers ou employés et admis à donner le repos par roulement, le repos d'une journée par semaine pourra être remplacé par deux repos d'une demi-journée, exonérant ensemble l'ouvrier ou l'employé d'une journée complète de travail.

« Le repos du personnel occupé à la vente au détail de denrées alimentaires pourra être donné sans autorisation sous la forme prévue au paragraphe C de l'article 2.

« Dans tout établissement où s'exerce un commerce de détail et dans lequel le repos hebdomadaire aura lieu le dimanche, ce repos pourra être supprimé par arrêté municipal lorsqu'il coïncidera avec un jour de fête locale ou de quartier ou avec une affluence extraordinaire d'acheteurs. Il ne pourra être fait usage de cette faculté par le maire plus de 6 fois par an. »

La modification proposée à l'article 5, § 1^{er}, de la loi consiste à ajouter à la demi-journée de repos par semaine un repos compensateur donné dans la quinzaine et d'une durée égale au repos supprimé. De plus, le projet ajoute à l'énumération du paragraphe 1^{er} de la loi les personnes employées aux soins à donner aux chevaux et les person-

nes occupées aux travaux indispensables pour la conservation soit de la matière première soit du produit en cours de fabrication. Ces travaux, dit le rapporteur, n'exigent souvent qu'une heure ou deux de la matinée. Le système du roulement paraît peu approprié à ce cas.

Le nouveau paragraphe 2 de l'article 5 a été emprunté par le projet du gouvernement à la proposition de loi de M. Cosnard et répond à un même ordre de préoccupations.

Le nouveau paragraphe 3 est la reproduction presque textuelle de l'ancien paragraphe 3 de l'article 5. Il en diffère par le chiffre de 8 ouvriers substitué à celui de 5, modification inspirée de la circulaire ministérielle du 10 avril 1907 qui permet d'étendre provisoirement la faculté de donner le repos par deux demi-journées aux établissements occupant moins de 8 ouvriers.

Le nouveau paragraphe 4 ne fait que mettre au point la disposition un peu complexe de l'ancien article 5, § 2, en tenant compte de la modification introduite par le présent projet au paragraphe C de l'article 2.

Enfin le nouveau paragraphe 5 limite le pouvoir du maire à la suspension d'un nombre déterminé de jours de repos par an, mais étend la définition des circonstances qui autorisent le maire à prendre un arrêté. La limitation légale, qui est proposée en ce qui concerne les pouvoirs du maire, s'inspire de la circulaire du 10 avril 1907, qui a déjà réglementé la question, et est destinée à empêcher les abus qui se sont produits dans trop de municipalités.

ART. 5. — L'article 6 de la loi du 13 juillet 1906 est modifié ainsi qu'il suit :

« ART. 6. — Dans toutes les catégories d'entreprises où les intempéries déterminent des chômages, les repos forcés viendront au cours de chaque mois en déduction des jours de repos hebdomadaire.

« Les hôtels et restaurants des stations balnéaires thermales ou climatériques pourront suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an au maximum à la condition d'assurer à l'employé ou à l'ouvrier un nombre égal de jours de repos groupé au cours de l'année.

« Les hôtels et restaurants occupant moins de huit personnes peuvent suspendre le repos trente demi-journées au maximum par an à la condition de donner au personnel une période égale de repos compensateur.

« Les industries qui ne travaillent qu'à certaines époques de l'année, celles qui emploient des matières périssables, celles qui ont à répondre, à certains moments, à un surcroît extraordinaire de travail et qui ont fixé le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, pourront également suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an. Mais l'employé ou l'ouvrier devra jouir au moins de deux jours de repos par mois.

« Dans les établissements commerciaux, qui ont le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, ce repos pourra être suspendu cinq fois par an pour inventaire ou préparation des expositions de saison, sans que cette dérogation puisse s'appliquer à la vente. »

Le paragraphe 2 de l'article 6 de la loi de 1906, qui vise les industries de plein air et celles qui ne travaillent qu'à certaines périodes de l'année et qui les autorise à suspendre 15 fois par an le repos hebdomadaire, est remplacé par une disposition visant les hôtels et restaurants, les stations balnéaires, thermales et climatériques. Ces établissements sont autorisés comme par le passé à suspendre 15 fois par an le repos hebdomadaire à charge par eux de donner un repos compensateur à une autre époque de l'année.

Le nouveau paragraphe 3 donne aux petits hôtels et restaurants la facilité de combiner le système du repos groupé et celui des demi-journées de repos.

Le nouveau paragraphe 4 de l'article 6 ajoute à la nomenclature d'industries contenue dans le même paragraphe de la loi actuelle celles qui ne travaillent qu'à certaines époques de l'année.

Le paragraphe 5 de l'article 6 du projet est la reproduction d'une disposition admise à titre de tolérance par la circulaire du 10 avril 1907 :

« ART. 6. — La disposition suivante est insérée à la suite de l'article 10 de la loi du 13 juillet 1906 :

« Ils indiqueront aussi les mesures de contrôle particulières au repos groupé ainsi qu'aux dérogations exceptionnelles et permanentes accordées par la présente loi ou en vertu de la présente loi. »

Ce paragraphe vise les règlements d'administration publique qui organisent le contrôle des jours de repos. Il est rendu nécessaire par l'introduction du système du repos groupé.

ART. 7. — L'article 16, § 1^{er}, de la loi du 13 juillet 1906 est complété ainsi qu'il suit :

« Est considéré comme apportant un obstacle aux fonctions de l'inspecteur, toute indication sciemment inexacte qui lui serait fournie sur l'organisation du roulement en exécution du règlement prévu à l'article 10 de la loi. »

Cette disposition vient renforcer utilement les moyens de contrôle de la loi.

ART. 8. — L'article 17 de la loi du 13 juillet 1906 est modifié ainsi qu'il suit :

« Le mode d'application du repos hebdomadaire aux employés et ouvriers des entreprises de chemins de fer sera déterminé par un règlement d'administration publique.

« Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables au personnel embarqué des entreprises de transport par eau, sauf en ce qui concerne les bateaux omnibus. »

Cet article répond à un véritable besoin. Les travailleurs des chemins de fer, plus que tous autres, ont droit non seulement à des repos périodiques, mais à des repos quotidiens suffisamment prolongés pour qu'ils puissent réparer la fatigue qui résulte, surtout pour certains d'entre eux, d'une tension d'esprit continuelle et d'un travail effectué aussi bien de nuit que de jour, en dépit de toutes les intempéries.

Mais nulle exploitation n'est aussi complexe que celle des chemins de fer ; dans aucune autre ne se rencontrent des conditions de travail aussi différentes pour le person-

nel employé. C'est la raison pour laquelle le projet s'en rapporte à un règlement d'administration publique sur la détermination du mode d'application de la loi.

Les compagnies de chemins de fer ont protesté devant la commission par l'intermédiaire de leurs représentants contre cette extension à leur personnel de la loi du 13 juillet 1906 ; elles ont exposé qu'elles avaient fait part au ministre des travaux publics par une lettre en date du 21 septembre 1906 de leur intention d'accorder à leurs agents 52 jours de repos par an, dans le délai de 18 mois à partir de cette date, et que pour la plupart elles avaient commencé à réaliser la mesure annoncée.

La commission a refusé à juste titre de tenir compte de ces observations en présence des résultats de son enquête qui lui ont démontré que certaines grandes compagnies n'accordaient pas à tout leur personnel les 52 jours de repos promis et qu'en tous cas la plupart des compagnies secondaires se refusaient à observer de près ou de loin le repos hebdomadaire.

ART. 9. — Les dispositions suivantes sont ajoutées à la loi du 13 juillet 1906 :

« ART. 19. — Lorsqu'un chef d'établissement groupe plusieurs jours de repos dans les conditions prévues par la présente loi, il est tenu de les rémunérer au taux habituel de la journée de travail de l'ouvrier ou employé.

« Lorsqu'un ouvrier ou employé occupé sous le régime des repos groupés quitte l'établissement après avoir bénéficié des repos qui lui sont dus, le chef d'établissement lui

en doit le paiement au taux habituel de la journée de travail.

« Est nulle de plein droit toute convention contraire aux dispositions du présent article. »

La commission du travail a estimé à bon droit, comme le ministre, que les chefs d'établissements ne devaient pas faire supporter à leur personnel les charges pécuniaires de la loi sur le repos hebdomadaire. Elle a voulu éviter la reproduction des difficultés soulevées à l'occasion de l'application de la loi du 13 juillet 1906 par le refus de nombreux patrons de payer les jours de repos à leur personnel.

Cette disposition est d'autant plus nécessaire dans le système du repos groupé que rien ne garantit l'ouvrier, qui a durant trois mois travaillé chez son patron sans aucune espèce de repos, que ce dernier ne sera pas tenté de le congédier au moment où il va avoir droit à son repos groupé.

Le rapporteur de la loi explique du reste qu'il ne s'agit ici que d'un régime d'exception au droit commun, et que l'employeur qui ne voudrait pas se plier à l'obligation instituée par l'article 19 reste libre de ne pas bénéficier des dérogations prévues à l'article 6 et d'accorder à son personnel le repos hebdomadaire normal.

Tel est le nouveau projet élaboré par la commission du travail. Il mérite sur certains points des critiques, car il reproduit la plupart des dispositions du projet du ministre et complique par de nouvelles dérogations et exceptions

une loi qui, en raison de la multiplicité des régimes institués est déjà d'une application bien difficile. Il porte atteinte au préjudice de certaines corporations, au principe du repos hebdomadaire collectif dont nous avons reconnu l'impérieuse nécessité. Mais sous la réserve de ces critiques, il contient des dispositions très utiles : il étend notamment le repos hebdomadaire à de nombreuses et intéressantes catégories de travailleurs et sur ce point il ne peut manquer de recevoir un accueil très favorable dans le monde du travail.

Ce projet sera-t-il discuté par le Parlement avant la fin de la session et le gouvernement tiendra-t-il l'engagement pris par le ministre du travail dans la séance du 23 mars 1907 ? Nous ne le croyons pas. La Chambre est actuellement sollicitée par l'étude de nouveaux problèmes qui ont sur le repos hebdomadaire l'avantage de l'actualité et il lui sera bien difficile de trouver le temps nécessaire à cette discussion avant son prochain renouvellement.

Vu :

Lyon, le 29 juin 1909,
Le Président de la thèse,
P. PIC.

Vu :

Lyon, le 29 juin 1909,
Le Doyen de la Faculté,
FLURER.

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 30 juin 1909,
Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université,
JOUBIN.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.	vii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I. — Nécessité du repos hebdomadaire . . .	14
CHAPITRE II. — Histoire du repos hebdomadaire . . .	14
SECTION I. — <i>Le repos hebdomadaire dans l'antiquité</i>	14
SECTION II. — <i>Le repos hebdomadaire en France jusqu'à la loi du 13 juillet 1906.</i>	18
CHAPITRE III. — Le repos hebdomadaire et la loi	32
SECTION I. — <i>De l'intervention du législateur en matière de re- pos hebdomadaire.</i>	33
SECTION II. — <i>Les législations étrangères.</i>	45
CHAPITRE IV. — Les travaux préparatoires et le vote de la loi du 13 juillet 1906.	65
1. La loi devant la Chambre des députés.	65
2. La loi devant le Sénat.	69
3. Retour de la loi devant la Chambre des députés.	76
CHAPITRE V. — Commentaire à la loi du 13 juillet 1906. . . .	79
SECTION I. — <i>Etablissements et personnes auxquels s'applique la loi du 13 juillet 1906.</i>	79
SECTION II. — <i>Régime de droit commun et régimes dérogatoi- res.</i>	88
SECTION III. — <i>Contrôle de la loi du 13 juillet 1906</i>	108
SECTION IV. — <i>Infractions et pénalités</i>	115
CHAPITRE VI. — Du rôle des syndicats professionnels dans l'application de la loi	120

SECTION I. — <i>Consultation des syndicats patronaux et ouvriers.</i>	121
SECTION II. — <i>L'intervention des syndicats professionnels devant les tribunaux, relativement à l'application de la loi du 13 juillet 1906</i>	123
SECTION III. — <i>Rôle des syndicats ouvriers dans la constatation des contraventions</i>	
CHAPITRE VII. — Difficultés d'application de la loi du 13 juillet 1906	148
CHAPITRE VIII. — Etude des propositions de lois tendant à modifier la loi du 13 juillet 1906 et du projet de la commission du travail.	170

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
